

États financiers de l'exercice clos le 31 mars 2014

Rapport de la direction

La direction de la Régie de l'assurance maladie du Québec (la Régie) est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers, y compris les estimations et jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées respectant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que la garantie que l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est conforme à celle contenue dans les états financiers.

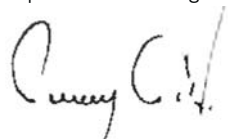
La direction maintient un système de contrôles internes et applique un programme d'audit interne. De cette façon, elle obtient une assurance raisonnable que les actifs sont convenablement protégés et que les registres comptables constituent une base adéquate à l'établissement d'états financiers objectifs et fiables donnant une juste représentation de la situation financière et des opérations de la Régie.

Le conseil d'administration est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers ainsi que de la surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Le conseil d'administration est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Régie conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



Jacques Cotton

Le directeur du budget
et des ressources financières,



Nelson Fortier, CPA, CA

Québec, le 11 juin 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie de l'assurance maladie du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie de l'assurance maladie du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 11 juin 2014

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 (en milliers de dollars)

	Budget	2014	2013
SOURCES DE FINANCEMENT			
Fonds des services de santé* (note 1)	6 677 006	6 731 301	5 985 819
Fonds de l'assurance médicaments	3 388 704	3 344 619	3 351 551
Gouvernement du Québec	546 930	536 269	514 594
Commission de la santé et de la sécurité du travail	102 386	110 995	106 263
Ententes réciproques avec les autres provinces (note 5)	42 005	43 106	42 010
Autres sources	19 113	20 953	18 812
	10 776 144	10 787 243	10 019 049
COÛT DES PROGRAMMES			
Services médicaux	6 440 292	6 528 115	5 797 954
Médicaments et services pharmaceutiques (note 4)	3 348 654	3 307 204	3 314 526
Services hospitaliers (note 5)	261 663	255 152	245 397
Aides techniques	176 884	175 436	163 839
Services dentaires	179 151	169 774	166 894
Services d'aide domestique	76 269	73 180	66 854
Services optométriques	55 448	53 269	49 623
Autres (note 6)	14 948	14 712	14 690
	10 553 309	10 576 842	9 819 777
Recouvrement auprès des tiers responsables et des ressortissants étrangers pour soins hospitaliers	(7 281)	(9 946)	(9 216)
TOTAL DU COÛT DES PROGRAMMES (note 3)	10 546 028	10 566 896	9 810 561
Frais d'administration (note 7)	230 116	220 347	208 488
	10 776 144	10 787 243	10 019 049
EXCÉDENT DE L'EXERCICE ET EXCÉDENT CUMULÉ	-	-	-

* La contribution du Fonds des services de santé inclut les sommes reçues du fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

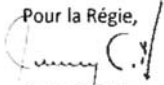
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2014 (en milliers de dollars)

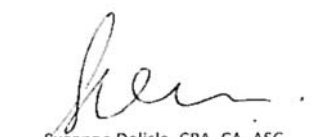
	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Contributions à recevoir		
Fonds des services de santé*	633 516	495 439
Fonds de l'assurance médicaments	289 530	300 083
Frais à récupérer (note 8)	214 506	211 674
Autres créances	38 192	84 808
	1 175 744	1 092 004
PASSIFS		
Effets bancaires en circulation	257 158	223 192
Services à payer et courus (note 10)	909 355	861 557
Autres charges à payer et frais courus	42 090	44 715
Revenus reportés (note 11)	30 624	34 452
Emprunts au gouvernement du Québec (note 12)	88 651	85 236
Provision pour congés de maladie et vacances (note 13)	33 900	32 938
	1 361 778	1 282 090
DETTE NETTE	(186 034)	(190 086)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	186 034	190 086
EXCÉDENT CUMULÉ	-	-

* La contribution du Fonds des services de santé inclut les sommes reçues du fonds général du fonds consolidé du revenu.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 15)**ÉVENTUALITÉS (note 17)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour la Régie,

 Jacques Cotton
 Président-directeur général


 Suzanne Delisle, CPA, CA, ASC
 Membre du conseil d'administration et
 présidente du comité d'audit

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 (en milliers de dollars)

	Budget	2014	2013
EXCÉDENT ANNUEL	-	-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	(39 351)	(23 592)	(21 232)
Amortissement des immobilisations corporelles	30 391	27 954	28 401
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	-	2 933
Intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles	(330)	(310)	(236)
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE	(9 290)	4 052	9 866
DETTE NETTE AU DÉBUT	(190 086)	(190 086)	(199 952)
DETTE NETTE À LA FIN	(199 376)	(186 034)	(190 086)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014 (en milliers de dollars)

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	-	-
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	27 954	28 401
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	2 933
Variation des actifs financiers et des passifs reliés aux activités de fonctionnement		
Contributions à recevoir		
Fonds des services de santé*	(138 077)	(117 956)
Fonds de l'assurance médicaments	10 553	67 725
Frais à récupérer	(2 832)	(9 693)
Autres créances	46 616	(46 280)
Services à payer et courus	47 798	78 674
Autres charges à payer et frais courus	(2 625)	6 535
Revenus reportés	(3 828)	(3 828)
Provision pour congés de maladie et vacances	962	3 253
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	(13 479)	9 764
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(23 902)	(21 468)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS	(23 902)	(21 468)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts au gouvernement du Québec effectués	24 489	85 236
Emprunts au gouvernement du Québec remboursés	(21 074)	(92 436)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	3 415	(7 200)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(33 966)	(18 904)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	(223 192)	(204 288)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	(257 158)	(223 192)

* La contribution du Fonds des services de santé inclut les sommes reçues du fonds général du fonds consolidé du revenu.

Intérêts versés	2 081	1 553
LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :		
Effets bancaires en circulation	(257 158)	(223 192)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2014

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

1. Constitution, fonction et financement

La Régie, personne morale au sens du Code civil constituée par la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5), a pour fonction d'administrer le régime d'assurance maladie et tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie.

En tant que gestionnaire du Fonds de l'assurance médicaments, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Régie incluent également ceux du Fonds.

La Régie administre le régime général d'assurance médicaments. Elle administre aussi des parties de programmes du ministère de la Santé et des Services sociaux, dont :

- la rémunération des résidents en médecine;
- le paiement des services hospitaliers rendus hors du Québec;
- l'exonération financière pour les services d'aide domestique;
- la perception des sommes à recouvrer pour soins hospitaliers à l'égard des résidents des autres provinces, des tiers responsables et des ressortissants étrangers.

La Régie paie les médecins ayant rendu des services professionnels dans le cadre de lois administrées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail et se fait rembourser par cette dernière les frais ainsi occasionnés.

Le financement du régime d'assurance maladie provient du Fonds des services de santé. À ces sommes attribuées, le ministre des Finances ajoute, à même le fonds général du fonds consolidé du revenu, les sommes nécessaires pour pallier aux besoins financiers de la Régie.

Par ailleurs, le Fonds de l'assurance médicaments finance le coût des médicaments et des services pharmaceutiques fournis :

- aux personnes de 65 ans ou plus;
- aux prestataires d'une aide financière de dernier recours;

- aux adhérents : toute personne admissible, autre que celles énumérées ci-dessus, qui n'a pas accès à un régime d'assurance collective ou d'avantages sociaux.

Enfin, le gouvernement du Québec finance les parties de programmes confiées à la Régie par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

En vertu de l'article 4 de sa loi constitutive, la Régie est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. Principales méthodes comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Régie utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Régie, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation du coût des programmes et des sources de financement au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les services à payer et courus, la durée de vie des immobilisations et la provision pour congés de maladie et vacances.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

Les frais à récupérer et les autres créances sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les effets bancaires en circulation, les services à payer et courus, les autres charges et frais courus, l'emprunt sur billet et la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ainsi, les actifs ou les passifs qui ne sont pas contractuels, mais qui résultent d'obligations légales imposées par les pouvoirs publics ne sont pas des actifs ou passifs financiers, tels que les contributions à recevoir du Fonds des services de santé et du Fonds de l'assurance médicaments.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

La méthode de l'amortissement linéaire est utilisée en tenant compte de la valeur résiduelle de ces immobilisations, s'il y a lieu. Le développement de systèmes informatiques inclut le coût de la main-d'œuvre et des services professionnels ainsi que celui du matériel informatique et bureautique s'y rapportant.

Leur durée de vie utile a été établie comme suit :

Immeuble (siège social)	40 ans
Immeuble (améliorations majeures)	20 ans
Immeuble (rénovations)	10 ans
Améliorations locatives	5 et 15 ans
Ameublement, équipement de bureau	5 ans
Matériel informatique et bureautique	3 ans
Développements informatiques	5 et 10 ans
Développements informatiques – Dossier santé Québec	10 ans
Logiciels	3 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Régie de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont des paiements de transfert assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les revenus reportés sont imputés aux revenus « Autres sources » à mesure que les stipulations de transfert sont respectées.

Régimes de retraite

La Régie applique la méthode de comptabilisation des régimes à cotisations déterminées aux régimes interemployeurs gouvernementaux à prestations déterminées puisqu'elle ne possède pas l'information nécessaire à l'application de la méthode de comptabilisation des régimes à prestations déterminées.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des effets bancaires en circulation et de l'encaisse.

3. Coût des programmes

Le coût des produits et services par programme se répartit comme suit :

	2014	2013
Régime d'assurance maladie	6 691 199	5 950 041
Régime public d'assurance médicaments (note 4)	3 302 924	3 310 731
Autres	572 773	549 789
	10 566 896	9 810 561

4. Médicaments et services pharmaceutiques

	2014	2013
Régime public d'assurance médicaments		
Personnes de 65 ans ou plus	1 916 578	1 918 333
Prestataires d'une aide financière de dernier recours	700 843	702 036
Adhérents	685 503	690 362
	3 302 924	3 310 731
Personnes admissibles à des programmes particuliers	4 280	3 795
	3 307 204	3 314 526

5. Services hospitaliers

	2014	2013
Services rendus hors du Québec à des résidents du Québec	212 046	203 387
Services rendus au Québec à des résidents des autres provinces	43 106	42 010
	255 152	245 397

6. Autres

	2014	2013
Bourses de recherche	14 712	14 796
Aide aux personnes infectées par le virus de l'hépatite C*	-	(106)
	14 712	14 690

* Le programme québécois d'aide financière aux personnes infectées par le virus de l'hépatite C a pris fin le 30 juin 2010.

7. Frais d'administration

	2014	2013
Traitements et avantages sociaux	114 647	109 259
Amortissement des immobilisations corporelles	27 954	28 401
Perte sur radiation des immobilisations corporelles	-	2 933
Locaux, équipement et ameublement	24 598	20 682
Diffusion d'information, téléphonie et courrier	8 497	7 509
Réseau de communication interactive	3 244	3 219
Services professionnels et autres	37 866	33 110
Fournitures et approvisionnements	1 632	1 722
Intérêts et frais financiers	1 909	1 653
	220 347	208 488

Du total de ces frais, un montant de 41,7 M\$ (2013 : 40,8 M\$) est assumé par le Fonds de l'assurance médicaments.

Les frais de perception et les frais financiers du Fonds de l'assurance médicaments sont prélevés directement sur ce fonds, conformément à l'article 40.2, alinéas b et c, de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. Ils ne figurent donc pas dans les états financiers de la Régie.

8. Frais à récupérer

	2014	2013
Gouvernement du Québec	181 828	177 463
Commission de la santé et de la sécurité du travail	23 727	22 326
Services hospitaliers dus par d'autres provinces	8 951	11 885
	214 506	211 674

9. Immobilisations corporelles

	Terrain	Immeuble (siège social)	Immeuble (améliorations majeures)	Immeuble (rénovations)	Améliorations locatives	Ameu- blement, équipement de bureau	Matériel informatique et bureautique	Développe- ments informatiques	Développe- ments informatiques Dossier santé Québec	Logiciels	Total
Coût											
1^{er} avril 2012	1 000	26 458	2 640	20 743	1 387	2 494	25 036	71 941	136 985	7 925	296 609
Acquisitions	-	-	847	1 659	682	108	4 685	8 255	4 887	345	21 468
Radiations	-	-	-	-	-	-	-	(2 424)	(1 510)	-	(3 934)
31 mars 2013	1 000	26 458	3 487	22 402	2 069	2 602	29 721	77 772	140 362	8 270	314 143
Acquisitions	-	-	1 571	-	2 433	-	3 875	10 611	4 628	784	23 902
Radiations	-	-	-	-	-	-	(5 428)	(14 381)	-	(3 395)	(23 204)
31 mars 2014	1 000	26 458	5 058	22 402	4 502	2 602	28 168	74 002	144 990³⁸	5 659	314 841
Cumul des amortissements											
1^{er} avril 2012	-	12 635	484	12 411	458	2 064	18 979	43 498	807	5 321	96 657
Amortissement de l'exercice	-	523	132	2 154	145	158	4 264	8 002	11 788	1 235	28 401
Radiations	-	-	-	-	-	-	-	(1 001)	-	-	(1 001)
31 mars 2013	-	13 158	616	14 565	603	2 222	23 243	50 499	12 595	6 556	124 057
Amortissement de l'exercice	-	523	132	2 088	419	147	4 423	7 154	11 793	1 275	27 954
Radiations	-	-	-	-	-	-	(5 428)	(14 381)	-	(3 395)	(23 204)
31 mars 2014	-	13 681	748	16 653	1 022	2 369	22 238	43 272	24 388	4 436	128 807
Valeur nette comptable											
31 mars 2013	1 000	13 300	2 871	7 837	1 466	380	6 478	27 273	127 767	1 714	190 086
31 mars 2014³⁹	1 000	12 777	4 310	5 749	3 480	233	5 930	30 730	120 602	1 223	186 034

38. Ce montant inclut 2,6 M\$ d'intérêts capitalisés (2013 : 2,3 M\$) et 0,03 M\$ de frais d'émission (2013 : 0,01 M\$).

39. Le total des immobilisations comprend 44,0 M\$ (2013 : 31,4 M\$) de biens en développement pour lesquels aucun amortissement n'a été pris.

10. Services à payer et courus

Les services à payer et courus se composent des services médicaux et pharmaceutiques rendus par les professionnels de la santé, des montants forfaitaires attribuables à ces derniers de même que des coûts payables à diverses clientèles relativement aux programmes d'aides techniques ou domestiques.

Le montant représente principalement une estimation du coût des demandes de paiement qui sont en processus de traitement au 31 mars, du coût de celles qui seront produites après le 31 mars et d'une provision pour les services courus. L'ensemble de ces estimations concerne des services reçus avant cette date.

11. Revenus reportés

Les revenus reportés sont en lien avec le transfert d'un développement informatique que la Régie a reçu sans compensation pour effectuer les opérations du Dossier santé Québec.

	Solde au 1 ^{er} avril 2013	Rentrées de l'exercice	Virements aux revenus	Solde au 31 mars 2014
Revenus reportés	34 452	-	3 828	30 624

	Solde au 1 ^{er} avril 2012	Rentrées de l'exercice	Virements aux revenus	Solde au 31 mars 2013
Revenus reportés	38 280	-	3 828	34 452

12. Emprunts au gouvernement du Québec

	2014	2013
Emprunts auprès de la Société québécoise des infrastructures portant intérêt à des taux variant de 2,90 % à 3,16 % remboursables par versements mensuels variant de 715,16 \$ à 7 726,60 \$ et venant à échéance entre le 30 septembre 2017 et le 30 septembre 2028	2 146	-
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, d'un maximum de 37,6 M\$, à taux fixe de 1,31583 % échéant le 30 mai 2014	8 910	-
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, à taux fixe de 1,455 % échéant le 1 ^{er} décembre 2014	16 468	16 468
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, à taux fixe de 2,595 % échéant le 1 ^{er} mars 2022	61 127	68 768
	88 651	85 236

Les versements prévus au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2015	35 101
2016	9 301
2017	9 103
2018	8 855
2019	8 575
2020 et suivantes	25 242
	96 177

13. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Les employés de la Régie et les professionnels de la santé rémunérés à salaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) qui inclut les dispositions particulières offertes aux membres de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable, le taux pour le RRPE et le RRAS est passé de 12,30 % à 14,38 % et le taux pour le RRF est demeuré à 7,25 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la Régie doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Régie, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice se chiffrent à 6,5 M\$

(2013 : 5,5 M\$) pour ses employés et sont incluses dans les frais d'administration. Par ailleurs, les cotisations pour les professionnels de la santé rémunérés à salaire s'élèvent à 5,7 M\$ (2013 : 5,3 M\$) et sont incluses dans le coût des programmes aux postes « Services médicaux », « Services dentaires » et « Services optométriques ». Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

La méthode d'évaluation des obligations relatives aux congés de maladie accumulés est une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

	2014		2013	
	RREGOP	RRPE/RRAS	RREGOP	RRPE/RRAS
Taux d'inflation	2,25 %	2,00 %	2,75 %	2,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,50 %	0,50 %	0,50 %	0,50 %
Taux d'actualisation	3,94 %	3,17 %	3,54 %	2,46 %
Durée résiduelle moyenne des salariés	13 ans	8 ans	13 ans	7 ans

	Maladie	Vacances	2014	2013
Solde au début	19 690	13 248	32 938	29 685
Augmentation (diminution) nette due à des arrivées et des départs d'employés ainsi qu'à une variation du taux d'actualisation	1 783	(194)	1 589	4 421
Charges	3 251	8 544	11 795	11 323
Utilisation	(5 009)	(7 413)	(12 422)	(12 491)
Solde à la fin	19 715	14 185	33 900	32 938

14. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La Régie a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte. La Régie est peu exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières étant donné que la majorité de ses créances sont détenues par des entités gouvernementales.

L'exposition maximale de la Régie au risque de crédit au 31 mars 2014 est la suivante :

	2014	2013
Créances		
Gouvernement du Québec	181 828	177 463
Commission de la santé et de la sécurité du travail	23 727	22 326
Ententes réciproques avec les autres provinces	8 951	11 885
Autres sources	38 192	84 808
	252 698	296 482

L'analyse de l'âge des actifs financiers se détaille comme suit :

	2014	2013
0 à 30 jours	231 267	282 748
31 à 60 jours	4	150
61 à 90 jours	714	25
91 jours et plus	20 713	13 559
	252 698	296 482

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Régie ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Régie gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Régie établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 mars 2014 :

	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Effets bancaires en circulation	257 158	-	-	-	257 158
Services à payer et courus	876 930	32 425	-	-	909 355
Autres charges à payer et frais courus	42 090	-	-	-	42 090
Emprunts au gouvernement du Québec	35 101	27 259	16 911	16 906	96 177
Provision pour vacances	14 185	-	-	-	14 185
	1 225 464	59 684	16 911	16 906	1 318 965

31 mars 2013 :

	Moins de 1 an	1 an à 3 ans	4 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Effets bancaires en circulation	223 192	-	-	-	223 192
Services à payer et courus	842 032	19 525	-	-	861 557
Autres charges à payer et frais courus	44 715	-	-	-	44 715
Emprunts au gouvernement du Québec	9 654	43 657	17 005	24 020	94 336
Provision pour vacances	13 248	-	-	-	13 248
	1 132 841	63 182	17 005	24 020	1 237 048

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Régie est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les emprunts au gouvernement du Québec portent des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Régie est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que la Régie prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

Les taux d'intérêt effectifs sur les emprunts durant l'exercice se détaillent comme suit :

- emprunts auprès de la Société québécoise des infrastructures à taux fixe échéant entre le 30 septembre 2017 et le 30 septembre 2028 : 2,90 % à 3,16 %;
- emprunt sur billet auprès du Fonds de financement à taux fixe échéant le 30 mai 2014 : 1,31583 %;
- emprunt sur billet auprès du Fonds de financement à taux fixe échéant le 1^{er} décembre 2014 : 1,572 % (2013 : 1,572 %);
- emprunt sur billet auprès du Fonds de financement à taux fixe échéant le 1^{er} mars 2022 : 2,754 % (2013 : 2,754 %).

15. Obligations contractuelles

Au 31 mars 2014, les obligations contractuelles minimales exigibles pour l'acquisition de biens et services relatifs à des contrats d'approvisionnement sont de 59 943 915 \$ (2013 : 64 871 252 \$) et se détaillent comme suit :

2015	44 752
2016	8 311
2017	5 438
2018	1 297
2019	146
	59 944

16. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à leur valeur d'échange, la Régie est apparentée à tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Régie n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

17. Éventualités

Litige avec un fournisseur

La Régie est présentement en litige avec un fournisseur qui a intenté contre elle trois recours judiciaires dont les réclamations totalisent environ 8 M\$. Ce montant n'a pas été comptabilisé étant donné que l'issue de ces litiges ne peut être déterminée actuellement.

18. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie de l'énergie (la Régie) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité a compris le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. -

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Régie, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne l'audit des états financiers.

La présidente,



Diane Jean

Montréal, le 26 juin 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie de l'énergie, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie de l'énergie au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 26 juin 2014

RÉGIE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014 \$ Budget (note 12)	2014 \$ Réel	2013 \$ Réel
REVENUS			
Redevances – rémunération et fonctionnement	13 087 556	13 087 556	13 309 594
Redevances – immobilisations corporelles (note 8)	90 000	90 000	175 000
(Perte) Gain de change	-	(3 663)	5 656
Revenus d'intérêts	-	22 159	17 673
Frais de dossiers et autres	-	53 309	56 017
Subventions et frais d'inscription – Forum mondial V	-	-	1 309 971
	<u>13 177 556</u>	<u>13 249 361</u>	<u>14 873 911</u>
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	10 080 503	9 747 934	9 101 038
Services professionnels – normes de fiabilité	1 752 194	1 587 069	1 615 731
Autres services professionnels	541 700	360 592	320 374
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	1 061 000	1 055 331	1 055 331
Autres charges de fonctionnement	744 603	623 842	573 935
Amortissement des immobilisations corporelles	175 000	145 595	199 387
Frais d'événement et autres – Forum mondial V	-	-	1 021 135
Transfert de l'excédent – Forum mondial V	-	-	225 000
	<u>14 355 000</u>	<u>13 520 363</u>	<u>14 111 931</u>
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	<u>(1 177 444)</u>	<u>(271 002)</u>	<u>761 980</u>
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE (note 8)	<u>2 343 862</u>	<u>2 343 862</u>	<u>1 581 882</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 8)	<u>1 166 418</u>	<u>2 072 860</u>	<u>2 343 862</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2014

	2014	2013
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	4 757 178	1 541 681
Créances (note 3)	106 277	412 645
Redevances à recevoir	-	3 251 283
	<u>4 863 455</u>	<u>5 205 609</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	2 860 886	2 911 508
Redevances perçues d'avance	468 254	585 589
Provision pour congés de maladie (note 5)	203 315	240 216
	<u>3 532 455</u>	<u>3 737 313</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>1 331 000</u>	<u>1 468 296</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 6)	464 036	534 598
Charges payées d'avance	116 700	159 505
Salaires payés d'avance (note 7)	161 124	181 463
	<u>741 860</u>	<u>875 566</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 8)	<u>2 072 860</u>	<u>2 343 862</u>

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LA RÉGIE



Diane Jean, présidente

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014 \$ Budget (note 12)	2014 \$ Réal	2013 \$ Réal
(DÉFICIT) EXCÉDENT ANNUEL	(1 177 444)	(271 002)	761 980
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(250 000)	(124 960)	(77 412)
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	49 927	-
Amortissement des immobilisations corporelles	175 000	145 595	199 387
	(75 000)	70 562	121 975
Acquisition de charges payées d'avance	(190 000)	(116 700)	(197 550)
Utilisation de charges payées d'avance	218 000	159 505	203 748
Utilisation de charges reportées – Forum mondial V	-	-	300 919
Utilisation de salaires payés d'avance	20 000	20 339	18 507
	48 000	63 144	325 624
(Diminution) augmentation des actifs financiers nets	(1 204 444)	(137 296)	1 209 579
Actifs financiers nets au début de l'exercice	1 468 296	1 468 296	258 717
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	263 852	1 331 000	1 468 296

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014	2013
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) excédent annuel	(271 002)	761 980
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	145 595	199 387
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	49 927	-
	<u>(75 480)</u>	<u>961 367</u>
Variation des actifs et des passifs		
liés au fonctionnement		
Créances	306 368	(267 692)
Redevances à recevoir	3 251 283	(3 251 283)
Charges payées d'avance	42 805	6 198
Charges reportées – Forum mondial V	-	300 919
Salaires payés d'avance	20 339	18 507
Créditeurs et charges à payer	(50 622)	279 009
Redevances perçues d'avance	(117 335)	585 589
Provision pour congés de maladie	(36 901)	(10 198)
Revenus reportés – Forum mondial V	-	(911 405)
	<u>3 415 937</u>	<u>(3 250 356)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>3 340 457</u>	<u>(2 288 989)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie		
liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(124 960)</u>	<u>(77 412)</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE	<u>3 215 497</u>	<u>(2 366 401)</u>
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>1 541 681</u>	<u>3 908 082</u>
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>4 757 178</u>	<u>1 541 681</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Régie de l'énergie (la Régie) est un organisme de régulation quasi judiciaire institué par la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ, c. R-6.01) qui lui attribue des compétences décisionnelles, des fonctions de nature consultative ainsi que des pouvoirs d'inspection, de surveillance et d'enquête. Ses compétences et responsabilités couvrent, à des degrés variables, l'ensemble des marchés énergétiques du Québec, soit ceux de l'électricité, du gaz naturel, des produits pétroliers, des carburants et combustibles et de la vapeur, et impliquent les activités de fourniture, de transport, de distribution, d'emmagasiner, des activités en efficacité et innovation énergétiques ainsi que le financement du Fonds vert et du Fonds des ressources naturelles.

La Régie assure également la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et un traitement équitable du transporteur d'électricité et des distributeurs. Elle favorise la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif.

En vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada et de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* du Québec, la Régie n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Régie, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les provisions reliées aux traitements et avantages sociaux. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

PÉRIMÈTRE COMPTABLE**Le périmètre comptable**

Au 31 mars 2014, les états financiers de la Régie ne sont pas consolidés puisque le Forum mondial sur la régulation de l'énergie V (Forum mondial V) a terminé ses opérations. Les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2013 regroupent les comptes de la Régie de l'énergie et ceux du Forum mondial V. Les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2013 sont donc consolidés.

Méthode de consolidation

Les comptes de la Régie de l'énergie et ceux du Forum mondial V sont additionnés ligne par ligne dans les états financiers consolidés au 31 mars 2013. Les opérations et les soldes réciproques entre entités sont éliminés dans l'exercice financier clos le 31 mars 2013.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères sont sans impact à la fin de l'exercice.

REVENUS

Redevances

Les redevances sont comptabilisées dans l'exercice pour lequel elles sont reçues ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Le *Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie* (c. R-6.01, r. 7) prévoit les modalités de calcul de la redevance annuelle payable à la Régie. Tel que prévu au projet de règlement publié dans la Gazette officielle le 12 février 2014, celle-ci correspond à la différence, par forme d'énergie, entre les prévisions des dépenses de la Régie, telles qu'approuvées par le gouvernement pour l'exercice financier en cours, et l'excédent cumulé libre d'affectation à la fin d'exercice précédent, et présenté en renseignements supplémentaires aux états financiers audités de la Régie.

CONVERSION DE DEVISES

Les éléments d'actif et de passif monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. L'état des résultats présente les revenus et les charges libellés en devises à un cours qui se rapproche du cours du change à la date de l'opération.

Un gain ou une perte de change qui se produit avant le règlement est comptabilisé dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Au cours de l'exercice où a lieu le règlement, le montant cumulatif des gains et pertes de réévaluation fait l'objet d'une écriture de contrepassation dans l'état des gains et pertes de réévaluation et un gain ou une perte de change est comptabilisé dans l'état des résultats.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie représente les soldes bancaires.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

PASSIFS**Provision pour congés de maladie**

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés ayant un droit de retour dans la fonction publique sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Régie ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile établie comme suit :

- | | |
|---|------------|
| ▪ Systèmes et équipements informatiques : | 3 à 10 ans |
| ▪ Mobilier et équipement de bureau : | 5 ans |
| ▪ Améliorations locatives : | 5 à 15 ans |

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Régie de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

3. CRÉANCES

	2014	2013
	\$	\$
Débiteurs	69 630	412 471
Taxes à la consommation à recevoir	36 647	174
	<u>106 277</u>	<u>412 645</u>

4. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2014	2013
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus	182 301	242 082
Traitements	1 327 774	1 165 996
Avantages sociaux	674 637	837 246
Provision pour vacances	676 174	666 184
	<u>2 860 886</u>	<u>2 911 508</u>

5. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Provision pour congés de maladie

	2014	2013
	\$	\$
Solde au début	240 216	250 414
(Revenu) charge de l'exercice	(32 337)	8 825
Prestations versées au cours de l'exercice	(4 564)	(19 023)
Solde à la fin	<u>203 315</u>	<u>240 216</u>

Le personnel de la Régie ayant un droit de retour dans la fonction publique dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Régie.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

5. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Provision pour congés de maladie (suite)

Ce programme d'accumulation des congés de maladie a permis au personnel concerné d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils avaient droit alors qu'ils étaient employés du gouvernement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Le personnel concerné peut également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations pour ce programme d'accumulation des congés de maladie concernent des droits acquis au gouvernement et elles peuvent augmenter lors de la nomination d'un régisseur ayant conservé de tels droits. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active du personnel concerné.

Évaluations et estimations

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Taux moyen d'augmentation salariale incluant l'inflation	2,00 %	2,50 %
Taux d'actualisation pondéré	1,69 %	1,96 %
Durée résiduelle moyenne d'activité du personnel concerné	3 ans	6 ans

Régimes de retraite

Les régisseurs et le personnel de la Régie participent au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1er janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE et le RRAS est passé de 12,30 % à 14,38 % de la masse salariale cotisable.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

5. RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Régimes de retraite (suite)

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1er janvier 2014 (0,54 % au 1er janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Régie doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Régie, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 659 624 \$ (2013 : 587 621 \$). Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeurs.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2014		
	Amortissement		Valeur comptable nette
	Coût	cumulé	
	\$	\$	\$
Systèmes et équipements informatiques	1 185 310	925 224	260 086
Mobilier et équipement de bureau	506 810	481 002	25 808
Améliorations locatives	1 685 837	1 507 695	178 142
	<u>3 377 957</u>	<u>2 913 921</u>	<u>464 036</u>
	2013		
	Amortissement		Valeur comptable nette
	Coût	cumulé	
	\$	\$	\$
Systèmes et équipements informatiques	1 206 149	906 141	300 008
Mobilier et équipement de bureau	495 469	468 891	26 578
Améliorations locatives	1 671 304	1 463 292	208 012
	<u>3 372 922</u>	<u>2 838 324</u>	<u>534 598</u>

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

Amortissement au cours de l'exercice financier

	2014	2013
	\$	\$
Systèmes et équipements informatiques	89 080	100 334
Mobilier et équipement de bureau	12 112	21 837
Améliorations locatives	44 403	77 216
	<u>145 595</u>	<u>199 387</u>

Acquisitions au cours de l'exercice financier

	2014	2013
	\$	\$
Systèmes et équipements informatiques	99 086	59 500
Mobilier et équipement de bureau	11 341	12 953
Améliorations locatives	14 533	4 959
	<u>124 960</u>	<u>77 412</u>

Au cours de l'exercice financier clos le 31 mars 2014, il y a eu des radiations uniquement pour les systèmes et équipements informatiques d'une valeur de 119 925 \$ (2013 : 710 \$). Lors de la radiation, l'amortissement accumulé était de 69 998 \$ (2013 : 710 \$), réalisant ainsi une perte sur disposition d'actif de 49 927 \$ (2013 : nul) présentée sous le poste Autres charges de fonctionnement. Des immobilisations corporelles d'un montant de 16 857 \$ (2013 : 36 500 \$) sont incluses dans les créditeurs et charges à payer et des immobilisations corporelles non amorties de 46 641 \$ (2013 : 91 500 \$) sont incluses dans la catégorie systèmes et équipements informatiques. De plus, il n'y a eu aucune disposition d'immobilisations corporelles en 2014 et 2013.

7. SALAIRES PAYÉS D'AVANCE

	2014	2013
	\$	\$
Solde au début	181 463	199 970
Récupération au cours de l'exercice	(20 339)	(18 507)
Solde à la fin	<u>161 124</u>	<u>181 463</u>

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

7. SALAIRES PAYÉS D'AVANCE (suite)

À la suite des mesures de transition du nouveau système de paie mis en place le 1^{er} janvier 2009, une somme est récupérée au départ de chaque employé qui a reçu de la Régie, le 15 janvier 2009, un montant équivalant à deux semaines de salaire net après déductions applicables. Le solde des montants totaux à récupérer des employés concernés est de 161 124 \$ au 31 mars 2014 (2013 : 181 463 \$). Cette mesure a permis que les employés qui étaient en fonction au 1^{er} janvier 2009 n'aient pas été pénalisés par le fait que la date du versement du salaire gagné pendant la période du 1^{er} au 14 janvier 2009 fut décalée du 15 au 29 janvier 2009.

8. EXCÉDENT CUMULÉ

L'excédent cumulé comprend deux composantes, soit un montant d'excédent cumulé libre d'affectation, utilisé dans le calcul des redevances payables à la Régie (note 12), ainsi qu'un montant d'excédent cumulé affecté aux immobilisations corporelles. L'excédent cumulé affecté aux immobilisations corporelles est viré à l'excédent cumulé libre d'affectation au même rythme que l'amortissement des immobilisations qu'il finance.

	2014 \$	2013 \$
Excédent cumulé		
Solde au début	2 343 862	1 581 882
(Déficit) excédent annuel	(271 002)	761 980
Solde à la fin	2 072 860	2 343 862
 Excédent cumulé à la fin – affecté	1 020 823	1 076 418
Excédent cumulé à la fin – libre d'affectation	1 052 037	1 267 444
 Excédent cumulé – affecté		
Budget en capital disponible pour l'acquisition d'immobilisations corporelles		
Solde au début	541 820	444 233
Redevances – immobilisations corporelles	90 000	175 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	(124 960)	(77 413)
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	49 927	-
Solde à la fin	556 787	541 820
 Excédent correspondant au solde non amorti des immobilisations corporelles		
Solde au début	534 598	623 943
Acquisition d'immobilisations corporelles	124 960	77 413
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	(49 927)	-
Amortissement d'immobilisations corporelles	(145 595)	(166 758)
Solde à la fin	464 036	534 598
	1 020 823	1 076 418

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

8. EXCÉDENT CUMULÉ (suite)

	2014 \$	2013 \$
Excédent cumulé – libre d'affectation		
Solde au début	1 267 444	513 706
(Déficit) excédent annuel	(271 002)	761 980
Variation nette de l'excédent cumulé affecté		
Virement de l'amortissement d'immobilisations corporelles	145 595	166 758
Redevances – immobilisations corporelles	(90 000)	(175 000)
	<u>55 595</u>	<u>(8 242)</u>
Solde à la fin	<u>1 052 037</u>	<u>1 267 444</u>

9. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu d'une entente concernant les normes de fiabilité en transport d'électricité, signée le 8 mai 2009 avec le North American Electric Reliability Corporation (NERC) et le Northeast Power Coordinating Council (NPCC), la Régie s'est engagée à couvrir le coût de l'ensemble des services qui lui sont fournis par le NERC et le NPCC dans le cadre de l'entente. Pour l'exercice financier 2014-2015, le montant de l'engagement avec le NERC et le NPCC s'élève approximativement à 1 156 521 US\$. L'entente prévoit qu'une partie peut mettre fin à l'entente par un préavis d'un an adressé à l'autre partie.

De plus, la Régie est engagée en vertu de divers contrats de location exploitation notamment de location de services et d'équipements échéant à diverses dates jusqu'au 31-03-2019. Le montant total des engagements est de 130 197\$ et les versements pour les cinq prochaines années sont : 2015 = 38 664 \$; 2016 = 33 143 \$; 2017 = 27 702 \$; 2018 = 18 369 \$; 2019 = 12 319 \$.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers comptabilisées à la valeur d'échange, la Régie a des revenus de redevances dans ses activités de distribution de 4 942 939 \$ (2013 : 4 313 759 \$) et de transport de 4 066 978 \$ (2013 : 5 369 398 \$), des créances de 45 000\$ (2013 : 395 444\$), des redevances perçues d'avance de 455 063\$ (2013 : nul) et des redevances à recevoir en 2013 de 2 406 393 \$ (2014 : nul). La Régie est également apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Régie n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

11. GESTION DES RISQUES LIÉE AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Régie, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels. L'analyse suivante présente l'exposition de la Régie aux risques à la date de clôture des états financiers, soit au 31 mars 2014.

Risque de crédit

Le risque de crédit est lié au non-respect d'obligations financières de la part d'une contrepartie et de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. La Régie est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a une concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent la Régie à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie et des débiteurs. La direction estime que la concentration de risque de crédit relativement aux débiteurs est limitée en raison de la qualité du crédit des parties auprès desquelles des sommes sont à recevoir.

	2014	2013
	\$	\$
Débiteurs		
Moins de 60 jours	63 310	412 315
De 61 à 90 jours	2 925	156
Plus de 91 jours	3 395	-
	<u>69 630</u>	<u>412 471</u>

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de la Régie au risque de crédit. Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit au minimum par la politique de la Régie d'investir auprès d'institutions financières réputées. La Régie est peu exposée au risque de crédit sur ses débiteurs puisque ceux-ci sont à recevoir en grande partie d'apparentés sous contrôle commun.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Régie éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'entité considère qu'elle détient suffisamment de liquidités afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme. La Régie finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition des immobilisations corporelles par les flux de trésorerie provenant des redevances prévues par le Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie (c. R-6.01, r.7). Ainsi, l'exposition de la Régie au risque de liquidité est minime.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

11. GESTION DES RISQUES LIÉE AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité (suite)

	2014	2013
	\$	\$
Créditeurs et charges à payer		
Moins de 90 jours	898 088	741 024
De 90 à 365 jours	935 417	1 333 238
Plus de 365 jours	352 744	-
	<u>2 186 249</u>	<u>2 074 262</u>

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Régie est seulement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

La Régie effectue des transactions en dollars américains, la majorité de celles-ci étant reliées à l'entente avec la NERC-NPCC (note 9). Conséquemment, elle est exposée aux fluctuations du dollar américain. La Régie estime que le risque est relativement restreint, ainsi elle ne détient pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, toutes autres choses demeurant par ailleurs égales, une appréciation hypothétique de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait une incidence défavorable d'environ 80 000 \$ (80 000 \$ en 2013) sur l'excédent annuel de l'exercice. Une dépréciation hypothétique du 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait l'effet inverse sur l'excédent annuel de l'exercice.

L'état de la situation financière inclut les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés en dollars américains.

	2014	2013
	\$	\$
Trésorerie	56 933	43 091

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

AU 31 MARS 2014

11. GESTION DES RISQUES LIÉE AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La Régie estime que le risque de taux d'intérêt est minime puisque ses revenus d'intérêts proviennent de comptes bancaires.

12. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES : INFORMATION SECTORIELLE

Les revenus pour l'exercice financier clos le 31 mars 2014 sont composés principalement de redevances provenant du transporteur d'électricité, des distributeurs d'électricité dont Hydro-Québec dans ses activités de distribution, des distributeurs de gaz naturel et des distributeurs de produits pétroliers dépassant le seuil de cent millions de litres, et ce, en conformité avec le Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie (réf. art. 112 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ, c. R-6.01) (la « Loi »), décret no 1379-2009 approuvé le 21 décembre 2009).

Les prévisions budgétaires de la Régie de l'exercice financier 2013-2014 ont été déposées le 31 janvier 2013, en conformité avec l'article 106 de la Loi et le décret connexe (no 832-2004), et ont été approuvées avec modifications par le décret no 960-2013 du 18 septembre 2013. Le montant des prévisions de dépenses par forme d'énergie approuvées par décret est de 14 445 000 \$. Les budgets présentés à l'état des résultats et de l'excédent cumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets ont été préparés par la direction, qui a réparti par nature le budget de dépenses présenté à l'état des résultats, d'un montant total de 14 355 000 \$, et un montant de 90 000 \$ correspond au budget en capital disponible pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, présenté à la note 8 Excédent cumulé.

En ce qui a trait à l'information sectorielle, la Régie procède à une allocation complète de ses charges réelles par forme d'énergie en allouant l'ensemble de ses frais directs et indirects à chaque forme d'énergie. Les frais directs sont des coûts directement imputables sans calcul intermédiaire à une forme d'énergie précise et sont directement alloués à la forme d'énergie qui les a générés. Les frais indirects sont des coûts qui ne peuvent être reliés directement à une forme d'énergie précise sans calcul intermédiaire. Ces frais indirects sont imputés en fonction de paramètres monétaires (ex. : montant des dépenses directes, notamment des dépenses de main-d'œuvre). Les paramètres sont choisis en fonction de la nature de la charge indirecte de façon à bien refléter la réalité des activités de la Régie.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, les données financières de l'information sectorielle excluent les données financières du Forum mondial V.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

12. Renseignements supplémentaires : information sectorielle (suite)

	2014					
	Électricité Distribution	Électricité Transport	Gaz Naturel	Produits Pétroliers	Carburants et Combustibles	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus						
Redevances – rémunération et fonctionnement	5 039 484	4 031 252	3 104 814	650 969	261 037	13 087 556
Redevances – immobilisations corporelles (note 8)	25 870	35 726	21 555	5 058	1 791	90 000
Perte de change	-	(3 663)	-	-	-	(3 663)
Revenus d'intérêts	9 074	6 249	5 334	1 110	392	22 159
Frais de dossiers et autres	6 767	1 071	2 894	557	42 020	53 309
	<u>5 081 195</u>	<u>4 070 635</u>	<u>3 134 597</u>	<u>657 694</u>	<u>305 240</u>	<u>13 249 361</u>
Charges						
Traitements et avantages sociaux	3 992 746	2 748 222	2 345 872	487 981	173 113	9 747 934
Services professionnels – normes de fiabilité	-	1 587 069	-	-	-	1 587 069
Autres services professionnels	165 632	60 481	46 732	74 561	13 186	360 592
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	432 158	297 603	254 018	52 872	18 680	1 055 331
Autres charges de fonctionnement	230 127	156 137	135 892	43 192	8 567	573 915
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	20 446	14 079	12 017	2 501	884	49 927
Amortissement des immobilisations corporelles	59 621	41 058	35 045	7 294	2 577	145 595
	<u>4 900 730</u>	<u>4 904 649</u>	<u>2 829 576</u>	<u>668 401</u>	<u>217 007</u>	<u>13 520 363</u>
(Déficit) excédent annuel	180 465	(834 014)	305 021	(10 707)	88 233	(271 002)
Variation nette de l'excédent cumulé affecté (note 8)	33 751	5 332	13 490	2 236	786	55 595
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation au début de l'exercice (note 8)	(637 506)	2 002 792	(169 133)	80 780	(9 489)	1 267 444
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice (note 8)	(423 290)	1 174 110	149 378	72 309	79 530	1 052 037

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

12. Renseignements supplémentaires : information sectorielle (suite)

	2013					Total
	Électricité Distribution	Électricité Transport	Gaz Naturel	Produits Pétroliers	Carburants et Combustibles	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus						
Redevances – rémunération et fonctionnement	4 374 794	5 298 680	2 809 882	699 562	126 676	13 309 594
Redevances – immobilisations corporelles (note 8)	47 145	70 718	46 585	8 820	1 732	175 000
Gain de change	-	5 656	-	-	-	5 656
Revenus d'intérêts	7 209	3 756	5 378	1 071	259	17 673
Frais de dossiers et autres	34 671	14 203	24 059	3 908	43 012	119 853
	<u>4 463 819</u>	<u>5 393 013</u>	<u>2 885 904</u>	<u>713 361</u>	<u>171 679</u>	<u>13 627 776</u>
Charges						
Traitements et avantages sociaux	3 712 255	1 933 803	2 769 433	551 489	134 058	9 101 038
Services professionnels – normes de fiabilité	-	1 615 731	-	-	-	1 615 731
Autres services professionnels	173 987	60 884	47 000	27 153	11 350	320 374
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	430 470	224 258	321 137	63 953	15 513	1 055 331
Autres charges de fonctionnement	234 831	120 711	170 944	40 191	7 258	573 935
Amortissement des immobilisations corporelles	68 021	35 436	50 744	10 106	2 451	166 758
Amortissement des immobilisations corporelles acquises en vertu de contrats de location-acquisition	13 309	6 934	9 929	1 977	480	32 629
	<u>4 632 873</u>	<u>3 997 757</u>	<u>3 369 187</u>	<u>694 869</u>	<u>171 110</u>	<u>12 865 796</u>
Excédent (déficit) annuel	(169 054)	1 395 256	(483 283)	18 492	569	761 980
Variation nette de l'excédent cumulé affecté (note 8)	20 876	(35 282)	4 159	1 286	719	(8 242)
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation au début de l'exercice (note 8)	(489 328)	642 818	309 991	61 002	(10 777)	513 706
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice (note 8)	<u>(637 506)</u>	<u>2 002 792</u>	<u>(169 133)</u>	<u>80 780</u>	<u>(9 489)</u>	<u>1 267 444</u>

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie des installations olympiques (le Parc olympique) présentés dans le rapport annuel ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du Parc olympique reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Parc olympique, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général par intérim,



Paul Saint-Jacques

Montréal, le 17 février 2014

Le chef de la direction financière,



Philip Tousignant, CPA, CA

Montréal, le 17 février 2014

ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie des installations olympiques qui comprennent l'état de la situation financière au 31 octobre 2013, l'état des résultats, l'état de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Régie des installations olympiques n'a pas comptabilisé au 31 octobre 2013 à l'état de la situation financière le montant de 22 526 222 \$ relativement à des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont

autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Société a satisfait aux critères d'admissibilité. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Régie des installations olympiques et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. La non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, entraîne une sous-évaluation des subventions reportées du gouvernement du Québec de 22 526 222 \$ pour l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie des installations olympiques au 31 octobre 2013, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Régie des installations olympiques au 31 octobre 2013 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers et aux paiements de transfert expliqués à la note 3, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA
Montréal, 17 février 2014

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS

de l'exercice clos le 31 octobre 2013

(en milliers de dollars)	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
REVENUS (note 4)			
Subvention du gouvernement du Québec	16 436	15 966	16 771
Virement des subventions reportées	8 500	5 864	5 407
Installations sportives, tourisme et événements			
Droits d'entrée	4 007	3 374	3 839
Loyers	1 454	1 574	2 660
Publicité	90	376	281
Stationnements	3 312	3 972	2 755
Souvenirs	636	475	558
Redevances des concessionnaires	844	541	1 143
Location de locaux commerciaux et de bureaux	1 561	1 739	1 778
Vente d'énergie à des tiers	3 101	3 311	3 087
Travaux et services facturés à des tiers	1 075	1 309	1 583
Revenus de placements	78	412	609
Revenus de réclamations (note 5)	-	1 366	220
Autres revenus	-	102	196
	41 094	40 381	40 887
CHARGES (notes 4 et 6)			
Traitements et avantages sociaux (note 7)	18 428	17 956	17 405
Entretien, sécurité et autres	6 746	6 471	8 059
Matériaux et location d'équipement	2 333	2 041	1 859
Coût des marchandises vendues	330	233	295
Électricité, gaz et mazout	7 785	7 580	6 948
Honoraires professionnels	1 762	1 269	2 225
Droits et licences	404	314	197
Frais financiers	1 025	219	44
Fournitures de bureau, impression et télécommunications	342	321	325
Publicité	711	947	869
Amortissement des immobilisations corporelles	10 116	7 761	7 530
Autres charges	434	473	750
	50 416	45 585	46 506
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(9 322)	(5 204)	(5 619)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

de l'exercice clos le 31 octobre 2013

(en milliers de dollars)	2013	2012
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	16 453	22 072
Déficit de l'exercice	(5 204)	(5 619)
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 13)	11 249	16 453

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

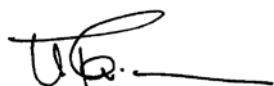
au 31 octobre 2013

(en milliers de dollars)	2013	2012
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	716	2 764
Débiteurs	1 725	2 048
Subvention à recevoir	35	-
Stocks destinés à la revente	104	127
Placements (note 8)	5 586	5 586
	8 166	10 525
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	12 306	8 674
Revenus reportés	1 143	1 506
Emprunts (note 9)	8 932	1 465
Dettes à long terme (note 10)	13 275	-
Subventions reportées (note 11)	47 537	50 226
	83 193	61 871
DETTE NETTE	(75 027)	(51 346)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	16	30
Stocks de fournitures	928	846
Immobilisations corporelles (note 12)	85 332	66 923
	86 276	67 799
EXCÉDENT CUMULÉ (note 13)	11 249	16 453

ÉVENTUALITÉS (note 17)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,



Maya Raic



Gaëtan Laflamme, CPA, CA

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE

de l'exercice clos le 31 octobre 2013

(en milliers de dollars)	2013		2012
	Budget	Réel	Réel
DÉFICIT DE L'EXERCICE	(9 322)	(5 204)	(5 619)
VARIATION DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(41 384)	(26 177)	(13 438)
Amortissement des immobilisations corporelles	10 116	7 761	7 530
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	(2)	(13)
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	-	9	63
	(31 268)	(18 409)	(5 858)
VARIATION DUE AUX AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS			
Acquisition de stocks de fournitures	-	(855)	(567)
Utilisation de stocks de fournitures	-	773	779
Acquisition de charges payées d'avance	-	(16)	(30)
Utilisation de charges payées d'avance	-	30	21
	-	(68)	203
(AUGMENTATION) DIMINUTION DE LA DETTE NETTE	(40 590)	(23 681)	(11 274)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(51 346)	(51 346)	(40 072)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(91 936)	(75 027)	(51 346)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice clos le 31 octobre 2013

(en milliers de dollars)	2013	2012
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Déficit de l'exercice	(5 204)	(5 619)
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	7 761	7 530
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	(2)	(13)
Virement des subventions reportées	(5 864)	(5 407)
Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement (note 14)	1 127	(3 091)
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	(2 182)	(6 600)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Acquisitions nettes de placements et flux de trésorerie utilisés pour les activités de placement	-	10 442
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(23 792)	(12 974)
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	9	63
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en immobilisations	(23 783)	(12 911)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts	7 467	1 465
Dettes à long terme	13 275	-
Subventions octroyées pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	3 175	503
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	23 917	1 968
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(2 048)	(7 101)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 764	9 865
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	716	2 764

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les intérêts reçus au cours de l'exercice sont de 59 000 \$ (165 000 \$ en 2012).

Les intérêts payés au cours de l'exercice sont de 136 000 \$ (15 000 \$ en 2012).

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.

1 STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Régie des installations olympiques (le Parc olympique) est une société du gouvernement du Québec constituée par une loi adoptée par le gouvernement du Québec, la *Loi sur la Régie des installations olympiques*. En vertu de l'article 8 de sa loi constitutive, le Parc olympique est un mandataire de l'État. À ce titre, il n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

Le Parc olympique est propriétaire de certaines installations mobilières et immobilières prévues pour les Jeux olympiques d'été de 1976 et a été mandaté pour en parachever la construction et l'aménagement de même que pour les exploiter.

Le Parc olympique de Montréal compte parmi les plus grands complexes multifonctionnels et récréotouristiques du Canada avec le Stade olympique, la Tour, le Centre sportif et l'Esplanade. Les opérations du Parc olympique se regroupent sous trois principaux volets, soit la location d'espaces pour la tenue d'événements et la location de bureaux, les activités touristiques et les sports grand public et d'élite au Centre sportif.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Parc olympique utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Parc olympique, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que le Parc olympique pourrait prendre à l'avenir. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la moins-value durable sur les placements. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie et équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes, la subvention à recevoir et les placements sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux effectif.

Les créiteurs et charges à payer, à l'exception des taxes et des avantages sociaux à payer, les emprunts et les dettes à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux effectif. Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant de la vente des produits sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux provenant de la prestation de services lorsque ces derniers sont rendus.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

Les revenus provenant des subventions du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que le Parc olympique a satisfait aux critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répandant à la définition d'un passif.

CHARGES

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que le Parc olympique ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Parc olympique consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et dont l'échéance initiale au moment de l'acquisition est de trois mois ou moins.

Placements

Les placements sont comptabilisés au coût, diminué de toute moins-value durable.

PASSIFS

Emprunts et dettes à long terme

Les emprunts sont comptabilisés au montant encaissé au moment de leur émission.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels et pour les périodes suivantes :

- Installations olympiques : indéterminable
- Équipement et logiciels informatiques : 10 %, 20 % et 33,33 %
- Structure et aménagements spécifiques : 5 %, 6,67 %, 10 % et 20 %

- Aménagements locatifs : durée du bail du locataire du Parc olympique
- Matériel roulant : 6,67 % et 20 %

Le coût des immobilisations corporelles comprend le coût d'achat ou de construction, les frais de mise en service et les frais de financement reliés à leur acquisition jusqu'à la date de leur mise en service. L'amortissement de ces immobilisations corporelles débute au moment de leur utilisation.

Installations olympiques

Le coût des installations olympiques comprend le coût du terrain et les coûts de construction, d'administration et de financement et tous les frais d'émission de la dette à long terme engagés pour ces installations. Le coût de l'équipement et de l'outillage utilisés lors de la construction fait également partie du coût des installations. Plusieurs composantes des installations olympiques sont toujours utilisées actuellement et devraient avoir une valeur comptable nette positive. Cependant, étant donné l'impraticabilité pour le Parc olympique de recenser les coûts associés aux différentes composantes, la direction estime qu'il est raisonnable d'attribuer une valeur nulle à ces immobilisations corporelles. Ceci entraîne également qu'il est difficile de radier le coût et l'amortissement cumulé de ces immobilisations lors de leur remplacement ou disposition.

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Parc olympique de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats.

GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ni libellé en devises étrangères.

3 MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} novembre 2012, le Parc olympique a adopté prospectivement les recommandations des chapitres suivants du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

SP 1201**« PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS »**

Ce chapitre exige la présentation des gains et pertes de réévaluation dans un nouvel état financier. L'excédent ou le déficit cumulé doit également être présenté comme étant le total de l'excédent ou du déficit cumulé lié aux activités et des gains et pertes de réévaluation cumulés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du Parc olympique.

SP 3450**« INSTRUMENTS FINANCIERS »**

Selon ce nouveau chapitre, qui établit les normes de comptabilisation et d'évaluation de tous les types d'instruments financiers, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer l'importance des instruments financiers sur sa situation et sa performance financière, de même que la nature et l'ampleur des risques en découlant au cours de la période et à la date de clôture ainsi que de la façon dont on gère ces risques. Ces nouvelles obligations d'information sont présentées à la note 16.

Les éléments compris dans le champ d'application du chapitre sont classés dans l'une ou l'autre des deux catégories d'évaluation : celle à la juste valeur ou celle au coût ou au coût après amortissement. Jusqu'à ce qu'un élément soit décomptabilisé, les gains et les pertes découlant de la réévaluation de la juste valeur sont présentés dans l'état des gains et des pertes de réévaluation.

En date du 1^{er} novembre 2012, le Parc olympique a comptabilisé tous ses actifs financiers et ses passifs financiers dans son état de la situation financière, a classé les éléments conformément aux catégories prescrites par le SP 3450, et a appliqué les critères prescrits par le SP 3450 pour identifier les actifs financiers et les passifs financiers qui doivent être évalués à la juste valeur.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du Parc olympique.

SP 3041**« PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE »**

Le 1^{er} novembre 2012, le Parc olympique a adopté les recommandations du chapitre SP 3041, « Placements de portefeuille » modifiant et remplaçant le chapitre SP 3040 du même nom. Ce chapitre établit les normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les placements de portefeuille. Les principales modifications représentent

l'application des dispositions du SP 3450, « Instruments financiers » relatives à la comptabilisation et à l'évaluation, sauf exception, et à l'harmonisation des définitions et de l'emploi de la méthode du taux d'intérêt effectif avec l'information au SP 3450.

L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du Parc olympique.

SP 3410**« PAIEMENTS DE TRANSFERT »**

Le 1^{er} novembre 2012, le Parc olympique a adopté les recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », qui modifie et remplace l'ancien chapitre du même nom. Ce chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter les paiements de transfert versés à des particuliers, à des organisations ou à d'autres gouvernements, tant du point de vue du cédant que de celui du bénéficiaire.

L'application de cette norme n'a eu aucune incidence sur l'état des résultats ni sur l'état de la situation financière du Parc olympique.

4 PROJETS NON RÉCURRENTS

Pour les projets non récurrents qui sortent du cadre régulier de ses activités d'exploitation, le Parc olympique réserve des sommes en provenance de l'excédent cumulé.

Au 31 octobre, les sommes suivantes sont incluses à l'état des résultats relativement à ces projets :

	2013	2012
REVENUS	516	119
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	458	336
Entretien, sécurité et autres	967	956
Matériaux et location d'équipement	466	186
Honoraires professionnels	393	1 109
Publicité	401	354
Amortissement des immobilisations corporelles	320	268
Autres charges	154	35
	3 159	3 244
Utilisation de l'excédent réservé (note 13)	(2 643)	(3 125)

Ces sommes ont principalement été engagées dans le cadre du plan de relance du Parc olympique.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

5 RÉCLAMATIONS POUR DOMMAGES

Une partie des dommages liés à l'effondrement de la dalle de stationnement survenu le 4 mars 2012 a été recouvrée durant l'exercice et ainsi, un revenu de réclamation de 1 303 000 \$ a été comptabilisé. Le recouvrement de la portion résiduelle des frais liés à l'effondrement de la dalle de stationnement fait toujours l'objet d'une réclamation auprès des parties concernées et constitue un actif éventuel important pour le Parc olympique.

6 TOITURE DU STADE

En attente de son remplacement, l'état de la toiture du Stade nécessite des travaux d'entretien importants à chaque exercice. Au 31 octobre, les charges suivantes sont incluses à l'état des résultats relativement à ces travaux :

	2013	2012
Traitements et avantages sociaux	31	25
Entretien, sécurité et autres	362	117
Matériaux et location d'équipement	-	6
Électricité, gaz et mazout	306	126
Honoraires professionnels	22	42
	721	316

7 TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX

	2013	2012
Employés réguliers	11 617	10 926
Employés à l'événement	3 193	3 432
Charges sociales	2 302	2 224
Cotisations aux régimes de retraite	844	823
	17 956	17 405

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

8 PLACEMENTS

Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) émis par des tiers

Au 31 octobre 2013, le Parc olympique détient des billets à terme adossés à des actifs du VAC (véhicules d'actifs-cadres) II qu'il a obtenus en échange de placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs à la suite d'une entente de restructuration survenue le 21 janvier 2009. Ces billets ont été comptabilisés au coût moins une moins-value durable. Depuis la restructuration, aucun marché efficient ne s'est développé. La direction estime à 5 586 000 \$ le montant qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur leur valeur nominale. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 octobre 2013 en fonction de l'information disponible à ce jour. Au cours de l'exercice, ces placements n'ont pas subi de moins-value durable additionnelle à celle déjà comptabilisée.

Durant l'exercice, le rachat de billets de série 7 et de série 8 complètement dévalués a entraîné un gain de 353 000 \$. Ce montant est inclus dans les revenus de placements.

Au 31 octobre 2013, le Parc olympique détient les titres suivants :

VAC II	Date d'échéance	2013			2012		
		Valeur nominale	Moins-value totale	Valeur comptable	Valeur nominale	Moins-value totale	Valeur comptable
Billets A-1	15 juillet 2056	2 633	-	2 633	2 633	-	2 633
Billets A-2	15 juillet 2056	3 015	62	2 953	3 015	62	2 953
Billets B	15 juillet 2056	547	547	-	547	547	-
Billets C	15 juillet 2056	192	192	-	192	192	-
Billets série 7	20 décembre 2013	-	-	-	500	500	-
Billets série 8	25 avril 2029	-	-	-	2	2	-
		6 387	801	5 586	6 889	1 303	5 586

9 EMPRUNTS

Au 31 octobre 2013, le Parc olympique détient deux billets à terme de 4 157 000 \$ et 1 750 000 \$ (1 465 000 \$ au 31 octobre 2012) échéant le 15 novembre 2013. Ces billets portent intérêt au taux annuel de 1,27 % et ont été émis en vertu du décret 693-2012 du gouvernement du Québec concernant l'institution d'un régime d'emprunts pour un montant n'excédant pas 24 150 000 \$. Ces emprunts ont été contractés afin de financer le projet d'implantation de l'Institut national du sport du Québec au Parc olympique.

Au 31 octobre 2013, le Parc olympique détient également deux billets à terme de 2 025 000 \$ et 1 000 000 \$ échéant le 29 novembre 2013. Ces billets portent intérêt au taux annuel de 1,27 % et ont été émis en vertu du décret 696-2012 du gouvernement du Québec concernant l'institution d'un régime d'emprunts pour un montant n'excédant pas 67 000 000 \$. Ces emprunts ont été contractés pour financer les besoins opérationnels ainsi que les projets d'investissements en immobilisations du Parc olympique.

10 DETTES À LONG TERME

Au 31 octobre 2013, le Parc olympique détient un billet à terme de 5 775 000 \$ échéant le 30 août 2023. Ce billet porte intérêt au taux annuel de 3,519 % sur le solde résiduel du capital du prêt et a été émis en vertu du décret 693-2012 du gouvernement du Québec concernant l'institution d'un régime d'emprunt pour financer le projet d'implantation de l'Institut national du sport du Québec. Selon les termes de la convention d'hypothèque mobilière conclue le 30 août 2013, les futures subventions qui seront octroyées par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport serviront au remboursement de cette dette.

Le Parc olympique détient également un billet à terme de 7 500 000 \$ échéant le 1^{er} septembre 2023. Ce billet porte intérêt au taux annuel de 3,106 % et a été émis en vertu du décret 696-2012 du gouvernement du Québec pour financer les projets d'investissements en immobilisations du Parc olympique.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

Les versements en capital à effectuer sur les dettes à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

Exercices	Versements
2014	1 159
2015	1 179
2016	1 217
2017	1 258
2018	1 299
2019 à 2023	7 163
Total	13 275

11 SUBVENTIONS REPORTÉES

Gouvernement du Québec - Immobilisations corporelles	2013	2012
Solde au début	50 226	55 130
Subvention octroyée durant l'exercice	3 175	503
	53 401	55 633
Virement des subventions	(5 864)	(5 407)
Solde à la fin	47 537	50 226

12 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Installations olympiques	Équipement et logiciels informatiques	Structure et aménagements spécifiques	Aménagements locatifs	Matériel roulant	Projets en cours	2013 Total	2012 Total
Coût								
Solde du début	1 132 351	16 248	121 557	9 041	1 740	7 143	1 288 080	1 277 128
Acquisitions	-	933	2 576	725	331	21 612	26 177	13 438
Transfert des projets en cours	-	-	436	384	-	(820)	-	-
Dispositions et radiations	(14)	-	(2 366)	-	(21)	-	(2 401)	(2 486)
Solde à la fin	1 132 337	17 181	122 203	10 150	2 050	27 935	1 311 856	1 288 080
Amortissement cumulé								
Solde du début	1 132 351	14 035	65 838	7 502	1 431	-	1 221 157	1 216 063
Amortissement de l'exercice	-	546	6 763	377	75	-	7 761	7 530
Dispositions et radiations	(14)	-	(2 366)	-	(14)	-	(2 394)	(2 436)
Solde à la fin	1 132 337	14 581	70 235	7 879	1 492	-	1 226 524	1 221 157
Valeur comptable nette	-	2 600	51 968	2 271	558	27 935	85 332	66 923

Au cours de l'exercice, le Parc olympique a acquis des immobilisations corporelles pour un montant de 26 177 000 \$. Pour ces acquisitions, un montant de 5 328 000 \$ (2 943 000 \$ en 2012) est inclus dans le poste « Comptes fournisseurs et charges à payer » au 31 octobre 2013.

Le Parc olympique est propriétaire du terrain borné à l'ouest par le boulevard Pie-IX, au nord par la rue Sherbrooke Est, à l'est par la rue Viau et au sud par l'avenue Pierre-De Coubertin, à l'exception des sols, immeubles et aménagements du Biodôme, de l'aréna Maurice-Richard, du Centre Pierre-Charbonneau, ainsi que des installations du métro.

Le Parc olympique a consenti une emphytéose de 40 ans, soit jusqu'au 22 mars 2047, relativement au terrain où se trouve le Complexe Saputo, au terme de laquelle le terrain et les immeubles qui y sont construits lui seront remis. Il a également conclu une emphytéose d'une durée de 31 ans, échéant le 20 avril 2031, assortie d'une option d'achat à compter de la dixième année, relativement au terrain où se trouve le cinéma StarCité Montréal. Au cours de l'exercice 2011, la compagnie France Film a exprimé son intention d'exercer son option d'achat. Des négociations pour finaliser cette transaction qui permettrait le transfert de propriété sont toujours en cours et les parties espèrent pouvoir en arriver à une entente au cours du prochain exercice financier.

Finalement, un acte d'usufruit a été consenti entre la Ville de Montréal et le Parc olympique afin de permettre la construction d'un Planétarium. Cet usufruit est consenti jusqu'à l'échéance prévue pour la cession du terrain en pleine propriété au plus tard le 15 mars 2018.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

13 EXCÉDENT CUMULÉ

						2013			2012
	Centre sportif	Projets de développement	Nouvelle toiture et Comité-conseil	Programme d'access. personnes handicapées	Plan de relance	Réservé	Opérations	Total	Total
Excédent cumulé disponible									
Solde du début	185	-	4 259	189	8 400	13 033	3	13 036	18 655
Affectation à l'excédent réservé	-	500	-	-	-	500	(500)	-	-
Virement à l'excédent pour les opérations	-	-	(3 997)	-	-	(3 997)	3 997	-	-
Investissements en immobilisations corporelles	(51)	-	-	-	(1 339)	(1 390)	1 390	-	-
Utilisation de l'excédent (charges)	-	-	(239)	(24)	(2 060)	(2 323)	2 323	-	-
Déficit de l'exercice	-	-	-	-	-	-	(5 204)	(5 204)	(5 619)
Solde à la fin	134	500	23	165	5 001	5 823	2 009	7 832	13 036
Excédent cumulé investi									
Solde du début	3 001	182	-	-	790	3 973	(556)	3 417	3 417
Investissements en immobilisations corporelles	51	-	-	-	1 339	1 390	(1 390)	-	-
Utilisation de l'excédent (amortissement)	(251)	(15)	-	-	(54)	(320)	320	-	-
Solde à la fin	2 801	167	-	-	2 075	5 043	(1 626)	3 417	3 417
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	2 935	667	23	165	7 076	10 866	383	11 249	16 453

14 INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des actifs et passifs reliés au fonctionnement se ventile comme suit :

	2013	2012
Débiteurs	323	19
Subvention à recevoir	(35)	-
Stocks	(59)	268
Charges payées d'avance	14	(9)
Créditeurs et charges à payer	1 247	(3 299)
Revenus reportés	(363)	(70)
	1 127	(3 091)

15 RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Parc olympique participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Depuis le 1^{er} janvier 2013, le taux de cotisation au RREGOP est à 9,18 % (8,94 % en 2012) de la masse salariale admissible assujettie et celui du RRPE et du RRAS est à 12,30 % (12,30 % en 2012).

Les cotisations du Parc olympique imputées aux résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2013 s'élèvent à 844 000 \$ (823 000 \$ en 2012). Les obligations du Parc olympique envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

16 GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, le Parc olympique est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Le Parc olympique est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers du Parc olympique qui sont exposés à un risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes, la subvention à recevoir et les placements. Le tableau suivant représente l'exposition maximale du Parc olympique au risque de crédit :

	2013	2012
Trésorerie	716	2 764
Débiteurs	941	1 572
Subvention à recevoir	35	-
Placements	5 586	5 586
	7 278	9 922

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'ils sont investis auprès d'institutions financières réputées.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti, de même qu'en raison du nombre considérable des clients gouvernementaux, municipaux et de moindre importance. Le tableau suivant présente le classement

chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créance douteuse :

	2013	2012
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	81	222
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	195	306
De 60 à 90 jours suivant la date de facturation	29	12
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	101	68
	406	608
Provision pour créances douteuses	(5)	(10)
Autres créances	540	974
	941	1 572

Le Parc olympique doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Pour ce faire, la direction examine chacun des comptes débiteurs et évalue la probabilité de recouvrement. Le Parc olympique est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement. Selon les taux historiques de défaillance des comptes clients, le Parc estime qu'il n'est pas nécessaire de comptabiliser une perte de valeur relative aux débiteurs.

Les placements ont été comptabilisés au coût moins une moins-value durable, portant ainsi le montant que le Parc olympique sera en mesure de récupérer à 5 586 000 \$. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée, compte tenu des conditions actuelles du marché.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Parc olympique ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que le Parc olympique ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun, à un prix raisonnable.

Le Parc olympique gère activement le solde de son encaisse et ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses obligations financières.

ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 octobre 2013

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers :

	Échéance				Total des flux de trésorerie contractuels	Valeur comptable
	moins d'un an	2 à 5 ans	6 à 10 ans	10 ans et plus		
Créditeurs et charges à payer	11 390	-	-	-	11 390	11 390
Emprunts	8 932	-	-	-	8 932	8 932
Dettes à long terme	1 537	5 673	4 985	1 149	13 344	13 275
Total	21 859	5 673	4 985	1 149	33 666	33 597

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. Le Parc olympique est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les emprunts et les dettes à long terme du Parc olympique portent intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé le Parc olympique est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que le Parc olympique prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

17 ÉVENTUALITÉS

Des poursuites et des réclamations ont été engagées par ou contre le Parc olympique. Au 31 octobre 2013, les poursuites et les réclamations non réglées contre le Parc olympique totalisent 2 992 000 \$ (2 878 000 \$ en 2012). Parmi ces poursuites et réclamations non réglées, un dossier évalué à un montant de 2 168 000 \$ au 31 octobre 2013 a été rejeté en Cour d'appel du Québec le 23 janvier 2014. Le Parc olympique bénéficie d'un délai de 60 jours du jugement pour déposer une requête pour permission d'en appeler du verdict. Il est actuellement impossible de déterminer l'impact financier pouvant résulter de ces poursuites et réclamations.

Le Parc olympique n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. La plupart de ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

18 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, le Parc olympique est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Rapport de la direction

Les états financiers des fonds administrés par la Régie des rentes du Québec (Régie) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement, en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Comme il est prévu dans la loi, tous les trois ans, l'actuaire en chef de la Régie procède, conformément aux normes actuarielles reconnues, à une évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec. Cette évaluation donne de l'information sur la capacité du Régime à verser les prestations à long terme et détermine le taux de cotisation d'équilibre. Ces éléments d'information figurent par la suite dans les états financiers du fonds du Régime de rentes du Québec. L'actuaire en chef présente l'évaluation actuarielle au président-directeur général, qui la transmet au ministre responsable de la Régie pour dépôt à l'Assemblée nationale.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a audité les états financiers des fonds administrés par la Régie, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son *Rapport de l'auditeur indépendant* expose la nature et l'étendue de ces audits et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne ses audits.

Le président-directeur
général,



Denys Jean

La vice-présidente
aux services à l'organisation



Sylvie Barcelo

Le directeur des finances,
du contrôle corporatif et des
ressources matérielles,



Louis Larouche, CPA, CA

Québec, le 28 mars 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints des fonds administrés par la Régie des rentes du Québec, qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état du résultat global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date du fonds du Régime de rentes du Québec;
- l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état du résultat global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date du fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite;
- l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état du résultat global et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date du fonds pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants;
- l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état du résultat global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice de 27 jours terminé à cette date du fonds de surveillance des régimes volontaires d'épargne-retraite;

ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers des fonds administrés par la Régie des rentes du Québec, sur la base de mes audits. J'ai effectué mes audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus dans le cadre de mes audits sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

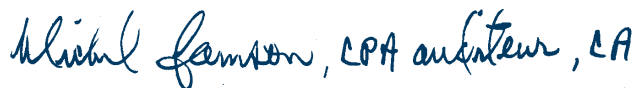
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de chacun des fonds administrés par la Régie des rentes du Québec au 31 décembre 2013, ainsi que de leur performance financière et de leur flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 28 mars 2014

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
PRODUITS		
Produits des activités ordinaires – cotisations au Régime	12 135 625	11 874 446
Revenus de placement (note 7)	6 092 833	3 662 133
Autres produits	2 424	2 401
	<u>18 230 882</u>	<u>15 538 980</u>
CHARGES		
Rentes et prestations		
Rentes de retraite	9 055 100	8 579 031
Rentes de conjoint survivant	1 642 859	1 615 901
Rentes d'invalidité	793 282	810 834
Rentes d'orphelin	42 955	39 484
Rentes d'enfant de cotisant invalide	11 893	9 166
Montants additionnels pour invalidité	1 060	–
Prestations de décès	106 259	104 734
	<u>11 653 408</u>	<u>11 159 150</u>
Frais d'administration (note 8)	111 173	110 101
Charges financières (note 9)	3 787	5 430
Créances irrécouvrables reliées aux cotisations non perçues (note 10)	19 182	19 035
	<u>11 787 550</u>	<u>11 293 716</u>
RÉSULTAT NET ET GLOBAL	<u><u>6 443 332</u></u>	<u><u>4 245 264</u></u>

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC**ÉTAT DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**
(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
ACTIF NET DU FONDS AU DÉBUT	39 480 107	35 234 843
Résultat net et global	6 443 332	4 245 264
ACTIF NET DU FONDS À LA FIN	45 923 439	39 480 107

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
ACTIF		
Trésorerie	176	186
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	874 837	1 049 910
Clients et autres débiteurs (note 13)	32 841	36 094
Revenus de placement à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 15)	372 728	445 838
À recevoir d'un autre fonds administré par la Régie des rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	9	—
Charges payées d'avance	1 897	2 048
Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 15)	45 498 109	38 624 583
Immobilisations corporelles (note 16)	3 069	3 881
Immobilisations incorporelles (note 17-a)	59 188	52 506
	<u>46 842 854</u>	<u>40 215 046</u>
PASSIF		
Découvert bancaire (note 18-a)	39 585	43 611
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 18-b)	635 625	460 613
Fournisseurs et autres créditeurs	166 536	165 046
Dû à un autre fonds administré par la Régie des rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	4 577	3 784
Provisions (note 19)	73 092	61 885
	<u>919 415</u>	<u>734 939</u>
ACTIF NET DU FONDS (note 2-a-1)	<u>45 923 439</u>	<u>39 480 107</u>
	<u>46 842 854</u>	<u>40 215 046</u>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil
d'administration,La présidente
du comité de vérification,Le président-directeur
général,Francine Martel-Vaillancourt
FCPA, FCAChantal Bélanger
FCPA, FCGA

Denys Jean

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L' EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
Activités opérationnelles		
Résultat net et global	6 443 332	4 245 264
Ajustements :		
(Augmentation) non matérialisée de la juste valeur des dépôts à participation (note 7)	(3 486 392)	(1 434 879)
(Gains) sur disposition et radiation d'immobilisations corporelles	(3)	(556)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7 537	6 522
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée aux autres fonds	1 524	1 487
	2 965 998	2 817 838
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités opérationnelles (note 22)	265 068	(497 965)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	3 231 066	2 319 873
Activités d'investissement		
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	3	603
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(14 931)	(17 448)
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec :		
Acquisition d'unités de dépôts à participation	(3 387 134)	(2 395 694)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 402 062)	(2 412 539)
(Diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(170 996)	(92 666)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(504 038)	(411 372)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 12)	(675 034)	(504 038)
Information additionnelle reliée aux activités opérationnelles :		
Intérêts perçus	41 487	41 807
Intérêts versés	2 321	3 918

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
PRODUITS		
Produits des activités ordinaires (note 6)	8 106	7 896
Autres produits	14	39
Rendement attribué par le fonds du Régime de rentes du Québec	1 537	1 072
	9 657	9 007
Administration provisoire de régimes de retraite	63	147
	9 720	9 154
CHARGES		
Frais d'administration		
Salaires et autres avantages du personnel	6 086	6 251
Courrier et communications	66	94
Frais de déplacement	50	50
Services professionnels et techniques	756	859
Entretien et location d'immeubles	426	408
Entretien et location informatiques	458	317
Fournitures	41	44
Autres	9	9
Créances irrécouvrables	—	(4)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par le fonds du Régime de rentes du Québec	240	227
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	121	153
	8 253	8 408
Autres frais		
Honoraires d'administration provisoire de régimes de retraite	—	94
	8 253	8 502
RÉSULTAT NET ET GLOBAL	1 467	652

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE**ÉTAT DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**
(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
SOLDE DE L'ACTIF NET AU DÉBUT	13 424	12 772
Résultat net et global	1 467	652
SOLDE DE L'ACTIF NET À LA FIN	14 891	13 424

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
ACTIF		
Courants		
Trésorerie	13 725	13 132
Clients et autres débiteurs (note 13)	52	59
À recevoir du fonds du Régime de rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	1 935	1 215
	15 712	14 406
Non courants		
Immobilisations incorporelles (note 17-b)	248	297
	15 960	14 703
PASSIF		
Courants		
Autres créditeurs	100	1
Provisions (note 19)	327	333
	427	334
Non courants		
Provisions (note 19)	642	945
	1 069	1 279
ACTIF NET DU FONDS	14 891	13 424
	15 960	14 703

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil
d'administration,La présidente
du comité de vérification,Le président-directeur
général,Francine Martel-Vaillancourt
FCPA, FCAChantal Bélanger
FCPA, FCGA

Denys Jean

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
Activités opérationnelles		
Résultat net et global	1 467	652
Ajustements :		
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	121	153
	1 588	805
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités opérationnelles (note 22)	(923)	(903)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	665	(98)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(72)	(86)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(72)	(86)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	593	(184)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	13 132	13 316
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 12)	13 725	13 132
Information additionnelle reliée aux activités opérationnelles :		
Intérêts perçus	32	30

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

**FONDS POUR L'ADMINISTRATION DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE
POUR LE SOUTIEN AUX ENFANTS****ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
PRODUITS		
Contribution du gouvernement du Québec	30 568	30 610
Autres produits	10	10
	<u>30 578</u>	<u>30 620</u>
CHARGES		
Frais d'administration		
Salaires et autres avantages du personnel	18 585	18 350
Courrier et communications	1 751	1 773
Frais de déplacement	126	139
Services professionnels et techniques	2 987	3 662
Entretien et location d'immeubles	1 616	1 518
Entretien et location informatiques	2 354	2 051
Fournitures	147	162
Autres	26	58
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	498	448
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par le fonds du Régime de rentes du Québec	1 284	1 260
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	1 184	1 121
	<u>30 558</u>	<u>30 542</u>
Frais financiers		
Charges financières (note 9)	20	78
	<u>30 578</u>	<u>30 620</u>
RÉSULTAT NET ET GLOBAL	<u><u>-</u></u>	<u><u>-</u></u>

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

**FONDS POUR L'ADMINISTRATION DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE
POUR LE SOUTIEN AUX ENFANTS****ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013**

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
ACTIF		
Courants		
À recevoir du fonds du Régime de rentes du Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	2 642	2 569
Charges payées d'avance	–	4
	2 642	2 573
Non courants		
Immobilisations incorporelles (note 17-c)	5 405	5 963
	8 047	8 536
PASSIF		
Courants		
Autres créditeurs	45	358
Dû au gouvernement du Québec	426	–
Provisions (note 19)	679	715
Billets à payer (note 20)	–	1 141
	1 150	2 214
Non courants		
Revenus perçus d'avance	72	82
Contributions perçues d'avance	5 790	5 152
Provisions (note 19)	1 035	1 088
	6 897	6 322
	8 047	8 536
ACTIF NET DU FONDS	–	–
	8 047	8 536

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATIONLa présidente du conseil
d'administration,La présidente
du comité de vérification,Le président-directeur
général,**Francine Martel-Vaillancourt**
FCPA, FCA**Chantal Bélanger**
FCPA, FCGA**Denys Jean**

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

**FONDS POUR L'ADMINISTRATION DU CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE
POUR LE SOUTIEN AUX ENFANTS****ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
Activités opérationnelles		
Résultat net et global	–	–
Ajustements :		
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds	1 184	1 121
	1 184	1 121
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités opérationnelles (note 22)	583	911
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 767	2 032
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(626)	(717)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(626)	(717)
Activités de financement		
Remboursement du billet à payer	(1 141)	(1 315)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 141)	(1 315)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	–	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début et à la fin (note 12)	–	–
Information additionnelle reliée aux activités opérationnelles :		
Intérêts versés	28	77

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES VOLONTAIRES D'ÉPARGNE-RETRAITE**ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

(en milliers de dollars canadiens)

	2013 (27 jours)
PRODUITS	
Contribution du gouvernement du Québec	9
	9
CHARGES	
Frais d'administration	
Salaires et autres avantages du personnel	9
	9
RÉSULTAT NET ET GLOBAL	–

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES VOLONTAIRES D'ÉPARGNE-RETRAITE**ÉTAT DE LA VARIATION DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

(en milliers de dollars canadiens)

	2013 (27 jours)
SOLDE DE L'ACTIF NET AU DÉBUT	–
Résultat net et global	–
SOLDE DE L'ACTIF NET À LA FIN	–

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES VOLONTAIRES D'ÉPARGNE-RETRAITE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	4 décembre 2013 (bilan d'ouverture)
ACTIF		
Courants		
À recevoir du gouvernement du Québec	9	—
	<u>9</u>	<u>—</u>
PASSIF		
Courants		
Dû au fond du Régime de rentes du Québec, sans intérêts ni modalité de remboursement	9	—
	<u>9</u>	<u>—</u>
ACTIF NET DU FONDS	<u>—</u>	<u>—</u>
	<u>9</u>	<u>—</u>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil
d'administration,La présidente
du comité de vérification,Le président-directeur
général,Francine Martel-Vaillancourt
FCPA, FCAChantal Bélanger
FCPA, FCGA

Denys Jean

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

FONDS DE SURVEILLANCE DES RÉGIMES VOLONTAIRES D'ÉPARGNE-RETRAITE

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

(en milliers de dollars canadiens)

	2013 (27 jours)
Activités opérationnelles	
Résultat net et global	–
Variation nette des éléments hors caisse liée aux activités opérationnelles (note 22)	–
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	–
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début et à la fin (note 12)	–

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2013

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

1. Constitution et mandats de la Régie des rentes du Québec

La Régie des rentes du Québec est un organisme public à caractère administratif. Elle jouit de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Elle a son domicile au Canada, au Québec au lieu et à l'adresse de son siège, soit au 2600, boulevard Laurier à Québec.

Elle administre le Régime de rentes du Québec selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec* et le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants selon la *Loi sur les impôts*. De plus, elle surveille les régimes complémentaires de retraite selon la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* et les régimes volontaires d'épargne-retraite selon la *Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite*. Cette dernière loi entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2014.

La Régie a été créée par une loi du Parlement du Québec (1965, chapitre 24), au Canada. Elle est mandataire de l'État. Ses actes n'engagent cependant qu'elle-même. À ce titre, elle est exempte d'impôts.

2. Description des mandats de la Régie

La présente description est fournie à titre d'information. Pour des renseignements plus complets sur les programmes, il faut se référer à la loi applicable selon le cas.

2-a) Régime de rentes du Québec

La *Loi sur le régime de rentes du Québec* est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1966. Le Régime de rentes du Québec (Régime) est obligatoire. Il a pour objectif de permettre aux travailleurs et aux personnes dont ils ont la charge de recevoir un montant de base contre la perte de revenus résultant de la retraite, de l'invalidité ou du décès.

2-a-1) Financement et actif net du fonds du Régime de rentes du Québec

Le Régime utilise un mode de financement dit par capitalisation partielle, se situant entre un financement par répartition pure et un financement par capitalisation. Ce mode de financement implique que les cotisations de l'année servent à payer les prestations courantes et à constituer une réserve permettant de stabiliser son financement à long terme.

Le Régime dispose de trois sources pour verser ses prestations :

1. Les cotisations courantes payées à parts égales par les salariés et leurs employeurs. Les travailleurs autonomes ainsi que les ressources intermédiaires ou de type familial doivent verser les deux parts;
2. Les revenus de placement de la réserve du Régime, c'est-à-dire les revenus générés par les actifs financiers confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (la Caisse);
3. L'utilisation de la réserve en cas d'insuffisance des deux premières sources.

Le gouvernement et la Régie n'assument pas d'obligations juridiques ou implicites de verser des sommes au Régime en cas de financement déficitaire de ce dernier. De plus, la responsabilité du Régime quant aux versements des rentes et prestations prévues par la loi actuelle est limitée à l'actif net du Régime.

Si le taux de cotisation du Régime est inférieur au taux de cotisation d'équilibre, la stabilité du financement du régime à long terme pourrait, selon les hypothèses de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*, être affectée. Dans l'éventualité où la réserve serait épuisée, si l'on voulait poursuivre le versement de prestations, le taux de cotisation devrait être ajusté au taux de cotisation par répartition³², ou certaines prestations devraient être diminuées afin de maintenir le Régime en vigueur. Selon l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*, en l'absence de la réserve, le taux de cotisation par répartition serait de 12,4 % en 2062.

L'actif net du fonds du Régime (réserve) contribue à la stabilisation du financement, mais ne constitue pas la valeur actualisée des prestations futures, et ce, conformément au mode de financement par capitalisation partielle. Il représente l'avoir accumulé qui servira pour le paiement des rentes, des prestations et des autres charges dans l'avenir. Au 31 décembre 2013, l'actif net du Régime est de 45,9 milliards de dollars (31 décembre 2012 : 39,5 milliards de dollars), soit environ 3,9 fois le montant des rentes et des prestations de l'année civile 2013.

La direction est d'avis que le Régime n'a pas d'obligations au-delà du versement mensuel courant des rentes et prestations. Elle considère que le fait donnant lieu à l'obligation survient mensuellement lorsque la personne a officiellement acquis ou maintenu le statut lui donnant droit aux rentes ou aux prestations. Ainsi, les états financiers ne présentent pas la valeur actualisée des obligations pour les individus qui bénéficient de rentes et de prestations en ce moment ni pour ceux qui pourraient en bénéficier dans l'avenir.

Pour être en mesure d'évaluer la stabilité du financement du Régime à long terme, on doit plutôt se référer au concept de « taux de cotisation d'équilibre ». Il s'agit du taux de cotisation, applicable aux années futures, qui serait nécessaire pour maintenir constant à long terme le rapport entre la réserve et les sorties de fonds annuelles pour ainsi assurer un financement stable du Régime à long terme.

Le taux d'équilibre est établi comme suit : c'est le plus bas taux de cotisation possible appliqué à partir de la troisième année de la période minimale de projection et qui fait en sorte que le rapport entre la réserve à la fin d'une année et les sorties de fonds (dépenses) prévues de l'année suivante, calculé pour la dernière année de la période de projection, soit au moins égal au même rapport calculé pour la vingtième année précédant la fin de la période de projection. Lorsque la troisième année de la période minimale de projection est antérieure à 2018, cette année est présumée être l'année 2018.

Comme présenté dans le rapport de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*, le taux de cotisation d'équilibre est évalué à 11,02 %. Ci-après, la Régie présente un résumé des principales hypothèses utilisées pour calculer le taux de cotisation d'équilibre et pour estimer les entrées et les sorties de fonds, la réserve et le taux de cotisation par répartition.

32. Le taux de cotisation par répartition est calculé en divisant les sorties de fonds d'une année par la masse salariale soumise à cotisation de la même année. Il permet ainsi de constater le taux qui serait exigé des cotisants pour financer les sorties de fonds en l'absence de réserve.

Démographiques	
Indice synthétique de fécondité	de 1,67 à 1,65 (à compter de 2017)
Réduction de la mortalité (espérance de vie de la population à la naissance)	Hommes : de 80,0 à 85,6 (2062) Femmes : de 83,9 à 88,3 (2062)
Solde migratoire par rapport à la population totale	De 0,45 % (2013) à 0,36 % (2062)
Économiques	
Taux de chômage	de 7,5 % à 6,1 % (à compter de 2019)
Taux d'inflation	de 2,0 % à 2,2 % (à compter de 2024)
Taux réel d'augmentation des gains moyens de travail (variation annuelle)	de 0,6 % à 1,1 % (à compter de 2018)
Taux de rendement réel	de 3,7 % à 4,2 % (à compter de 2024)

Des renseignements plus détaillés sur les hypothèses et méthodes figurent dans les évaluations actuarielles préparées par la Régie. Il est à noter que si la situation future s'avère différente des hypothèses retenues, le taux de cotisation d'équilibre, les entrées et sorties de fonds prévues, la réserve et le taux de cotisation par répartition pourraient varier significativement.

Pour donner un aperçu des effets de la modification d'une de ces hypothèses à la fois, la Régie a réalisé plusieurs tests de sensibilité des résultats sur le taux d'équilibre. Ces tests servent à évaluer l'écart qui se produirait sur le taux d'équilibre si l'évolution d'une hypothèse différait de celle retenue dans l'évaluation. Ils ont été limités aux principales variables démographiques et économiques.

Neuf hypothèses font l'objet d'une analyse de sensibilité. Deux tests sont effectués pour chaque hypothèse sauf pour l'hypothèse de rendement réel pour laquelle il y en a quatre. Le premier test évalue l'incidence sur le taux d'équilibre d'une évolution moins favorable pour le Régime que celle retenue dans l'évaluation actuarielle et le second mesure l'effet d'une évolution plus favorable.

Les changements d'hypothèses utilisés correspondent à un écart jugé significatif par rapport à l'hypothèse retenue dans l'évaluation actuarielle, sans toutefois constituer les bornes inférieure et supérieure d'un intervalle probable d'évolution de chaque variable. Afin de faciliter l'interprétation des résultats et d'illustrer les variations dans l'établissement des hypothèses ainsi que les différents contextes démographiques et économiques qui peuvent exister, il a été décidé d'associer, lorsque possible, les tests de sensibilité à une hypothèse utilisée dans un autre pays.

La comparaison entre la valeur de cet indicateur dans les tests et dans l'évaluation actuarielle indique dans quelle mesure le taux d'équilibre est sensible à chaque changement d'hypothèse. L'évolution moins favorable d'une hypothèse se traduit par un taux de cotisation d'équilibre plus élevé que dans l'évaluation. Une évolution plus favorable a l'effet inverse. L'écart entre le taux de cotisation d'équilibre d'un test particulier et le taux de 11,02 % de l'évaluation actuarielle représente une estimation de la variation du taux de cotisation qui permettrait de compenser l'effet du changement d'hypothèse.

Il est à noter que l'effet observé dans un test ne peut pas être combiné à l'effet d'un ou de plusieurs autres tests puisqu'il existe, entre les hypothèses, plusieurs interrelations qui pourraient réduire ou augmenter l'effet de ces tests. L'effet cumulatif de deux ou de plusieurs changements d'hypothèses n'équivaut donc pas nécessairement à la somme des effets pris isolément.

Le tableau à la page suivante résume les tests de sensibilité qui ont été effectués par la Régie dans le cadre de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*.

Résumé des tests de sensibilité

Nature de l'hypothèse	Hypothèse pessimiste		Hypothèse retenue pour l'évaluation actuarielle		Hypothèse optimiste	
	Description	Taux de cotisation d'équilibre (et variation)	Description	Taux de cotisation d'équilibre	Description	Taux de cotisation d'équilibre (et variation)
Démographie						
Indice de fécondité	2019 et ss : 1,40	11,28 % (+ 26 pc)	2013 : 1,67 enfant/femme 2017 et ss : 1,65	11,02 %	2020 et ss : 1,95	10,72 % (- 30 pc)
Solde migratoire	2014 et ss : 17 400	11,75 % (+ 73 pc)	2015 et ss : 34 800 personnes	11,02 %	2014 et ss : 52 200	10,39 % (- 63 pc)
Espérance de vie (à 65 ans)	En 2033 : Hommes : 22,0 ans Femmes : 24,8 ans En 2062 : Hommes : 25,4 ans Femmes : 29,3 ans	11,42 % (+ 40 pc)	En 2033 : Hommes : 21,1 ans Femmes : 23,7 ans En 2062 : Hommes : 23,0 ans Femmes : 25,3 ans	11,02 %	En 2033 : Hommes : 19,9 ans Femmes : 22,5 ans En 2062 : Hommes : 21,1 ans Femmes : 23,6 ans	10,67 % (- 35 pc)
Économie						
Taux d'activité (15 ans et +)	En 2013 : 64,2 % En 2033 : 57,8 % En 2062 : 56,7 %	11,23 % (+ 21 pc)	En 2013 : 64,6 % En 2033 : 59,3 % En 2062 : 58,5 %	11,02 %	En 2013 : 64,6 % En 2033 : 60,8 % En 2062 : 59,6 %	10,88 % (- 14 pc)
Taux de chômage	2014 et ss : 7,3 %	11,11 % (+ 9 pc)	2019 et ss : 6,1 %	11,02 %	2035 et ss : 4,5 %	10,91 % (- 11 pc)
Taux d'inflation	2013 et ss : 1,5 %	11,26 % (+ 24 pc)	2024 et ss : 2,2 %	11,02 %	2021 et ss : 2,8 %	10,83 % (- 19 pc)
Taux réel d'augmentation des gains moyens de travail	2014 et ss : 0,7 %	11,46 % (+ 44 pc)	2018 et ss : 1,1 %	11,02 %	2022 et ss : 1,5 %	10,64 % (- 38 pc)
Taux de rendement réel* ± 1,5 % (probabilité de 70 %)	2,6 %	11,72 % (+ 70 pc)	4,1 %	11,02 %	5,6 %	10,27 % (- 75 pc)
Taux de rendement réel* ± 3,0 % (probabilité de 95 %)	1,1 %	12,38 % (+ 136 pc)	4,1 %	11,02 %	7,1 %	9,45 % (- 157 pc)
Retraite						
Taux de retraite	En 2014 : Hommes à 60 ans : 42,5 % Femmes à 60 ans : 50,0 % En 2022 et ss : Hommes à 60 ans : 35,0 % Femmes à 60 ans : 41,0 %	11,14 % (+ 12 pc)	En 2014 : Hommes à 60 ans : 52,5 % Femmes à 60 ans : 60,0 % En 2022 et ss : Hommes à 60 ans : 45,0 % Femmes à 60 ans : 51,0 %	11,02 %	En 2014 : Hommes à 60 ans : 62,5 % Femmes à 60 ans : 70,0 % En 2022 et ss : Hommes à 60 ans : 55,0 % Femmes à 60 ans : 61,0 %	10,90 % (- 12 pc)

* Moyenne du taux pour l'ensemble de la période de projection 2013-2062. Il est à noter que le taux de rendement réel correspond au taux de rendement nominal prévu de la Caisse (après frais de gestion) moins le taux d'inflation prévu.

Note : Dans le tableau ci-dessus, le signe « ss » signifie « suivantes », et le signe « pc » signifie « points centésimaux ».

Mise en garde : Il est à noter que l'effet observé dans un test ne peut pas être combiné à l'effet d'un ou de plusieurs autres tests puisqu'il existe, entre les hypothèses, plusieurs interrelations qui pourraient réduire ou augmenter l'effet de ces tests. L'effet cumulatif de deux ou de plusieurs changements d'hypothèses n'équivaut donc pas nécessairement à la somme des effets pris isolément.

Voici quelques éléments d'information à noter concernant les résultats de certains tests de sensibilité plus significatifs :

- Pour l'espérance de vie, le test « pessimiste » suppose une hausse de l'espérance de vie par rapport à l'évaluation, donc le versement de rentes et de prestations sur une plus longue période. L'espérance de vie en 2050 de ce test est à un niveau comparable à celle projetée pour la Finlande. Le taux de cotisation d'équilibre se chiffrerait alors à 11,42 %, ce qui représenterait une hausse de 40 points centésimaux par rapport au taux de 11,02 % de l'évaluation.

- D'autres tests très significatifs consistent à faire varier la croissance réelle des gains moyens de travail :
 - Un premier test « pessimiste » retient une augmentation réelle de seulement 0,7 % à partir de 2014 similaire à celle de la Suisse. Le taux de cotisation d'équilibre se chiffrerait alors à 11,46 % pour ce test où l'augmentation des gains moyens de travail est plus faible, ce qui représenterait une hausse de 44 points centésimaux par rapport au taux observé de 11,02 % dans l'évaluation.
 - Un deuxième test « optimiste » utilise plutôt une augmentation réelle de 1,5 % à partir de 2022, correspondant aux projections de la Norvège. Le taux d'équilibre deviendrait alors 10,64 %, soit une baisse de 38 points centésimaux par rapport au taux de 11,02 % observé dans l'évaluation.
- En ce qui concerne le taux de rendement réel de la réserve, nous portons attention aux deux tests pessimistes qui ont été effectués :
 - Un premier test « pessimiste » montre l'effet d'une variation de 1,5 % à la baisse du taux de rendement réel chaque année durant toute la période de projection. Cela représente une diminution d'environ un écart-type par rapport à la moyenne du taux projeté. En d'autres mots, selon cette hypothèse « pessimiste », il y aurait environ 15 % de chances que le rendement réel moyen soit inférieur à 2,6 %. Un rendement de 2,6 % correspond à un taux de cotisation d'équilibre à 11,72 %, soit 70 points centésimaux au-dessus du taux d'équilibre de 11,02 % de l'évaluation.
 - De façon similaire, un autre test « encore plus pessimiste » est présenté, mais cette fois-ci avec un intervalle de confiance d'environ deux écarts-types, c'est-à-dire qu'il montre l'effet d'une baisse de 3,0 % chaque année sur le taux de rendement réel projeté. Avec ce dernier test, le taux de cotisation d'équilibre serait de 12,38 %, soit 136 points centésimaux plus élevés que le taux d'équilibre de 11,02 % de l'évaluation.

En 2013, le taux de cotisation au Régime était de 10,20 %. Il est passé à 10,35 % le 1^{er} janvier 2014. Il continuera ensuite d'être augmenté de 0,15 % par année pour atteindre 10,80 % le 1^{er} janvier 2017. Toutefois, le gouvernement peut prévoir, pour chaque année, qu'il n'y aura pas d'augmentation du taux de cotisation ou que l'augmentation sera moindre que 0,15 %, lorsque le plus récent taux de cotisation d'équilibre publié par la Régie à la *Gazette officielle du Québec* est inférieur au taux de cotisation prévu pour l'année. À compter de 2018, un mécanisme d'ajustement automatique du taux de cotisation viendra rétablir l'équilibre du financement du Régime, s'il y a lieu. Le taux de cotisation légal devra être rajusté s'il est inférieur au taux de cotisation d'équilibre. En effet, lorsque l'écart entre le taux de cotisation d'équilibre et le taux de cotisation légal sera d'au moins 0,1 %, le taux de cotisation légal sera augmenté à raison de 0,1 % par année, jusqu'à ce que l'écart devienne inférieur à 0,1 %. Cependant, malgré ce mécanisme, le gouvernement pourra prévoir que le taux de cotisation demeure le même que celui de l'année précédente.

Selon l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*, sans que le mécanisme d'ajustement automatique des cotisations n'intervienne, le Régime sera en mesure de verser les rentes et prestations, et de payer ses frais d'administration dus sur une très longue période. La réserve (l'actif net) devrait se maintenir à un montant supérieur à trois fois les sorties de fonds annuelles au cours des trente prochaines années. Les évaluations actuarielles statutaires sont réalisées tous les trois ans, la prochaine fera état de la situation du Régime au 31 décembre 2015.

En complément d'information, le tableau suivant résume, sur la période de projection de l'évaluation actuarielle, soit entre 2013 et 2062, les principales entrées et sorties de fonds prévues du Régime, l'état de sa réserve et le taux de cotisation par répartition. Ces données proviennent de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2012*.

Projection de la réserve (en millions de dollars courants)

Année	Entrées de fonds			Sorties de fonds			Réserve		Taux de cotisation par répartition (%)
	Cotisations	Revenus de placement	Total	Prestations	Frais d'administration	Total	Au 31 décembre	En proportion des sorties de fonds de l'année suivante	
2013	12 257	2 299	14 556	11 752	118	11 870	42 001	3,4	9,9
2014	12 914	2 455	15 369	12 410	121	12 531	44 839	3,4	10,0
2015	13 587	2 619	16 206	13 133	124	13 257	47 788	3,4	10,2
2016	14 274	2 790	17 064	13 840	127	13 967	50 885	3,5	10,4
2017	14 991	2 970	17 961	14 560	130	14 690	54 156	3,5	10,6
2018	15 493	3 154	18 647	15 310	133	15 443	57 360	3,5	10,7
2019	16 011	3 334	19 345	16 084	137	16 221	60 484	3,6	10,9
2020	16 546	3 509	20 055	16 878	140	17 018	63 521	3,6	11,1
2021	17 101	3 678	20 779	17 697	144	17 841	66 459	3,6	11,3
2022	17 665	3 841	21 506	18 557	147	18 704	69 261	3,5	11,4
2027	21 021	5 192	26 213	23 369	168	23 537	83 406	3,4	12,1
2032	25 345	6 023	31 369	28 436	193	28 630	96 566	3,3	12,2
2037	30 717	7 006	37 723	33 991	222	34 213	112 502	3,2	12,0
2042	36 867	8 192	45 059	40 936	254	41 190	131 405	3,1	12,0
2047	43 869	9 412	53 281	49 169	292	49 460	150 644	2,9	12,2
2052	52 033	10 569	62 602	58 971	335	59 306	168 618	2,7	12,3
2057	61 726	11 418	73 144	70 834	384	71 218	181 267	2,5	12,4
2062	73 610	11 864	85 474	84 021	441	84 462	187 799	2,2	12,4

Note : À partir de 2022, on présente dans le tableau ci-dessus seulement une année à chaque période de 5 ans. De plus, les données de l'évaluation actuarielle du tableau ci-dessus n'ont pas été modifiées pour tenir compte des résultats réels de l'année 2013.

Les notes « 2-a-2) Rente de retraite » à « 2-a-9) Indexation des rentes » illustrent les principales modalités des rentes et prestations en vigueur en date du 31 décembre 2013 ainsi que, le cas échéant, les principaux changements futurs connus à cette date.

2-a-2) Rente de retraite

La rente de retraite est payable mensuellement à tous les cotisants de 60 ans ou plus, sous réserve des dispositions de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (Loi RRQ). Le montant mensuel initial est égal à 25 % de la moyenne mensuelle des gains admissibles durant la période cotisable.

Les rentes débutant avant 2013 étaient rajustées de 0,5 % par mois d'écart avec la date anniversaire de 65 ans, à la baisse ou à la hausse, jusqu'à concurrence de 60 mois, selon que la personne demandait sa rente avant ou après l'âge de 65 ans. À la suite des récentes modifications à la Loi RRQ, le rajustement à la rente de retraite est modifié comme suit :

- Pour les rentes débutant avant 65 ans, le facteur d'ajustement sera haussé progressivement de 0,5 % à 0,6 %. Cette hausse s'appliquera entre 2014 et 2016. Le facteur d'ajustement augmentera en fonction du montant de la rente. Il demeurera à 0,5 % pour une personne qui reçoit une rente très faible. Il augmentera graduellement jusqu'à 0,6 % pour une personne qui reçoit la rente maximale.
- Pour les rentes débutant après 65 ans, le facteur d'ajustement a été haussé à 0,7 % par mois d'écart depuis le 1^{er} janvier 2013.

En 2013, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires à compter de 65 ans est de 1 012,50 \$.

2-a-3) Rente de conjoint survivant

La rente de conjoint survivant est attribuée dans la mesure où le cotisant décédé a cotisé au Régime pendant au moins le tiers de sa période cotisable, sous réserve d'un minimum de trois années ou s'il a cotisé pour au moins dix ans. Le montant de la rente varie principalement selon l'âge du conjoint survivant ainsi que selon les gains admissibles et les cotisations de la personne décédée. En 2013, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires est de 833,18 \$.

2-a-4) Rente d'invalidité

La rente d'invalidité est versée à tout cotisant qui est déclaré invalide au sens de la Loi RRQ. Le montant de la rente varie selon les gains admissibles et les cotisations de la personne invalide. En 2013, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires est de 1 212,87 \$.

2-a-5) Montants additionnels pour invalidité

Depuis 2013, une nouvelle disposition de la Loi RRQ prévoit un montant additionnel pour invalidité pour les bénéficiaires de la rente de retraite, lorsque certaines conditions sont respectées. Cette disposition vise les bénéficiaires d'une rente de retraite âgés de 60 à 65 ans qui deviennent invalides en raison d'une incapacité à exercer à temps plein tout type d'emploi et qui ne sont pas admissibles à la rente d'invalidité. Un montant additionnel fixe de 453,49 \$ par mois pour invalidité s'ajoute alors à leur rente de retraite. Cet ajout à la rente mensuelle cesse lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de 65 ans.

2-a-6) Rente d'orphelin

La rente d'orphelin est versée pour chacun des enfants mineurs d'un cotisant décédé. En 2013, le montant de la rente est de 228,66 \$ par mois pour chaque enfant.

2-a-7) Rente d'enfant de cotisant invalide

La rente d'enfant de cotisant invalide est versée pour chacun des enfants mineurs d'un cotisant invalide au sens de la Loi RRQ. En 2013, le montant de la rente mensuelle est de 72,60 \$ par enfant.

2-a-8) Prestation de décès

La prestation de décès est versée en priorité à la personne qui a acquitté les frais funéraires, pourvu qu'elle en fasse la demande dans les 60 jours qui suivent le décès du cotisant. Après ce délai, elle est versée aux demandeurs qualifiés au sens de la Loi RRQ. Le montant de cette prestation est fixé à 2 500 \$ depuis janvier 1998 pour tous les cotisants qui satisfont aux exigences du Régime.

2-a-9) Indexation des rentes

Les rentes sont indexées annuellement en fonction de l'indice moyen des prix à la consommation au Canada. Le taux d'indexation au 1^{er} janvier 2013 était de 1,8 %.

2-b) Régimes complémentaires de retraite

En vertu de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*, la Régie a pour mandat de s'assurer que l'administration et le fonctionnement des régimes de retraite sont conformes à cette loi. Elle a aussi pour mission de promouvoir la planification financière de la retraite, notamment en favorisant l'établissement et l'amélioration de régimes de retraite. Elle fournit l'expertise-conseil au gouvernement pour assurer l'évolution du cadre législatif applicable aux régimes complémentaires de retraite. Le fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite (fonds RCR) est constitué à même les droits versés par les régimes complémentaires de retraite sous la surveillance de la Régie.

2-b) Régimes complémentaires de retraite (Suite)

Depuis janvier 2009, la Régie a le mandat d'administrer les rentes de retraite de certains participants et bénéficiaires dont les droits accumulés dans leur régime de retraite à prestations déterminées sont réduits à la terminaison du régime de retraite en raison de la faillite de leur employeur. Depuis décembre 2010, ce mandat s'est aussi étendu aux employeurs qui sont sous l'effet d'une ordonnance ou d'un jugement en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC), de la partie III de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (LFI) ou de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*. Initialement, les régimes visés étaient ceux dont la date de terminaison était antérieure au 1^{er} janvier 2012. À la fin de 2011, ce mandat a été prolongé pour viser les régimes qui se termineront avant le 1^{er} janvier 2014.

En juin 2011, le mandat de la Régie quant à l'administration des rentes de retraite de certains participants et bénéficiaires a également été élargi pour viser un régime de retraite auquel est partie un employeur du secteur des pâtes et papiers ayant conclu, alors qu'il était sous la protection de la LACC ou de la LFI avant le 1^{er} janvier 2012, une entente, même s'il n'y avait pas de terminaison du régime, avec le gouvernement visant le maintien du régime.

2-c) Crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants

La Régie administre le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) en vertu de la *Loi sur les impôts*.

Une somme est versée aux personnes qui ont des enfants à charge de moins de 18 ans. Son montant varie selon leur situation conjugale (avec ou sans conjoint), le nombre d'enfants à leur charge qui résident avec elles, leur revenu familial de l'année précédente ainsi que le nombre d'enfants en garde partagée. Un supplément est également versé pour les enfants handicapés admissibles.

La Régie s'occupe des relations avec la clientèle du Soutien aux enfants ainsi que de la mise en paiement de cette aide financière.

Les prestations versées aux clients sont assumées directement par le gouvernement du Québec à même ses propres états financiers. C'est pour cette raison qu'ils ne figurent pas dans ceux du fonds CIRSE à la Régie. Donc, les états financiers du fonds présentent les contributions du gouvernement et les frais de fonctionnement encourus par la Régie pour l'administration du crédit d'impôt.

2-d) Régimes volontaires d'épargne-retraite

Le 3 décembre 2013, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le projet de loi 39 : la *Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite* (Loi RVER). Celle-ci a été sanctionnée le 4 décembre 2013 et entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2014. Elle crée un régime à faible coût pour permettre aux travailleurs d'épargner en vue de leur retraite.

Les régimes volontaires d'épargne-retraite (RVER) seront administrés par des établissements financiers autorisés. Ils seront offerts aux employés par les employeurs et ils seront mis en place graduellement à compter du 1^{er} juillet 2014. Les employeurs visés par la loi auront l'obligation d'offrir un RVER alors que les autres employeurs pourront l'offrir sur une base volontaire.

En vertu de la *Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite*, la Régie aura pour mandat de s'assurer que l'administration et le fonctionnement des RVER sont conformes à cette loi. Elle surveillera donc ces régimes.

À compter de 2014, le fonds de surveillance des RVER commencera à percevoir des droits prescrits par règlements.

3. Principales méthodes comptables

3-a) Généralités et conformité aux Normes internationales d'information financière

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Ces états financiers ont été préparés selon la base du coût historique à l'exception des dépôts à participation qui sont évalués à la juste valeur, de la provision pour congés de maladie, vacances et autres qui est évaluée à sa valeur actualisée des paiements futurs ainsi que des autres provisions qui sont évaluées à la meilleure estimation des paiements futurs prévus, actualisés lorsque l'effet du temps est significatif.

Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Régie le 28 mars 2014 et sont présentés en dollars canadiens.

Le fonds de surveillance des régimes volontaires d'épargne-retraite est en activité depuis le 4 décembre 2013 avec la sanction du projet de loi sur les RVER. Puisqu'il s'agit d'une nouvelle responsabilité pour la Régie et que le financement des activités qui en découlent sera distinct de celui des autres lois administrées, il est opportun de créer un nouveau fonds, d'une part, afin de permettre une reddition de comptes utile aux décideurs et aux utilisateurs des états financiers et, d'autre part, pour mieux illustrer l'autofinancement de cette nouvelle responsabilité comme le prévoit la *Loi sur le régime de rentes du Québec*. Par conséquent, les présents états financiers incluent le bilan d'ouverture de ce fonds en date du 4 décembre 2013 et un jeu complet d'états financiers au 31 décembre 2013.

3-b) Cotisations au Régime

Revenu Québec perçoit les cotisations au nom de la Régie et les lui verse régulièrement. Ces montants sont provisoires et demeurent susceptibles de vérification et de rectification. Les cotisations sont comptabilisées lorsqu'elles sont dues et selon la meilleure estimation à la fin de l'exercice, comme il est expliqué plus en détail à la note 5-a. Le cas échéant, les rajustements sont inscrits dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

3-c) Revenus de placement

3-c-1) Sur les actifs financiers confiés à la Caisse

Comme il est décrit à la note 15, la Régie place tout l'argent excédentaire à la Caisse. Les placements sont faits soit sous forme de dépôts à vue ou de dépôts à participation. Les revenus de placement représentent donc ceux attribués par la Caisse, nets des frais de gestion de celle-ci, qui ont été générés par les actifs financiers de la Régie confiés à la Caisse. Ces revenus comprennent donc les revenus nets de placement, les gains (pertes) nets réalisés sur la vente de placements, l'augmentation (diminution) non matérialisée de la juste valeur, ainsi que les intérêts gagnés sur les dépôts à vue.

3-c-2) Intérêts gagnés et pénalités perçues lors de la production de l'avis de cotisation par Revenu Québec

Revenu Québec perçoit ces montants au nom de la Régie en produisant un avis de cotisation au mandataire ou au travailleur autonome lorsque ceux-ci ont omis de payer leur cotisation selon le calendrier de remise prévu. Ces sommes sont ensuite versées périodiquement à la Régie. Cette dernière comptabilise ces montants selon la meilleure estimation à la fin de l'exercice. Ceux-ci sont provisoires et demeurent susceptibles d'être corrigés. Le cas échéant, les rajustements sont inscrits dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

3-d) Revenus de droits

Pour ces revenus du fonds RCR, la méthode de comptabilisation utilisée consiste à constater ceux-ci au moment de la réception de la déclaration d'information reçue du client.

3-e) Contributions du gouvernement du Québec

i) Le ministère de la Famille verse chaque année une contribution à la Régie pour assurer le financement du fonds pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (fonds CIRSE).

ii) Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale versera jusqu'en 2017 une contribution à la Régie pour assurer la mise en œuvre du fonds RVER.

Ces contributions sont comptabilisées au revenu en fonction des dépenses de l'exercice, à l'exception de celles qui servent à acquérir des immobilisations et qui sont reportées au poste « Contributions perçues d'avance » et constatées à titre de revenu graduellement dans l'avenir au même rythme que la durée d'utilité des immobilisations correspondantes.

Le cas échéant, la Régie doit rembourser au gouvernement du Québec les sommes reçues en excédent des dépenses réellement engagées pour chacun de ces fonds. Les contributions à rembourser sont alors présentées dans le poste « Dû au gouvernement du Québec ».

3-f) Dépenses de rentes et prestations

Ces dépenses sont comptabilisées lorsque les demandes de rentes et prestations sont dues chaque mois. Elles comprennent également les rentes et prestations payées par le Régime de pensions du Canada (RPC) pour le compte de la Régie, situation qui se produit lorsque des clients ont accumulé des droits dans les deux régimes, mais ont effectué leur demande de rentes ou prestations au RPC.

3-g) Partage des frais d'administration entre les divers fonds administrés par la Régie

Le partage des frais d'administration entre les divers fonds administrés par la Régie est établi en imputant à chaque fonds les dépenses directes qui lui sont propres et en répartissant les dépenses indirectes en fonction des efforts que la Régie a réellement consacrés à chaque fonds ou selon d'autres indicateurs appropriés. Les augmentations de banques de vacances et de maladies sont imputées au fonds auquel l'employé est affecté.

3-h) Attribution de rendement entre le fonds du Régime de rentes du Québec et le fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du fonds RCR sont confiés au fonds RRQ, qui s'occupe de les placer à la Caisse. Sur la base d'une entente conclue entre les deux fonds, un rendement qui est calculé sur une moyenne pondérée du rendement des dépôts à participation et des dépôts à vue est attribué au fonds RCR.

3-i) Régimes de retraite du personnel

La comptabilité des régimes à cotisation déterminée est appliquée aux régimes généraux et obligatoires, car les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Ainsi, seules les cotisations payées par la Régie sont imputées aux résultats de l'exercice en fonction des taux de cotisation déterminés pour le service régulier. Celles-ci sont passées en charges à mesure qu'elles deviennent exigibles.

3-j) Instruments financiers

Un instrument financier est tout contrat qui donne lieu à un actif financier pour une entité et à un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour une autre entité.

3-j-1) Actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. On y ajoute les coûts de transaction directement imputables, sauf pour les actifs à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels ceux-ci sont comptabilisés en résultat net. Ils sont ensuite classés sous l'une des catégories suivantes applicables à la Régie : actifs à la juste valeur par le biais du résultat net; prêts et créances; autres passifs financiers. L'intention pour laquelle les instruments financiers ont été acquis et leurs caractéristiques déterminent leur classement. Selon leur classification, ils sont subséquemment comptabilisés de la manière décrite ci-dessous.

Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers classés comme actifs à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de fin de période, et toute variation de la juste valeur est présentée aux résultats nets dans la période au cours de laquelle elle survient. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Cette catégorie inclut les dépôts à participation qui ont été désignés à la juste valeur par le biais du résultat net en raison du fait qu'il s'agit d'un groupe d'actifs financiers qui est géré et évalué d'après la méthode de la juste valeur. Les dépôts à participation au fonds particulier de la Caisse sont évalués à la juste valeur établie par la Caisse. Ces dépôts à participation sont notamment investis dans les portefeuilles spécialisés de la Caisse, pour lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'avoir net dudit portefeuille par le nombre d'unités émises. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus de placements de l'exercice. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Prêts et créances

Ce sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables, et qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les éléments inclus dans cette catégorie sont la trésorerie, les clients et autres débiteurs (à l'exception des éléments non financiers, le cas échéant), les sommes à recevoir entre les fonds, et les revenus de placement à recevoir de la Caisse. À chaque date de fin de période, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ce qui représente une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Autres passifs financiers

Les éléments inclus dans cette catégorie sont les découverts bancaires, incluant celui au fonds général de la Caisse, les sommes dues entre les fonds, la somme due au

gouvernement du Québec, les fournisseurs et autres crédateurs (à l'exception des éléments non financiers) et les billets à payer.

À chaque date de fin de période, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur des billets à payer est fournie par le Fonds de financement du gouvernement du Québec et correspond à la valeur actualisée des flux monétaires futurs du billet en utilisant comme taux d'actualisation le taux d'intérêt réel d'un billet avec échéance comparable en date de fin d'exercice. La valeur comptable des autres passifs financiers correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de fin de période, la Régie fait une évaluation pour vérifier s'il y a des renseignements objectifs qui indiquent la présence d'une dépréciation d'un actif financier non comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur, selon le cas, la juste valeur ou la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Cette dépréciation est inscrite au résultat net, le cas échéant.

3-j-2) Hiérarchie de la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables, pertinentes et disponibles, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé sur des marchés actifs pour des instruments similaires ainsi que sur des techniques qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas observables. Il est à noter que les données utilisées doivent être les meilleures disponibles et refléter les hypothèses que les intervenants de marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif, y compris les hypothèses sur les risques. Ce niveau comprend également les instruments dont l'évaluation repose sur des techniques qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte de données de marché observables, mais rajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué.

Le classement des instruments financiers selon les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale des instruments et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque année.

L'information quantitative relative à la hiérarchie de la juste valeur est présentée à la note 14.

3-k) À recevoir ou dû à un autre fonds

Afin de simplifier les processus administratifs, c'est le fonds RRQ qui effectue les activités opérationnelles d'encaissement et de déboursés pour les quatre fonds comptables à l'exception des revenus de droits du fonds RCR. Ainsi, lorsque ce fonds effectue une opération au nom d'un autre fonds, il enregistre la contrepartie dans le compte inter-fonds approprié « À recevoir » ou « Dû à un autre fonds ». La même chose se produit lorsque le fonds RRQ assume des dépenses communes aux quatre fonds et facture ensuite une quote-part de celles-ci aux autres fonds. Il est à noter qu'une écriture correspondante est toujours effectuée dans l'autre fonds concerné afin que les inter-fonds balancent en tout temps.

3-l) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les développements de systèmes informatiques et les logiciels sont de nature incorporelle et toutes les autres immobilisations sont de nature corporelle.

3-l-1) Évaluation initiale**Immobilisations corporelles**

Ces immobilisations sont initialement comptabilisées au coût. Celui-ci inclut le prix d'achat, auquel on ajoute, le cas échéant, les frais de transport et d'installation ainsi que les coûts d'emprunts.

Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations sont initialement comptabilisées à leur coût. Le coût varie selon le mode d'acquisition :

Achat séparé

Les coûts incluent alors le prix d'achat, auquel on ajoute, le cas échéant, les frais de transport et d'installation ainsi que les coûts d'emprunts jusqu'à ce que l'actif se trouve dans l'état nécessaire pour être exploité de la manière prévue par la direction.

Développement de systèmes à l'interne

La Régie réalise la majorité des acquisitions d'immobilisations incorporelles de cette façon. Elle affecte plusieurs employés internes ainsi que des consultants externes à la réalisation et à la gestion de ses projets de développement de systèmes informatiques.

Les coûts directement liés au développement peuvent être inclus dans les coûts capitalisés de développement de systèmes lorsqu'ils remplissent les critères mentionnés ci-dessous. Il s'agit des coûts de main-d'œuvre directs, des coûts d'emprunts et des autres coûts qui sont directement rattachés au développement des systèmes concernés jusqu'à la date où ils sont dans l'état nécessaire pour être exploités de la manière prévue par la direction. Aucuns frais généraux administratifs ne sont inclus.

Pour que les coûts mentionnés précédemment soient capitalisés au coût d'immobilisation incorporelle, il est obligatoire que le projet :

1. ne soit pas du type « recherche »; et
2. ait franchi l'étape préliminaire de la conception, donc qu'il ait atteint celle du développement, et que les critères suivants soient satisfaits :
 - a) il est techniquement faisable d'achever le système en vue de sa mise en service;
 - b) la direction a l'intention d'achever le système et de le mettre en service;
 - c) la Régie a la capacité de mettre le système en service;

- d) il est possible de démontrer que le système générera des avantages futurs probables;
- e) la Régie a suffisamment de ressources techniques, financières et autres pour achever le développement du système et le mettre en service;
- f) les coûts attribuables au développement de ce système peuvent être mesurés et évalués de façon fiable.

3-I-2) Évaluation après la comptabilisation

Pour toutes ses immobilisations, la Régie utilise le modèle du coût. Selon cette méthode, le coût des immobilisations est diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

3-I-3) Amortissement

Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité sont revus chaque année et rajustés au besoin.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilité :

- | | |
|---------------------------------------|--------------|
| ▪ Ameublement et équipement de bureau | de 5 à 7 ans |
| ▪ Équipement et matériel informatique | de 3 à 7 ans |
| ▪ Matériel roulant | 3 ans |

Les améliorations locatives sont amorties de façon linéaire au maximum sur la durée restante du bail.

Immobilisations incorporelles

Toutes les durées d'utilité de ces immobilisations sont déterminées. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilité :

- | | |
|--|---------------|
| ▪ Logiciels | de 3 à 7 ans |
| ▪ Développements de systèmes informatiques ³³ | de 5 à 10 ans |

Dotation aux amortissements

La dotation aux amortissements est incluse, selon le fonds comptable concerné, dans les comptes suivants de l'état du résultat global :

- « Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles »;
- « Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du fonds »;
- « Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par le fonds du Régime de rentes du Québec ».

3-I-4) Dépréciation

À chaque date de fin de période, la Régie recherche et analyse tous les renseignements objectifs disponibles soit à l'interne ou à l'externe et qui révéleraient des indices de la dépréciation de certaines immobilisations. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte pour dépréciation est constatée à l'état du résultat global.

La Régie évalue également les pertes de valeur qui pourraient faire l'objet d'une récupération lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

33. Comprend aussi toutes les immobilisations énumérées aux notes 17-b et 17-c.

3-m) Provisions comptabilisées au passif

Les provisions sont comptabilisées au passif lorsque la Régie a une obligation actuelle, juridique, ou implicite résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant peut être évalué de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions correspondent à la meilleure estimation faite par la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la fin de la période. Les obligations relatives à la provision pour congés de maladie sont évaluées selon la méthode de répartition des prestations définies au prorata des années de service.

3-n) Présentation par ordre de liquidité pour le fonds RRQ

Pour l'état de la situation financière du fonds RRQ, il est jugé plus pertinent de ne pas présenter celui-ci selon le découpage « courants – non courants » puisqu'une présentation par ordre de liquidité correspond mieux à la réalité économique de ce fonds.

4. Modifications de méthodes comptables**4-a) Adoption de nouvelles normes comptables**

De nouvelles normes sont entrées en vigueur au cours de l'exercice 2013. Toutefois, aucun changement significatif n'est à signaler, tant en ce qui concerne la comptabilisation que la présentation de l'information financière.

4-b) Normes comptables et modifications publiées, mais pas encore entrées en vigueur

De nouvelles normes ou modifications aux normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) avec prise d'effet pour des exercices postérieurs à 2013. Les normes qui concernent potentiellement la Régie ainsi que les dates auxquelles elles seront appliquées sont les suivantes :

IFRS 9 : Instruments financiers – Classement et évaluation

La phase I de la norme IFRS 9 a été publiée en novembre 2009 et modifiée en octobre 2010. L'IFRS 9 constitue un projet en trois phases et vise le remplacement de la norme actuelle IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, et les deux autres parties couvrent la dépréciation des actifs financiers et de la comptabilité de couverture. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue, mais lorsqu'une entité évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'au résultat net. La norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.

IAS 32 : Instruments financiers – Présentation

Une modification a été publiée pour traiter de la compensation d'actifs financiers et de passifs financiers. Elle clarifie la signification de l'expression « doit posséder un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés » et considère que certains systèmes de compensation globaux peuvent être considérés comme équivalents à un règlement sur la base du montant net. Cette modification doit être appliquée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

IAS 36 : Dépréciation d'actifs

Cette norme a été modifiée afin d'exiger d'autres informations concernant l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés, dans le cas où cette valeur est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ces modifications ont pour but de préciser l'intention originale de l'IASB de restreindre l'étendue de ces obligations d'information à la valeur recouvrable des actifs dépréciés fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ces modifications seront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Une application anticipée est permise pour les exercices au cours desquels l'entité a déjà appliqué l'IFRS 13.

À la suite de l'analyse des documents pertinents, la direction juge que les normes ainsi que les modifications aux normes existantes décrites précédemment n'auront aucun effet significatif sur les résultats des activités ou sur la situation financière des quatre fonds administrés par la Régie.

5. Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction de la Régie ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice et les ajustements en découlant sont comptabilisés dans les exercices ultérieurs concernés par ces révisions.

Puisqu'il est difficile d'établir l'ampleur de la variation de ces estimations, il existe donc une possibilité que les résultats réels diffèrent de façon significative des meilleures prévisions faites par la direction.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les cotisations au Régime, les cotisations à recevoir de Revenu Québec, la durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles, la juste valeur de certains instruments financiers et la provision pour congés de maladie, vacances et autres.

5-a) Revenus de cotisation et cotisations à recevoir de Revenu Québec

Compte tenu des mécanismes opérationnels et fiscaux établis par le gouvernement pour que les employeurs, les travailleurs autonomes et les particuliers effectuent leurs remises de cotisations, celles-ci sont encaissées sur une longue période qui déborde l'année civile concernée. Ainsi, pour une année civile donnée, les cotisations sont perçues par Revenu Québec puis remises à la Régie sur une période qui débute au cours de l'année civile concernée et qui se poursuit plusieurs mois après la fin de celle-ci.

La Régie utilise donc divers outils et différentes hypothèses pour évaluer les revenus de cotisation et pour effectuer l'estimation des cotisations à recevoir de Revenu Québec à la date de fin d'exercice. Elle fonde son estimation sur des techniques élaborées qui visent essentiellement à constituer pour chaque composante (cotisations à recevoir des mandataires, des travailleurs autonomes, ou encore les sommes à rembourser) une banque de données historiques distincte comprenant plusieurs années civiles de cotisations. L'analyse permet ensuite d'établir, pour chaque composante et chaque année civile, un pourcentage entre les éléments connus à la date de fin d'exercice par rapport à ceux constatés subséquemment. La moyenne des pourcentages des années civiles analysées est ensuite calculée pour chaque composante et sert à établir l'estimation en date de fin d'exercice.

L'estimation des cotisations à recevoir ou à rembourser en date de fin d'exercice est donc établie en fonction des données connues au 31 décembre pour l'année civile courante (ex. : les encaissements reçus à date) et les pourcentages moyens calculés selon l'expérience des données historiques d'années civiles antérieures.

Au 31 décembre 2013, le montant des cotisations à recevoir de Revenu Québec est de 874,8 millions de dollars (31 décembre 2012 : 1 050 millions de dollars). Ce montant net inclut 894,9 millions de dollars (31 décembre 2012 : 917,5 millions de dollars) de courus à recevoir qui ont été établis à partir d'estimations et 20,1 millions de dollars de contributions réelles reçues en trop que l'on doit rembourser à Revenu Québec (en 2012, nous avons plutôt d'autres contributions réelles à recevoir de 132,5 millions de dollars).

5-b) Juste valeur

Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Selon leur classement, ces instruments sont ensuite évalués soit au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur.

Pour les dépôts à participation, la juste valeur est établie par la Caisse au moyen des cours sur le marché actif le plus avantageux pour l'instrument concerné. S'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est établie selon des modèles d'évaluation internes ou externes, notamment des modèles de flux de trésorerie actualisés. La juste valeur établie selon ces modèles d'évaluation nécessite l'utilisation d'hypothèses à l'égard du montant et du calendrier des flux de trésorerie futurs estimatifs, ainsi que de nombreuses autres variables. Pour déterminer ces hypothèses, des données externes du marché facilement observables sont utilisées lorsque disponibles. Sinon, la Caisse utilise la meilleure estimation possible. Puisqu'elles sont fondées sur des estimations, les justes valeurs peuvent ne pas être réalisées dans le cadre d'une vente réelle ou d'un règlement immédiat de ces instruments.

La note 14 donne plus de détails sur la juste valeur des instruments financiers pour chacun des fonds comptables.

5-c) Durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles

Comme il est décrit à la note 3-I-3, la Régie détermine les durées d'utilité de ses immobilisations et revoit ces dernières à chaque fin d'exercice. Diverses analyses sont utilisées pour effectuer ce travail, notamment :

- le suivi des développements de systèmes informatiques réalisés durant l'exercice courant et lors des derniers exercices afin de rattacher ceux-ci aux systèmes principaux existants;
- la mise à jour de l'inventaire des principaux systèmes ainsi que leur âge;
- l'examen des estimations de durée d'utilité effectuées par des pairs;
- l'état et le niveau d'utilisation des systèmes.

Les données sur la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, conséquentes à l'utilisation de ces estimations de durée d'utilité, sont fournies en détail aux notes 16 et 17.

5-d) Provision pour congés de maladie, vacances et autres

Les employés de la Régie sont assujettis aux mêmes conditions de travail que celles établies par le gouvernement du Québec pour ses employés et gestionnaires. Celles-ci comprennent notamment des avantages concernant les congés tels que les vacances, les maladies et les absences de longue durée (ex. : invalidité). Certains de ces congés peuvent être accumulés dans

des « réserves » lorsqu'ils ne sont pas utilisés. La Régie doit donc estimer, à chaque date de fin de période, la valeur de ces congés accumulés dans les réserves, ainsi que la valeur de l'obligation envers les employés concernés par des absences connues de longue durée.

Pour effectuer cette estimation, la Régie utilise d'une part des données détaillées réelles tels les nombres de jours de congé accumulés dans les réserves par chaque employé. D'autre part, elle a recours à diverses hypothèses :

Description de l'hypothèse	Valeurs
Les coûts moyens par jour pour chaque catégorie d'employés (non-cadres, cadres)	entre 223,45 \$ et 428,75 \$
Le taux d'actualisation*	entre 2,07 % et 4,02 %
Le taux attendu d'augmentation statutaire des salaires des employés et d'inflation*	entre 1,94 % et 3,00 %
L'âge présumé de retraite des employés selon le groupe*	58 ou 59 ans
L'âge moyen des employés selon le groupe*	de 41,4 à 55,3 ans
Le facteur global d'ajustement pour les jours perdus, le coût des avantages sociaux et les jours fériés*	entre 129,53 % et 131,54 %

* Hypothèses utilisées seulement pour évaluer l'obligation et la charge relative aux réserves de congés de maladie, car ces derniers seront utilisés sur une longue période dans l'avenir.

La note 19 fournit plus de détails sur les montants des provisions relatives à ces congés qui sont comptabilisées en date de fin d'exercice.

6. Produits des activités ordinaires

FONDS RCR

	2013	2012
Droits	7 671	7 434
Administration de rentes de retraités	384	407
Vente de publications et autres produits	51	55
	<u>8 106</u>	<u>7 896</u>

7. Revenus de placement

FONDS RRQ

Revenus de placement sur les dépôts à participation à la juste valeur par le biais du résultat net confiés à la Caisse

	2013	2012
Revenus nets de placement	1 292 887	1 444 290
Gains nets réalisés sur la vente de placements	1 272 591	741 288
Augmentation non matérialisée de la juste valeur	3 486 392	1 434 879
	<u>6 051 870</u>	<u>3 620 457</u>

Revenus de placement sur les actifs financiers de la catégorie « prêts et créances »

Intérêts sur dépôts à vue à la Caisse	3 701	5 531
Intérêts gagnés et pénalités perçues lors de la production de l'avis de cotisation	37 243	36 133
Autres intérêts	4	3
Gains de change	15	9
	<u>40 963</u>	<u>41 676</u>
Revenus de placement totaux	<u>6 092 833</u>	<u>3 662 133</u>

7-a) Détails des revenus (pertes) de placement sur dépôts à participation à la Caisse

7-a-1) Détails pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 (en millions de dollars)

PORTFEUILLE	Revenus nets de placement	Gains (pertes) à la vente de placements	Augmentation (diminution) non matérialisée de la juste valeur	Total
Valeurs à court terme	11,6	0,1	(0,1)	11,6
Obligations	287,8	108,9	(394,8)	1,9
Dettes immobilières	39,7	(52,7)	13,7	0,7
Sous-total des revenus fixes	339,1	56,3	(381,2)	14,2
Infrastructures	173,4	12,3	(46,4)	139,3
Immeubles	97,3	0,4	642,6	740,3
Sous-total des placements sensibles à l'inflation	270,7	12,7	596,2	879,6
Actions canadiennes	149,3	175,3	426,5	751,1
Actions Qualité mondiale	55,7	–	570,3	626,0
Actions mondiales	49,5	476,8	49,8	576,1
Actions américaines	68,2	267,5	767,9	1 103,6
Actions EAEO*	94,3	97,2	677,2	868,7
Actions des marchés en émergence	71,8	6,9	76,0	154,7
Placements privés	184,7	90,0	527,1	801,8
Sous-total des actions	673,5	1 113,7	3 094,8	4 882,0
BTAA**	1,8	–	159,1	160,9
Autres	7,8	89,9	17,5	115,2
Sous-total des autres placements	9,6	89,9	176,6	276,1
Total global	1 292,9	1 272,6	3 486,4	6 051,9

* EAEO : Europe, Australasie, Extrême-Orient

** BTAA : billets à terme adossés à des actifs

7-a-2) Détails pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (en millions de dollars)

PORTFEUILLE	Revenus nets de placement	Gains (pertes) à la vente de placements	Augmentation (diminution) non matérialisée de la juste valeur	Total
Valeurs à court terme	16,2	0,1	0,1	16,4
Obligations	271,2	91,7	(25,1)	337,8
Dettes immobilières	99,3	(66,5)	65,5	98,3
Sous-total des revenus fixes	386,7	25,3	40,5	452,5
Infrastructures	119,1	41,7	(59,6)	101,2
Immeubles	380,8	266,9	(152,2)	495,5
Sous-total des placements sensibles à l'inflation	499,9	308,6	(211,8)	596,7
Actions canadiennes	144,8	2,4	148,9	296,1
Actions mondiales	72,8	7,6	303,5	383,9
Actions américaines	51,3	15,6	165,5	232,4
Actions EAEO*	96,5	(42,9)	331,5	385,1
Actions des marchés en émergence	59,3	6,6	262,7	328,6
Québec Mondial	23,4	377,3	(218,9)	181,8
Placements privés	97,2	71,6	304,6	473,4
Sous-total des actions	545,3	438,2	1 297,8	2 281,3
BTAA**	1,1	–	371,9	373,0
Autres	11,3	(30,8)	(63,5)	(83,0)
Sous-total des autres placements	12,4	(30,8)	308,4	290,0
Total global	1 444,3	741,3	1 434,9	3 620,5

* EAEO : Europe, Australasie, Extrême-Orient

** BTAA : billets à terme adossés à des actifs

8. Frais d'administration du fonds RRQ

	2013	2012
Salaires et autres avantages du personnel	52 193	52 430
Courrier et communications	4 507	4 405
Frais de déplacement	539	588
Services professionnels et techniques	11 089	13 325
Expertises médicales externes	2 497	2 526
Entretien et location d'immeubles	4 654	4 422
Entretien et location informatiques	7 394	6 059
Fournitures	504	515
Autres	82	101
Frais de perception des cotisations par Revenu Québec (note 10)	17 596	17 283
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	1 161	1 045
Trop-payé de rentes et prestations	237	254
Créances irrécouvrables	1 183	626
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7 537	6 522
	111 173	110 101

9. Charges financières

	2013	2012
FONDS RRQ		
Intérêts sur le découvert bancaire au fonds général de la Caisse	160	109
Intérêts sur rentes et prestations	2 087	4 248
Rendement attribué au fonds RCR	1 537	1 072
Intérêts sur découverts bancaires	3	1
	3 787	5 430
FONDS CIRSE		
Intérêts sur billet à payer	20	78

10. Frais reliés aux activités de perception des cotisations par Revenu Québec

	2013	2012
Frais d'administration (note 8)	17 596	17 283
Créances irrécouvrables reliées aux cotisations non perçues	19 182	19 035
	<u>36 778</u>	<u>36 318</u>

Revenu Québec est, selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec*, l'organisme chargé de percevoir les cotisations pour le compte du Régime. Dans le cadre de ce mandat, une entente a été signée en 2009. Celle-ci est de durée indéterminée, mais peut être résiliée sur préavis de 180 jours de l'une ou l'autre des parties.

Selon cette entente, Revenu Québec facture à la Régie des frais d'administration ainsi que les frais relatifs aux créances irrécouvrables.

Les frais d'administration sont déterminés en fonction des dépenses réellement engagées par Revenu Québec et sont réévalués tous les cinq ans. La dernière évaluation a été réalisée en 2012 et est basée sur les données de Revenu Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2011. La prochaine mise à jour sera effectuée en 2017 avec les données de Revenu Québec pour son exercice qui se terminera le 31 mars 2016. Entre les deux dates d'évaluation, divers mécanismes d'indexation sont prévus dans l'entente. Ainsi, les salaires directs sont indexés selon le taux moyen d'augmentation de la masse salariale des employés affectés à ces tâches. Les salaires indirects ne sont pas indexés. L'amortissement est ajusté selon les plans d'amortissement des actifs concernés par l'entente. Les autres dépenses sont indexées selon le taux d'inflation, mesuré à l'aide de l'indice des prix à la consommation pour le Québec.

Les dépenses de créances irrécouvrables sont calculées annuellement par Revenu Québec.

11. Présentation des actifs et passifs courants pour le fonds RRQ

Puisque le fonds RRQ ne présente pas de portion « courant » et « non courant » comme l'explique la note 3-n, la Régie fournit dans le tableau ci-dessous le montant qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler au plus tard dans les 12 mois pour chaque poste d'actif et de passif.

	2013	2012
ACTIFS		
Trésorerie	176	186
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	874 837	1 049 910
Clients et autres débiteurs	32 841	36 094
Revenus de placement à recevoir de la Caisse	372 728	445 838
À recevoir d'un autre fonds administré par la Régie	9	–
Charges payées d'avance	1 897	2 048
Total des actifs prévus à court terme	1 282 488	1 534 076
PASSIFS		
Découvert bancaire	39 585	43 611
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse	635 625	460 613
Fournisseurs et autres créditeurs	166 536	165 046
Dû à un autre fonds administré par la Régie	4 577	3 784
Provisions (note 19-b)	10 385	9 201
Total des passifs prévus à court terme	856 708	682 255

12. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant à l'état des flux de trésorerie sont composés des éléments suivants :

	2013	2012
FONDS RRQ		
Trésorerie	176	186
Découvert bancaire	(39 585)	(43 611)
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse	(635 625)	(460 613)
	(675 034)	(504 038)
FONDS RCR		
Trésorerie	13 725	13 132

FONDS CIRSE ET RVER

Ces fonds ne disposent d'aucune trésorerie ou d'aucun équivalent de trésorerie puisque c'est le fonds RRQ qui effectue les paiements pour ceux-ci. En parallèle, le ministère de la Famille rembourse à la Régie tous les déboursés effectués pour le fonds CIRSE et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale rembourse à la Régie seulement les frais de mise en œuvre du fonds RVER.

13. Clients et autres débiteurs**13-a) Détail des montants inscrits**

	2013	2012
FONDS RRQ		
Clients	33 685	36 857
Autres débiteurs	9	13
	33 694	36 870
Provision pour créances douteuses	(853)	(776)
	<u>32 841</u>	<u>36 094</u>
FONDS RCR		
Clients	52	59
Autres débiteurs	–	–
	52	59
Provision pour créances douteuses	–	–
	<u>52</u>	<u>59</u>

13-b) Classement des sommes à recevoir des clients (selon l'âge des comptes)

Le tableau suivant détaille la valeur brute des comptes clients selon leur âge au 31 décembre.

	2013	2012
FONDS RRQ		
De 0 à 30 jours	27 805	29 069
De 31 à 60 jours	147	369
De 61 à 90 jours	123	206
Plus de 90 jours	5 610	7 213
	<u>33 685</u>	<u>36 857</u>
FONDS RCR		
De 0 à 30 jours	32	44
De 31 à 60 jours	–	–
De 61 à 90 jours	–	3
Plus de 90 jours	20	12
	<u>52</u>	<u>59</u>

13-c) Rapprochement de la provision pour créances douteuses

Le tableau suivant donne plus d'information sur la variation de la provision pour créances douteuses.

	2013	2012
FONDS RRQ		
Solde au début de l'exercice	776	822
(-) Radiation de créances	5	-
(+) Pertes de valeur	82	-
(-) Reprises de provisions	-	46
Solde à la fin de l'exercice	853	776
FONDS RCR		
Solde au début de l'exercice	-	4
(-) Radiation de créances	-	-
(+) Pertes de valeur	-	-
(-) Reprises de provisions	-	4
Solde à la fin de l'exercice	-	-

14. Instruments financiers

14-a) Détail des actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière et l'information relative à leur juste valeur

14-a-1) Fonds RRQ

ACTIFS FINANCIERS	Niveau*	Juste valeur par le biais du résultat net		Prêts et créances		Total	
		Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2013							
Trésorerie	1			176	176	176	176
Clients et autres débiteurs	2			32 841	32 841	32 841	32 841
À recevoir d'un autre fonds	2			9	9	9	9
Actifs financiers confiés à la Caisse							
Dépôts à participation	2	45 498 109	45 498 109			45 498 109	45 498 109
Revenus de placement à recevoir	2			372 728	372 728	372 728	372 728
		<u>45 498 109</u>	<u>45 498 109</u>	<u>405 754</u>	<u>405 754</u>	<u>45 903 863</u>	<u>45 903 863</u>
Au 31 décembre 2012							
Trésorerie	1			186	186	186	186
Clients et autres débiteurs	2			36 094	36 094	36 094	36 094
Actifs financiers confiés à la Caisse							
Dépôts à participation	2	38 624 583	38 624 583			38 624 583	38 624 583
Revenus de placement à recevoir	2			445 838	445 838	445 838	445 838
		<u>38 624 583</u>	<u>38 624 583</u>	<u>482 118</u>	<u>482 118</u>	<u>39 106 701</u>	<u>39 106 701</u>

* Voir la note 3-j-2 pour la définition des niveaux.

14-a-1) Fonds RRQ (Suite)

PASSIFS FINANCIERS	Niveau*	Autres passifs financiers au coût amorti	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2013			
Découvert bancaire	1	39 585	39 585
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse	1	635 625	635 625
Fournisseurs et autres créditeurs	2	166 536	166 536
(moins) partie exclue**		(73 581)	(73 581)
Fournisseurs et autres créditeurs étant des passifs financiers		92 955	92 955
Dû à un autre fonds	2	4 577	4 577
		772 742	772 742
Au 31 décembre 2012			
Découvert bancaire	1	43 611	43 611
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse	1	460 613	460 613
Fournisseurs et autres créditeurs	2	165 046	165 046
(moins) partie exclue**		(71 356)	(71 356)
Fournisseurs et autres créditeurs étant des passifs financiers		93 690	93 690
Dû à un autre fonds	2	3 784	3 784
		601 698	601 698

* Voir la note 3-j-2 pour la définition des niveaux.

** La portion exclue correspond au total des créditeurs inclus dans cette catégorie, mais qui ne répondent pas à la définition d'un passif financier.

14-a-2) Fonds RCR

		Prêts et créances	
ACTIFS FINANCIERS	Niveau*	Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2013			
Trésorerie	1	13 725	13 725
À recevoir du fonds RRQ	2	1 935	1 935
		15 660	15 660
Au 31 décembre 2012			
Trésorerie	1	13 132	13 132
À recevoir du fonds RRQ	2	1 215	1 215
		14 347	14 347

* Voir la note 3-j-2 pour la définition des niveaux.

PASSIFS FINANCIERS	Niveau*	Autres passifs financiers au coût amorti	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2013			
Autres créditeurs	2	100	100
(moins) partie exclue**		(62)	(62)
Autres créditeurs étant des passifs financiers		38	38
Au 31 décembre 2012			
Autres créditeurs	2	1	1

* Voir la note 3-j-2 pour la définition des niveaux.

** La portion exclue correspond au total des autres créditeurs inclus dans cette catégorie, mais qui ne répondent pas à la définition d'un passif financier.

14-a-3) Fonds CIRSE

		Prêts et créances	
ACTIFS FINANCIERS	Niveau*	Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2013			
À recevoir du fonds RRQ	2	2 642	2 642
		2 642	2 642
Au 31 décembre 2012			
À recevoir du fonds RRQ	2	2 569	2 569
		2 569	2 569

* Voir la note 3-j-2 pour la définition des niveaux.

PASSIFS FINANCIERS	Niveau*	Autres passifs financiers au coût amorti	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2013			
Autres créditeurs	2	45	45
(moins) partie exclue**		(42)	(42)
Autres créditeurs étant des passifs financiers		3	3
Dû au gouvernement du Québec	2	426	426
Billet à payer (note 20)	2	–	–
		429	429
Au 31 décembre 2012			
Autres créditeurs	2	358	358
Dû au gouvernement du Québec	2	–	–
Billet à payer (note 20)	2	1 159	1 141
		1 517	1 499

* Voir la note 3-j-2 pour la définition des niveaux.

** La portion exclue correspond au total des autres créditeurs inclus dans cette catégorie, mais qui ne répondent pas à la définition d'un passif financier.

14-a-4) Fonds RVER

ACTIFS FINANCIERS	Niveau*	Prêts et créances	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2013			
À recevoir du gouvernement du Québec	2	9	9
Au 4 décembre 2013			
À recevoir du gouvernement du Québec	2	–	–

* Voir la note 3-j-2 pour la définition des niveaux.

PASSIFS FINANCIERS	Niveau*	Autres passifs financiers au coût amorti	
		Juste valeur	Valeur comptable
Au 31 décembre 2013			
Dû au fond du Régime de rentes du Québec	2	9	9
Au 4 décembre 2013			
Dû au fond du Régime de rentes du Québec	2	–	–

* Voir la note 3-j-2 pour la définition des niveaux.

15. Actifs financiers confiés à la Caisse

15-a) Dépôts au fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse

(aussi appelé « fonds 300 » dans les états financiers cumulés de la Caisse)

En vertu de l'article 34 de sa loi, la Régie doit déposer auprès de la Caisse tout l'argent en sa possession, sauf ce qui est nécessaire à son administration courante et au paiement des prestations pour une période prescrite. Elle y achète soit des dépôts à vue, soit des dépôts à participation.

Les dépôts à vue sont en fait un « compte courant » dans lequel la Régie peut déposer ou retirer des sommes tous les jours ouvrables du mois. Le solde positif de ce compte est rémunéré quotidiennement à un taux d'intérêt fixe. Lorsque ce compte est à découvert, cela constitue alors une avance effectuée par la Caisse à la Régie (voir la note 18-b).

Une seule fois par mois, le premier jour, la Régie peut acheter ou vendre des dépôts à participation. La Caisse inscrit ces opérations dans le fonds particulier 300 à la Caisse. Cet argent est ensuite investi en achetant divers types de placements selon la politique de placement que la Régie a établie et a communiquée à la Caisse. Les placements sont détenus par l'intermédiaire d'unités de participation de portefeuilles spécialisés, d'une quote-part nette des activités de trésorerie effectuées par le fonds général ainsi que par la détention directe d'instruments financiers dérivés destinés à la gestion du risque de change dans le cadre des activités de superposition du fonds. Les activités de superposition visent à modifier, à l'aide d'instruments financiers dérivés, l'exposition d'un portefeuille au risque de change sans altérer la répartition de l'actif sous-jacent. Les portefeuilles spécialisés et le fonds général font l'objet d'états financiers distincts et constituent des renseignements supplémentaires aux états financiers du fonds particulier 300.

Le tableau ci-dessous détaille les actifs financiers confiés à la Caisse au 31 décembre 2013.

	2013	2012
Dépôts à participation	45 498 109	38 624 583
Revenus de placement à recevoir	372 728	445 838
	<u>45 870 837</u>	<u>39 070 421</u>

Les dépôts à participation au fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net du fonds particulier établie à la fin de chaque mois. À la date de clôture, la Caisse attribue à la Régie les revenus nets de placements. Au 31 décembre 2013, la Régie possédait 43 915 839 unités de participation (31 décembre 2012 : 40 471 181).

	2013	2012
Coût d'acquisition des unités	<u>38 968 121</u>	<u>35 580 987</u>

15-a) Dépôts au fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse (Suite)

Le tableau suivant fournit des renseignements plus détaillés sur les placements en dépôts à participation détenus par la Régie à la Caisse. Le montant global de dépôts à participation est ainsi réparti selon les divers portefeuilles spécialisés sous-jacents à la Caisse, dans lesquels elle a investi selon les directives de la politique de placement de la Régie.

PORTEFEUILLE	Juste valeur en date du 31 décembre (en millions de dollars)			
	2013	%	2012	%
Valeurs à court terme	679,7	1,5 %	1 574,9	4,1 %
Obligations	9 479,5	20,8 %	8 424,1	21,9 %
Dettes immobilières	2 373,8	5,2 %	2 179,6	5,6 %
Sous-total des revenus fixes	12 533,0	27,5 %	12 178,6	31,6 %
Infrastructures	1 841,5	4,1 %	1 213,6	3,1 %
Immeubles	5 839,9	12,8 %	4 252,2	11,0 %
Sous-total des placements sensibles à l'inflation	7 681,4	16,9 %	5 465,8	14,1 %
Actions canadiennes	5 075,0	11,2 %	5 113,5	13,3 %
Actions Qualité mondiale	4 362,8	9,6 %	—	0,0 %
Actions mondiales	891,1	2,0 %	3 197,2	8,3 %
Actions américaines	3 065,2	6,7 %	3 068,8	7,9 %
Actions EAEO	3 252,5	7,2 %	3 120,1	8,1 %
Actions des marchés en émergence	3 711,9	8,2 %	2 564,9	6,6 %
Placements privés	4 705,5	10,3 %	3 934,5	10,2 %
Sous-total des actions	25 064,0	55,2 %	20 999,0	54,4 %
BTAA	(23,8)	- 0,1 %	(184,5)	- 0,5 %
Autres	243,5	0,5 %	165,7	0,4 %
Sous-total des autres placements	219,7	0,4 %	(18,8)	- 0,1 %
Total global	45 498,1	100,0 %	38 624,6	100,0 %

15-b) BTAA et instruments financiers qui s'y rattachent

La juste valeur des dépôts à participation, au 31 décembre 2013, du fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse inclut la juste valeur des placements qu'il détient dans des billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le portefeuille spécialisé BTAA. Cette juste valeur a été établie par la Caisse à l'aide de différentes techniques d'évaluation qu'elle juge appropriées dans les circonstances. Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers.

15-b-1) Engagements associés aux BTAA

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la Caisse y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier du Régime de rentes du Québec s'élève à 1,36 milliard de dollars (31 décembre 2012 : 1,36 milliard de dollars).

15-b-2) Quote-part des BTAA détenus par le fonds particulier du Régime de rentes du Québec à la Caisse par l'intermédiaire de sa participation au portefeuille spécialisé BTAA

	2013	2012
Quote-part des BTAA détenus	22,1 %	22,1 %
Quote-part du coût	2 230 600	2 475 800
Quote-part de la juste valeur	2 155 100	2 186 600

16. Immobilisations corporelles

Fonds RRQ

	Ameublement et équipement de bureau	Équipement et matériel informatique	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
COÛT					
Au 1^{er} janvier 2012	6 017	22 156	48	5 515	33 736
Ajouts					
Ajustements	–	–	–	–	–
Acquisitions	76	1 453	–	152	1 681
Cessions	–	(1 236)	–	–	(1 236)
Au 31 décembre 2012	<u>6 093</u>	<u>22 373</u>	<u>48</u>	<u>5 667</u>	<u>34 181</u>
Ajouts					
Ajustements	–	(163)	–	–	(163)
Acquisitions	70	517	–	57	644
Cessions	(10)	(8)	–	–	(18)
Au 31 décembre 2013	<u>6 153</u>	<u>22 719</u>	<u>48</u>	<u>5 724</u>	<u>34 644</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS					
Au 1^{er} janvier 2012	5 688	19 498	43	4 652	29 881
Dotation aux amortissements de l'exercice	142	1 093	5	372	1 612
Cessions	–	(1 193)	–	–	(1 193)
Au 31 décembre 2012	<u>5 830</u>	<u>19 398</u>	<u>48</u>	<u>5 024</u>	<u>30 300</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	114	1 081	–	260	1 455
Ajustements	–	(163)	–	–	(163)
Cessions	(10)	(7)	–	–	(17)
Au 31 décembre 2013	<u>5 934</u>	<u>20 309</u>	<u>48</u>	<u>5 284</u>	<u>31 575</u>
VALEUR COMPTABLE					
Au 31 décembre 2012	<u>263</u>	<u>2 975</u>	<u>0</u>	<u>643</u>	<u>3 881</u>
Au 31 décembre 2013	<u>219</u>	<u>2 410</u>	<u>0</u>	<u>440</u>	<u>3 069</u>

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2013 ni au 31 décembre 2012.

17. Immobilisations incorporelles

17-a) Fonds RRQ

	Logiciels	Développements de systèmes informatiques	Total
COÛT			
Au 1^{er} janvier 2012	17 456	139 391	156 847
Ajouts			
Ajustements	—	—	—
Acquisitions	1 762	14 005	15 767
Cessions	(257)	—	(257)
Au 31 décembre 2012	<u>18 961</u>	<u>153 396</u>	<u>172 357</u>
Ajouts			
Ajustements	—	—	—
Acquisitions	3 091	11 196	14 287
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>22 052</u>	<u>164 592</u>	<u>186 644</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS			
Au 1^{er} janvier 2012	13 765	99 942	113 707
Dotation aux amortissements de l'exercice	1 365	5 032	6 397
Cessions	(253)	—	(253)
Au 31 décembre 2012	<u>14 877</u>	<u>104 974</u>	<u>119 851</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	1 421	6 184	7 605
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>16 298</u>	<u>111 158</u>	<u>127 456</u>
VALEUR COMPTABLE			
Au 31 décembre 2012	<u>4 084</u>	<u>48 422</u>	<u>52 506</u>
Au 31 décembre 2013	<u>5 754</u>	<u>53 434</u>	<u>59 188</u>

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2013 ni au 31 décembre 2012.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans la catégorie « Développements de systèmes informatiques » du tableau ci-dessus et sont d'un montant de 14 893 446 \$ au 31 décembre 2013 (31 décembre 2012 : 13 244 037 \$).

La Régie réalise la majeure partie de ses développements de systèmes informatiques à l'interne. Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes à ce fonds pour l'exercice 2013 est de 4 744 709 \$ (2012 : 4 876 642 \$).

17-b) Fonds RCR

Développements de systèmes informatiques

	Banque de données intégrées	Amélioration des systèmes RCR*	Modification de la déclaration annuelle de renseignements RCR*	Autres	Total
Coût					
Au 1^{er} janvier 2012	565	1 853	197	4	2 619
Ajouts					
Ajustements	—	—	—	—	—
Acquisitions	—	86	—	—	86
Cessions	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2012	<u>565</u>	<u>1 939</u>	<u>197</u>	<u>4</u>	<u>2 705</u>
Ajouts					
Ajustements	—	—	—	—	—
Acquisitions	—	72	—	—	72
Cessions	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>565</u>	<u>2 011</u>	<u>197</u>	<u>4</u>	<u>2 777</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS					
Au 1^{er} janvier 2012	565	1 538	148	4	2 255
Dotation aux amortissements de l'exercice	—	113	40	—	153
Cessions	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2012	<u>565</u>	<u>1 651</u>	<u>188</u>	<u>4</u>	<u>2 408</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	—	112	9	—	121
Cessions	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>565</u>	<u>1 763</u>	<u>197</u>	<u>4</u>	<u>2 529</u>
VALEUR COMPTABLE					
Au 31 décembre 2012	<u>—</u>	<u>288</u>	<u>9</u>	<u>—</u>	<u>297</u>
Au 31 décembre 2013	<u>—</u>	<u>248</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>248</u>

* RCR : régimes complémentaires de retraite

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2013 ni au 31 décembre 2012.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans le tableau ci-dessus et sont d'un montant de 41 100 \$ au 31 décembre 2013 (31 décembre 2012 : 30 000 \$).

La Régie réalise la majeure partie de ses développements de systèmes informatiques à l'interne. Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes à ce fonds pour l'exercice est de 55 435 \$ (2012 : 76 323 \$).

17-c) Fonds CIRSE

Développements de systèmes informatiques

	Développement de systèmes Phase 1	Développement de systèmes Phase 2	Amélioration et adaptation Phase 2 PFA*	Développement de systèmes Phase 3 PFA* (autres fonctionnalités)	Développement du CIRSE**	Développement du CIRSE** Phase 2 (rapatriement)	Autres	Total
COÛT								
Au 1^{er} janvier 2012	4 280	18 629	6 838	1 556	2 102	7 954	818	42 177
Ajouts								
Ajustements	—	—	—	—	—	—	—	—
Acquisitions	—	—	717	—	—	—	—	717
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2012	<u>4 280</u>	<u>18 629</u>	<u>7 555</u>	<u>1 556</u>	<u>2 102</u>	<u>7 954</u>	<u>818</u>	<u>42 894</u>
Ajouts								
Ajustements	—	—	—	—	—	—	—	—
Acquisitions	—	—	626	—	—	—	—	626
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>4 280</u>	<u>18 629</u>	<u>8 181</u>	<u>1 556</u>	<u>2 102</u>	<u>7 954</u>	<u>818</u>	<u>43 520</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS								
Au 1^{er} janvier 2012	4 280	18 629	3 745	1 556	1 862	4 920	818	35 810
Dotation aux amortissements de l'exercice	—	—	460	—	76	585	—	1 121
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2012	<u>4 280</u>	<u>18 629</u>	<u>4 205</u>	<u>1 556</u>	<u>1 938</u>	<u>5 505</u>	<u>818</u>	<u>36 931</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	—	—	526	—	75	583	—	1 184
Cessions	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2013	<u>4 280</u>	<u>18 629</u>	<u>4 731</u>	<u>1 556</u>	<u>2 013</u>	<u>6 088</u>	<u>818</u>	<u>38 115</u>
VALEUR COMPTABLE								
Au 31 décembre 2012	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>3 350</u>	<u>—</u>	<u>164</u>	<u>2 449</u>	<u>—</u>	<u>5 963</u>
Au 31 décembre 2013	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>3 450</u>	<u>—</u>	<u>89</u>	<u>1 866</u>	<u>—</u>	<u>5 405</u>

* PFA : prestations familiales

** CIRSE : crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2013 ni au 31 décembre 2012.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans le tableau ci-dessus et sont d'un montant de 263 700 \$ au 31 décembre 2013 (31 décembre 2012 : 282 000 \$).

La Régie réalise la majeure partie de ses développements de systèmes informatiques à l'interne. Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes à ce fonds pour l'exercice est de 237 824 \$ (2012 : 440 618 \$).

18. Découverts bancaires

18-a) Autres découverts bancaires

Au 31 décembre 2013, la Régie disposait d'une marge de crédit bancaire sans garantie de 50 millions de dollars remboursables à demande. Les montants empruntés peuvent être remboursés par anticipation sans pénalité. Ils portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2013, le taux est de 3 % (31 décembre 2012 : 3 %).

18-b) Découvert bancaire au fonds général de la Caisse

La Caisse accorde à la Régie un crédit permettant de rendre son dépôt à vue à découvert. Ce crédit ne comporte pas de garantie et est limité à un solde de 650 millions de dollars en date du premier jour de chaque mois. Il porte intérêt au taux du dépôt à vue établi quotidiennement et majoré de 0,05 %. Les montants empruntés peuvent être remboursés par anticipation sans pénalités. Au 31 décembre 2013, le taux est de 1,05 % (31 décembre 2012 : 1,05 %). L'entente vient à échéance le 4 janvier 2014 et, comme décrit plus en détail à la note 27, celle-ci a été renouvelée à cette date.

19. Provisions

19-a) Nature des provisions comptabilisées

Provision pour congés de maladie, vacances et autres (note 5-d)

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant équivalant à 66 jours. La direction présente ces montants à long terme, car elle juge que la plupart des employés n'utilisent généralement pas toutes les nouvelles journées de maladie accumulées au cours d'une année et reportent ainsi d'année en année le solde non utilisé.

Le programme d'accumulation des vacances permet à des employés d'accumuler quelques journées de vacances non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 100 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. La direction présente ces montants à court terme, car elle juge que la plupart des employés utilisent ces journées l'année suivante.

De plus, les employés peuvent choisir de prendre ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Autres provisions

Les autres provisions incluent celles qui ont été comptabilisées pour couvrir les indemnités à verser à la suite de litiges, de poursuites ou d'autres ententes de règlement. Il est à noter que les autres provisions sont classées, au cas par cas, soit dans la portion à court terme, soit dans la portion à long terme selon l'estimation faite par la direction quant au moment le plus probable de leur paiement.

19-b) Rapprochement des montants présentés

Le tableau à la page suivante fournit le détail des provisions comptabilisées aux différentes dates de fin d'exercice.

19-b) Rapprochement des montants présentés (Suite)

	Provisions pour congés de maladie, vacances et autres	Autres provisions	Total	Portion à court terme	Portion à long terme
FONDS RRQ					
Solde au 1^{er} janvier 2012	22 058	46 591	68 649	15 034	53 615
Augmentations	9 701	2 820	12 521		
Utilisations ou diminutions	(8 722)	(11 795)	(20 517)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	1 232	–	1 232		
Solde au 31 décembre 2012	<u>24 269</u>	<u>37 616</u>	<u>61 885</u>	<u>9 201</u>	<u>52 684</u>
Augmentations	9 972	12 907	22 879		
Utilisations ou diminutions	(8 604)	(1 914)	(10 518)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	(1 154)	–	(1 154)		
Solde au 31 décembre 2013	<u>24 483</u>	<u>48 609</u>	<u>73 092</u>	<u>10 385</u>	<u>62 707</u>
FONDS RCR					
Solde au 1^{er} janvier 2012	1 172	–	1 172	396	776
Augmentations	454	–	454		
Utilisations ou diminutions	(455)	–	(455)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	107	–	107		
Solde au 31 décembre 2012	<u>1 278</u>	<u>–</u>	<u>1 278</u>	<u>333</u>	<u>945</u>
Augmentations	404	–	404		
Utilisations ou diminutions	(604)	–	(604)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	(109)	–	(109)		
Solde au 31 décembre 2013	<u>969</u>	<u>–</u>	<u>969</u>	<u>327</u>	<u>642</u>
FONDS CIRSE					
Solde au 1^{er} janvier 2012	1 617	–	1 617	722	895
Augmentations	878	–	878		
Utilisations ou diminutions	(796)	–	(796)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	104	–	104		
Solde au 31 décembre 2012	<u>1 803</u>	<u>–</u>	<u>1 803</u>	<u>715</u>	<u>1 088</u>
Augmentations	854	–	854		
Utilisations ou diminutions	(871)	–	(871)		
Reprises pour provisions excédentaires	–	–	–		
Autres*	(72)	–	(72)		
Solde au 31 décembre 2013	<u>1 714</u>	<u>–</u>	<u>1 714</u>	<u>679</u>	<u>1 035</u>

* Désactualisation et incidence de la modification des taux d'actualisation.

20. Billets à payer**FONDS CIRSE**

	2013	2012
Portion de l'emprunt à long terme échéant au cours du prochain exercice	–	1 141
Portion de l'emprunt à long terme échéant à long terme	–	–
	<u>–</u>	<u>1 141</u>

L'emprunt à long terme est constitué du billet suivant du Fonds de financement du gouvernement du Québec. Le coût de l'emprunt inclut les frais de gestion facturés lors de son émission.

	2013	2012
L'emprunt n° 1 sur billet porte intérêt au taux de 4,34 % après les frais d'émission et de gestion jusqu'au 10 octobre 2013.	–	1 141

21. Régimes de retraite du personnel

Les membres du personnel et les dirigeants de la Régie participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires, soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), soit au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), soit au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), sont à prestations définies et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 31 décembre 2013, le taux de cotisation de la Régie au RREGOP est de 9,18 % (2012 : 8,94 %) de la masse salariale cotisable, celui au RRPE et celui au RRAS sont de 12,30 % (2012 : 12,30 %).

Les cotisations payées par la Régie et imputées aux postes « Salaires et autres avantages du personnel » du résultat global de l'exercice, en fonction des taux de cotisation déterminés pour le service régulier, s'élèvent à 4 570 233 \$ (exercice terminé le 31 décembre 2012 : 4 255 522 \$). Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

22. Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités opérationnelles

	2013	2012
FONDS RRQ		
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	175 073	(138 500)
Clients et autres débiteurs	3 253	(1 788)
À recevoir d'un autre fonds administré par la Régie	(9)	—
Charges payées d'avance	151	(541)
Revenus de placement à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec	73 110	(362 942)
Fournisseurs et autres créditeurs	1 490	12 204
Dû à un autre fonds administré par la Régie	793	366
Provisions	11 207	(6 764)
	<u>265 068</u>	<u>(497 965)</u>
FONDS RCR		
Clients et autres débiteurs	7	82
À recevoir du fonds RRQ	(720)	(1 092)
Autres créditeurs	99	1
Provisions	(309)	106
	<u>(923)</u>	<u>(903)</u>
FONDS CIRSE		
À recevoir du gouvernement du Québec	—	—
À recevoir du fonds RRQ	(73)	726
Charges payées d'avance	4	11
Autres créditeurs	(313)	93
Revenus perçus d'avance	(10)	(10)
Contributions perçues d'avance	638	1 373
Dû au gouvernement du Québec	426	(1 468)
Provisions	(89)	186
	<u>583</u>	<u>911</u>
FONDS RVER		
À recevoir du gouvernement du Québec	(9)	—
Dû au fonds RRQ	9	—
	<u>—</u>	<u>—</u>

23. Risques financiers

23-a) Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Régie en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

23-a-1) Risque de marché sur les actifs

Pour gérer ce risque, la Régie dispose d'une politique de placement qui vise à optimiser les rendements du fonds particulier du Régime de rentes du Québec tout en maintenant un niveau de risque qui est acceptable pour la Régie. Le comité de placement de la Régie révisé périodiquement cette politique. La pierre angulaire de celle-ci est l'établissement du portefeuille de référence, lequel correspond à la répartition cible à long terme par catégorie d'actifs, ainsi qu'aux déviations maximales permises par rapport aux pondérations cibles. La proportion des catégories d'actifs composant le portefeuille de référence de la Régie détermine le niveau d'exposition au risque de marché. Le tableau ci-dessous illustre le portefeuille de référence de la Régie en date du 31 décembre 2013.

PORTFEUILLE	Borne minimale	Portefeuille de référence	Borne maximale
Valeurs à court terme	0,0 %	0,5 %	4,5 %
Obligations	16,0 %	20,0 %	24,0 %
Dettes immobilières	3,5 %	6,5 %	8,5 %
Sous-total des revenus fixes	23,0 %	27,0 %	33,0 %
Infrastructures	2,0 %	5,0 %	8,0 %
Immeubles	8,0 %	13,0 %	16,0 %
Sous-total des placements sensibles à l'inflation	13,0 %	18,0 %	23,0 %
Actions canadiennes	7,0 %	11,0 %	15,0 %
Actions Qualité mondiale	3,5 %	7,5 %	11,5 %
Actions mondiales	0,0 %	2,5 %	5,5 %
Actions américaines	3,5 %	7,5 %	11,5 %
Actions EAEO	3,5 %	7,5 %	11,5 %
Actions des marchés en émergence	4,0 %	8,0 %	12,0 %
Placements privés	7,0 %	11,0 %	15,0 %
Sous-total des actions	49,0 %	55,0 %	61,0 %
Total global		100,0 %	
STRATÉGIE DE SUPERPOSITION INCLUSE DANS LE PORTFEUILLE			
Devise USD	12,0 %	16,0 %	20,0 %
Devises EAEO	9,0 %	13,0 %	17,0 %

Note : Dans ce tableau, seuls les éléments surlignés en gris peuvent être additionnés ensemble pour donner la somme verticale globale de 100 %. Les autres additions verticales sont à éviter, car les chiffres indiqués représentent plutôt des bornes minimales ou maximales globales fixées pour un groupe de portefeuilles donnés.

23-a-1) Risque de marché sur les actifs (Suite)

De son côté, la Caisse a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec. La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités et effectuer la gestion du risque, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la Caisse détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de rendement absolu ou de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment des limites de concentration. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la Caisse confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la Caisse est détaillée dans ses propres états financiers.

Il est important de mentionner ici que la Caisse mesure le risque de marché au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La Caisse utilise un niveau de confiance de 99 % dans son calcul. Elle évalue la VaR pour chaque instrument contenu dans l'ensemble des portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille du fonds particulier.

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour estimer la VaR. Cette méthode se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle nécessite que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 1 500 jours d'observation (2012 : 1 500 jours) des facteurs de risque, tels que la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des actifs financiers, est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des actifs détenus par la Caisse pour le fonds 300.

Deux types de risques sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, du portefeuille de référence du déposant (portefeuille visé par le déposant) est la résultante du risque (la volatilité) des indices de référence des catégories d'actifs qui composent ce portefeuille. Par exemple, si le déposant choisissait globalement d'augmenter la proportion des actions dans son portefeuille de référence, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actifs. Le rendement absolu attendu s'en trouverait aussi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (composé des investissements réels) correspond au risque (la volatilité) des positions qui composent le portefeuille global du déposant. Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode, mais couvrent différents portefeuilles, soit le portefeuille global du déposant réellement investi par la Caisse et le portefeuille de référence visé par ce déposant.

23-a-1) Risque de marché sur les actifs (Suite)

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la Caisse dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant le portefeuille du fonds particulier de façon active. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille du fonds particulier tendra à se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence, le risque absolu et le risque actif du portefeuille du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Au 31 décembre 2013, le risque absolu et le risque actif du fonds particulier du Régime à la Caisse, selon un niveau de confiance de 99 % et un historique de 1 500 jours, sont respectivement de 32,8 % et de 3,7 % (33,3 % et 4,4 % en 2012). Il est à noter que, compte tenu des limites inhérentes à cette méthode, les résultats réels pourraient différer de ces calculs.

Finalement, il est à mentionner que la Caisse fournit à la Régie l'information de gestion sur une base régulière pour lui permettre d'effectuer ses diverses analyses et contrôles de l'application de sa politique de placement. Pour l'aider à effectuer ces analyses, la Régie a notamment recours à un consultant indépendant spécialisé dans la gestion des caisses de retraite.

23-a-1-a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Pour la Régie, ce risque concerne essentiellement les actifs financiers confiés à la Caisse. Ceux-ci sont libellés en dollars canadiens. Toutefois, la Caisse dispose de placements libellés en diverses devises dans ses portefeuilles de placements.

Il est à noter que la mesure du risque de change relative aux placements en devises détenus par la Caisse est intégrée dans le calcul global de la VaR décrit à la note 23-a-1.

La Régie, par sa politique de placement, fixe les positions de référence sur les devises USD et EAEO, ainsi que les déviations maximales permises, de façon à ce que l'exposition à ces devises soit optimale à long terme. Une certaine exposition aux devises étrangères améliore l'effet de diversification et augmente la protection contre le risque baissier. Sur une longue période, l'espérance de rendement sur les devises étrangères est nulle. Ainsi, l'exposition aux devises vise à diminuer le risque global du portefeuille.

Il est aussi à noter que tous les portefeuilles spécialisés offerts par la Caisse sont couverts contre le risque de change, à l'exception des portefeuilles spécialisés des actions américaines, des actions EAEO, des actions mondiales, des actions Qualité mondiale, ainsi que des actions des marchés en émergence. Des stratégies de superposition de devises sont employées par la Caisse pour compléter l'exposition désirée aux placements libellés dans la devise américaine (USD) et dans les devises des pays de la zone EAEO. Ces stratégies consistent en des positions en produits dérivés sur les devises USD et EAEO, notamment à travers des achats et des ventes de contrats à terme. Ces produits dérivés sont des instruments qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Les contrats à terme de gré à gré sont assortis de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur le marché hors cote. Leurs termes varient généralement d'un à 12 mois. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace des risques de change associés aux placements étrangers. Le tableau suivant résume les instruments dérivés ainsi détenus par la Caisse pour le fonds 300.

23-a-1-a) Risque de change (Suite)

	2013		2012	
	Juste valeur	Montant nominal	Juste valeur	Montant nominal
Contrats de change à terme				
Achats	(8 667)	2 764 043	(141)	229 167
Ventes	23	1 561	(76)	109 522
	(8 644)	2 765 604	(217)	338 689

Note : Lorsque les opérations de gestion des risques de change impliquent le recours simultané à la devise américaine et à d'autres devises, le montant nominal de référence retenu ici représente uniquement la valeur finale exprimée en dollars canadiens.

Les échéances pour les instruments financiers dérivés sont toutes de moins d'un an.

Finalement, la direction de la Régie juge que le Régime est adéquatement exposé au risque de change sur une longue période.

23-a-2) Risque de marché sur les passifs

La Régie est également exposée à un risque de taux d'intérêt pour ses passifs en raison de ses marges de crédit (voir la note 18) pour lesquelles le taux d'intérêt est variable. La direction de la Régie ne juge pas important d'utiliser des instruments dérivés pour gérer ce risque étant donné qu'il s'agit d'emprunts à court terme en dollars canadiens.

23-b) Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de la juste valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

La Régie estime être exposée à un risque de crédit limité à l'égard de ses clients même si les créances ne sont pas garanties. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les créances proviennent d'un grand nombre de clients, d'une part, et que, d'autre part, la majeure partie de la valeur de ces créances est à recevoir d'organismes publics et parapublics.

La Régie effectue régulièrement le suivi des soldes impayés et entreprend diverses procédures de recouvrement auprès des clients. Ces procédures sont échelonnées selon une gradation des moyens en fonction de l'âge des comptes, de la situation et des mesures antérieures de recouvrement.

La Régie procède périodiquement à l'évaluation de ses créances à recevoir et ajuste le niveau de la provision pour créances irrécouvrables selon une analyse statistique des dossiers clients. L'analyse vise à déterminer le pourcentage de recouvrement moyen en fonction de l'évolution des encaissements réels reçus des clients et de l'expérience d'encaissement des soldes impayés observée pour diverses situations ou différents événements. Les résultats de cette analyse sont disponibles à la note 13 et peuvent y être comparés avec le solde total des comptes clients.

Dans les actifs financiers du fonds particulier à la Caisse, il y a également des éléments de risques de crédit pour la Régie puisque l'actif net de son fonds particulier est investi dans des portefeuilles sous-jacents. Le fonds particulier de la Régie est donc exposé indirectement au risque de crédit. Le risque provient notamment des titres à revenus fixes, des instruments financiers dérivés, et de l'octroi de garanties financières ou d'engagements de prêts donnés. L'analyse et la gestion de ces risques sont effectuées directement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la Caisse.

Par ailleurs, tous les instruments financiers détenus directement par le fonds particulier sont conclus avec la Caisse, qui détient une cote de crédit AAA.

Globalement, l'exposition maximale au risque de crédit de la Régie correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers.

23-c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas pouvoir respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actifs.

Tous les trois ans, la Régie effectue une évaluation actuarielle qui établit les prévisions de liquidités pour le Régime sur un horizon très long, soit pour une période de projection de 50 ans.

La Régie effectue annuellement une évaluation des besoins de liquidités prévus pour les cinq prochaines années. Cette analyse tient compte notamment des prévisions faites par les actuaires de la Régie en regard des paiements à venir de rentes et prestations ainsi que des recettes de cotisations et de revenus de placements prévues. Ainsi, cette analyse comporte des prévisions pour la première année qui sont ventilées mois par mois, et celles des quatre années suivantes sont ventilées annuellement. Chaque début d'exercice, la Régie effectue à l'avance une planification quotidienne des besoins réels de liquidités pour les 12 mois à venir. Durant l'année, la Régie met à jour ces diverses prévisions s'il survient des changements importants qui peuvent avoir une incidence sur les liquidités prévues.

La Régie dispose également de marges de crédit d'une valeur maximale de 700 millions de dollars pour subvenir à des besoins temporaires de liquidités sans avoir à vendre des unités de dépôts à participation. En outre, une fois par mois, la Régie est en mesure de vendre des unités de dépôts à participation afin de renflouer ses liquidités si elle le désire, par exemple en cas d'imprévus majeurs. Le montant maximal de dépôts à participation qu'il est permis de disposer mensuellement, selon l'article 20 du *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts* de la Caisse, est de 15 millions de dollars plus le produit de 2 millions de dollars multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait du déposant par la Caisse.

Dans les actifs financiers confiés à la Caisse, il y a également des éléments de risque de liquidité pour la Régie puisque ces actifs sont investis dans des portefeuilles sous-jacents. Ce risque provient des émetteurs des placements que la Caisse détient dans ses portefeuilles sous-jacents. L'analyse et la gestion du risque sont effectuées directement par la Caisse pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la Caisse.

Finalement, tous les passifs financiers ont une date d'échéance inférieure à un an.

Puisque la Régie dispose d'une grande quantité de liquidités ou de facilités de crédit pour régler ses passifs, il n'y a pas de plan défini de gestion du risque à cet égard. Pour toutes ces raisons, le risque de liquidité de la Régie est jugé faible.

24. Engagements et éventualités

La Régie a déjà conclu, pour le prochain exercice et les suivants, des contrats irrévocables avec divers fournisseurs. Le tableau ci-dessous détaille la valeur de ces engagements pour chacun des fonds.

	2013	2012
FONDS RRQ		
Engagements relatifs à des dépenses courantes	1 770	5 008
FONDS CIRSE		
Engagements relatifs à des dépenses courantes	78	72

Il n'y a aucun engagement pour les fonds RCR et RVER. De plus, aucun des montants n'est relatif à des immobilisations corporelles ou incorporelles.

La Régie est sujette à des litiges ou à des contestations de décisions dans le cours normal de ses opérations. Ces procès ou contestations ne sont pas réglés et leur issue demeure imprévisible pour le moment. Selon l'information connue dont la direction dispose, et selon l'évaluation de ses avocats, celle-ci estime que pour ces événements la probabilité est faible qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit possible. Par conséquent, la Régie n'a pas provisionné ces éventualités dans les données présentées à la note 19.

25. Gestion du capital

25-a) Fonds du Régime de rentes du Québec

Pour ce fonds, le capital est représenté par « l'actif net du fonds ». Au 31 décembre 2013, ce montant est de 45 923 439 milliers de dollars (31 décembre 2012 : 39 480 107 milliers de dollars).

L'objectif de gestion de cet actif net est décrit plus en détail à la note 2-a-1.

25-b) Fonds de surveillance des régimes complémentaires de retraite

Pour ce fonds, le capital est représenté par « l'actif net du fonds ». Au 31 décembre 2013, ce montant est de 14 891 milliers de dollars (31 décembre 2012 : 13 424 milliers de dollars).

La Régie a comme objectif de maintenir et, si possible, d'accroître cette réserve de capital pour pallier divers imprévus qui pourraient survenir dans l'avenir, mais qui sont inconnus à ce moment. Cette approche prudente de gestion permet d'éviter la hausse de tarifs pour financer ces éventuels imprévus.

25-c) Fonds pour l'administration du crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants

Pour ce fonds, le capital est représenté par « l'actif net du fonds ». Puisque ce fonds consiste en la gestion d'un programme au nom du gouvernement du Québec, l'objectif n'est pas d'accumuler une réserve de capital pour les imprévus futurs, mais plutôt de gérer les opérations courantes de ce programme. Ainsi, si lors d'un exercice il y a un surplus budgétaire dans la gestion des opérations courantes du programme, le niveau de revenu provenant du gouvernement sera diminué en conséquence de façon à ramener le surplus à zéro. À l'inverse, s'il y a un déficit, le gouvernement, avec son approbation préalable, comblera la différence.

Ainsi, au 31 décembre 2013, l'actif net est nul (31 décembre 2012 : nul). Puisque l'actif net est toujours égal à zéro, aucun état de variation de l'actif net du fonds n'est présenté.

25-d) Fonds de surveillance des régimes volontaires d'épargne-retraite

Pour ce fonds, le capital est représenté par « l'actif net du fonds ». Au 31 décembre 2013, ce montant est nul (4 décembre 2013 : nul).

La Régie vient tout juste d'entamer la mise en œuvre de ce fonds. Lorsque les activités de surveillance débuteront en 2016, elle aura comme objectif de maintenir et, si possible, d'accroître la réserve de capital pour pallier divers imprévus qui pourraient survenir dans l'avenir. Cette approche prudente de gestion permettra d'éviter la hausse de tarifs pour financer ces éventuels imprévus.

26. Transactions avec des parties liées

Les parties liées comprennent seulement les principaux dirigeants de la Régie.

Les rémunérations allouées aux principaux dirigeants, soit les administrateurs et les membres de la haute direction, sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

	2013	2012
Administrateurs qui sont membres du conseil d'administration*	–	–
Membres du comité de direction de la Régie		
– Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1 154	1 083
– Avantages postérieurs à l'emploi**	105	82
	<u>1 259</u>	<u>1 165</u>

* Les administrateurs de la Régie sont des personnes bénévoles à l'exception du président-directeur général. La rémunération de ce dernier est incluse dans la rubrique « Membres du comité de direction de la Régie ».

** Ces avantages correspondent à la part payée par l'employeur pour les régimes de retraite de ces personnes. Cette dépense est incluse dans « Salaires et autres avantages du personnel » à la note 8.

27. Événements subséquents

Le 5 janvier 2014, la convention de crédit entre la Régie et la Caisse a été renouvelée. Les changements à noter en regard de cette nouvelle convention sont dans un premier temps l'augmentation du montant maximal du crédit qui sera dorénavant fixé à 850 millions de dollars le premier jour de chaque mois au lieu de 650 millions de dollars, et dans un deuxième temps, la durée de la convention qui est maintenant fixée à un an. Celle-ci est toutefois renouvelable automatiquement, à sa date d'anniversaire, pour une même durée, à moins qu'une des parties ne donne un avis d'au moins 90 jours à l'autre partie avant le prochain anniversaire de la convention.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

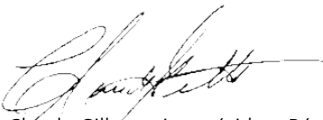
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction doit maintenir un système de contrôles comptables internes, conçu et de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction de la vérification interne procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la RBQ. La RBQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la RBQ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son



Stéphane Labrie, président-directeur général



Claude Gilbert, vice-président Réglementation et soutien organisationnel

Québec, le 3 juillet 2014

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie du bâtiment du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

OPINION

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie du bâtiment du Québec au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Michel Samson, CPA auditeur, CA

Québec, le 3 juillet 2014

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014		2013
	Budget révisé ⁽¹⁾	Résultats réels	Résultats réels
REVENUS			
Contribution du gouvernement du Québec			
Ministère du Travail (note 3)	- \$	1 200 000 \$	3 226 148 \$
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (note 3)	1 527 990	705 992	802 182
Tarification sectorielle	31 700 000	32 241 315	32 475 159
Qualification professionnelle	30 407 000	30 843 526	29 357 956
Plan de garantie	500 000	-	-
Autres revenus (note 4)	798 300	928 004	654 971
	64 933 290	65 918 837	66 516 416
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	32 898 400	33 644 735	30 415 020
Transport et communication	3 329 475	2 331 883	2 424 567
Services professionnels et techniques	14 329 250	11 531 119	11 184 899
Loyers	4 475 360	4 036 068	3 621 797
Fournitures et approvisionnement	373 600	336 085	360 556
Amortissement des immobilisations	4 382 000	4 467 407	4 262 325
Créances douteuses	125 000	168 979	189 429
	59 913 085	56 516 276	52 458 593
EXCÉDENT ANNUEL	5 020 205	9 402 561	14 057 823
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	66 956 521	66 956 521	52 898 698
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 13)	71 976 726 \$	76 359 082 \$	66 956 521 \$

(1) Le budget révisé présente le budget original ajusté selon les mesures de réduction de 1 130 000 \$ demandées par le Secrétariat du Conseil du Trésor en avril 2013.

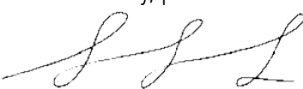
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2014

	2014	2013
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	81 115 193 \$	66 215 805 \$
Placement sous forme d'avance (note 6)	1 000 000	-
Débiteurs (note 7)	6 321 899	6 101 385
Sommes à recevoir aux fins du fonds de garantie (notes 8 et 18)	-	2 841 300
	88 437 092 \$	75 158 490 \$
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 9)	5 530 356 \$	4 622 122 \$
Dû au fonds de garantie (note 18)	-	2 841 300
Indemnités de vacances dues aux employés	3 904 789	3 730 738
Provision pour congés de maladie (note 10)	6 226 257	5 759 887
Revenus perçus d'avance	2 008 527	1 825 249
Dettes (note 11)	4 465 757	1 738 363
	22 135 686 \$	20 517 659 \$
ACTIFS FINANCIERS NETS	66 301 406 \$	54 640 831 \$
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 12)	9 931 357 \$	12 278 651 \$
Charges payées d'avance	126 319	37 039
	10 057 676 \$	12 315 690 \$
EXCÉDENT CUMULÉ (note 13)	76 359 082 \$	66 956 521 \$
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 15)		
ÉVENTUALITÉ (note 16)		

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


Johanne Guay, présidente du conseil d'administration


Stéphane Labrie, président-directeur général

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014		2013
	Budget révisé ⁽¹⁾	Résultats réels	Résultats réels
Actifs financiers nets au début de l'exercice	54 640 831 \$	54 640 831 \$	38 310 220 \$
Variation due aux immobilisations			
Acquisition d'immobilisations	(4 947 000)	(2 120 113)	(2 021 141)
Amortissement des immobilisations	4 382 000	4 467 407	4 262 325
	(565 000)	2 347 294	2 241 184
Variation due aux charges payées d'avance			
Acquisition de charges payées d'avance	-	(126 319)	(37 039)
Utilisation de charges payées d'avance	-	37 039	68 643
	-	(89 280)	31 604
Excédent annuel	5 020 205	9 402 561	14 057 823
Augmentation des actifs financiers nets	4 455 205	11 660 575	16 330 611
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	59 096 036 \$	66 301 406 \$	54 640 831 \$

(1) Le budget révisé présente le budget original ajusté selon les mesures de réduction de 1 130 000 \$ demandées par le Secrétariat du Conseil du Trésor en avril 2013.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2014

	2014	2013
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent annuel	9 402 561 \$	14 057 823 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations	4 467 407	4 262 325
Charges payées d'avance	(89 280)	31 604
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	(220 514)	(746 502)
Sommes à recevoir aux fins du fonds de garantie	2 841 300	(2 841 300)
Créditeurs et charges à payer	1 080 526	(599 365)
Dû au fonds de garantie	(2 841 300)	2 841 300
Indemnités de vacances dues aux employés	174 051	576 254
Provision pour congés de maladie	466 370	566 655
Revenus perçus d'avance	183 278	(166 246)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	15 464 399	17 982 548
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations	(2 292 405)	(1 930 038)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(2 292 405)	(1 930 038)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Acquisition d'un placement sous forme d'avance	(1 000 000)	-
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(1 000 000)	-
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'un billet à payer	3 500 000	-
Dette remboursée	(772 606)	(772 606)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2 727 394	(772 606)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	14 899 388	15 279 904
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	66 215 805	50 935 901
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 5)	81 115 193 \$	66 215 805 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2014

1. CONSTITUTION ET MISSION

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ), instituée en vertu de la Loi sur le bâtiment (RLRQ, c. B-1.1), a pour mission de surveiller l'administration de cette loi, notamment en vue d'assurer la protection du public. Pour la réalisation de sa mission, la RBQ exerce notamment les fonctions énumérées à l'article 111 de la Loi sur le bâtiment dont :

- vérifier et contrôler l'application de la présente loi et le respect des normes de construction et de sécurité;
- contrôler la qualification des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires de façon à s'assurer de leur probité, leur compétence et leur solvabilité;
- favoriser les ententes administratives avec d'autres organismes œuvrant dans les domaines visés par la présente loi, de façon à en faciliter l'application;
- favoriser la délégation de ses fonctions aux municipalités locales;
- soutenir les municipalités locales, les municipalités régionales de comté et les régies intermunicipales dans l'application par celles-ci de toute norme identique à une norme contenue dans le Code de sécurité (RLRQ, c.B-1.1, r.3);
- favoriser la formation de personnes œuvrant dans le milieu de la construction et du bâtiment et l'information du public;
- subventionner des services ou des organismes destinés à protéger les bénéficiaires de plan de garantie;
- coopérer avec les ministères et tout autre organisme dans les domaines visés par la présente loi;
- participer, à la demande du ministre, à l'élaboration des règlements du gouvernement;
- diffuser des renseignements et des avis sur le contenu et l'application du Code de construction (RLRQ, c.B-1.1, r.2) et du Code de sécurité;
- effectuer ou faire effectuer des études et des recherches dans les domaines visés par la présente loi;
- adopter des mesures en vue de responsabiliser davantage les personnes œuvrant dans le milieu de la construction;
- régir des plans de garantie, exiger des cautionnements et, le cas échéant, organiser et administrer un fonds de garantie ou un fonds d'indemnisation.

La RBQ voit également à l'application de normes dans certains secteurs techniques qui sont encadrés par la Loi sur les appareils sous pression (RLRQ, c. A-20.01) et la Loi sur les mécaniciens de machines fixes (RLRQ, c. M-6). Ces lois seront éventuellement remplacées par de nouveaux règlements.

De plus, la RBQ administre, à titre de fiduciaire, le fonds de garantie qui a été constitué le 1^{er} janvier 2014 en vertu de l'article 81.0.1 de la Loi sur le bâtiment.

La RBQ est une personne morale dont les biens font partie du domaine de l'État, mais qui peut être poursuivie sur ces biens pour l'exécution de ses obligations. Elle finance ses activités à même les revenus qu'elle perçoit.

Puisque la RBQ est mandataire de l'État, elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la RBQ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la RBQ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les débiteurs, la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers comprennent les éléments suivants :

Actifs financiers :

- la trésorerie et les équivalents de trésorerie ;
- les débiteurs, à l'exception des taxes à recevoir ;
- les sommes à recevoir aux fins du fonds de garantie ;
- le placement sous forme d'avance.

Passifs financiers :

- les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux ;
- le dû au fonds de garantie ;
- les indemnités de vacances dues aux employés ;
- les dettes.

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés au coût à la date de transaction.

Évaluation ultérieure

Les instruments financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Revenus

CONSTATATION DES REVENUS

Les revenus de contribution du gouvernement du Québec sont constatés au moment où les dépenses admissibles sont autorisées et où tous les critères d'admissibilité sont respectés.

Les revenus de tarification sectorielle et de qualification professionnelle sont constatés dans l'exercice où ils sont gagnés, selon les modes de tarification en vigueur déterminés par réglementation. Toutefois, si des ajustements aux revenus de tarification sectorielle s'avèrent nécessaires, étant donné que leur constatation est liée aux déclarations effectuées par les entrepreneurs, ces ajustements sont portés aux revenus de tarification sectorielle de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

Les autres revenus sont composés de revenus d'intérêts constatés lorsqu'ils sont gagnés et de revenus de sources diverses lesquels sont constatés au moment où le bien est livré ou le service est rendu, le montant est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Actifs financiers

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, des billets à escompte très liquides et facilement convertibles et de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu.

PLACEMENT SOUS FORME D'AVANCE

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est comptabilisée dans l'état des résultats et n'est pas annulée si la valeur du placement remonte par la suite.

Passifs

INDEMNITÉS DE VACANCES DUES AUX EMPLOYÉS

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Les obligations à long terme découlant de congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

RÉGIMES DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la RBQ ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile prévue, selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Améliorations locatives	Durée du bail, maximum 10 ans
Mobilier de bureau	5 à 10 ans
Équipements informatiques	3 ans
Développement informatique	5 à 7 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la RBQ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur.

Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux charges de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

CHARGES PAYÉES D'AVANCE

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la RBQ bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces charges sont imputées aux résultats au moment où la RBQ bénéficiera des services acquis.

3. CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Ministère du Travail

Au cours de l'exercice financier 2013, la RBQ s'était vu attribuer un financement concernant la lutte contre le travail au noir dans le secteur de la construction. Afin de poursuivre ses interventions, une somme maximale de 1 200 000 \$ (1 440 000 \$ pour 2013) est attribuée pour l'exercice financier 2014. Les sommes obtenues ne peuvent être utilisées que pour les fins auxquelles elles sont destinées. Les sommes non utilisées doivent être retournées au ministère des Finances du Québec, avant la fin de l'exercice financier. Au 31 mars 2014, les charges en lien avec la lutte contre le travail au noir ont été de 2 507 723 \$ (1 226 148 \$ pour 2013). La RBQ comptabilise ces revenus selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)

Au cours de l'exercice financier 2012, une entente administrative a été conclue afin de permettre à la RBQ de réaliser une mesure du Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques, intitulé *Le Québec et les changements climatiques, un défi pour l'avenir*. Selon cet accord, le MDDELCC s'engage à financer, avec les sommes versées au Fonds Vert et prévues à cette fin, les coûts de la RBQ pour la réalisation de cette mesure. Pour cela, un budget annuel est octroyé par le MDDELCC et la RBQ ne peut utiliser les sommes que pour les fins auxquelles elles sont destinées. Au 31 mars 2014, la somme attribuée égale les charges encourues.

4. AUTRES REVENUS

	2014	2013
Intérêts	632 608 \$	507 619 \$
Autres	295 396	147 352
	928 004 \$	654 971 \$

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2014	2013
Encaisse	5 475 \$	5 175 \$
Billets à escomptes rachetables sur le marché monétaire à des taux variant entre 0,96 % et 1,03 % (1,01 % et 1,11 % pour 2013), venant à échéance entre mai et août 2014 (juin et août 2013)	57 846 174	43 446 171
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu, portant intérêt au taux préférentiel (3,00 %) réduit de 2,50 % lequel représente un taux de 0,50 % (0,50 % pour 2013)	23 263 544	22 764 459
	81 115 193 \$	66 215 805 \$

6. PLACEMENT SOUS FORME D'AVANCE

Placement sous forme d'avance auprès de la Garantie de Construction Résidentielle pouvant atteindre un montant maximum de 15 000 000 \$, au taux de 5,00 %, recouvrable par versements ponctuels variant de 1 000 000 \$ à 4 500 000 \$ sur la durée du prêt et dont l'échéance maximale est établie pour décembre 2022

2014	2013
1 000 000 \$	- \$

7. DÉBITEURS

Tarification sectorielle
Qualification professionnelle
Contributions à recevoir du MDDELCC
Intérêts
Taxes à recevoir
Autres

2014	2013
6 290 222 \$	5 825 033 \$
232 114	377 494
146 957	273 697
22 960	21 915
91 274	-
23 148	52 443
6 806 675	6 550 582
(484 776)	(449 197)
6 321 899 \$	6 101 385 \$

Provision pour créances douteuses

8. SOMMES À RECEVOIR AUX FINS DU FONDS DE GARANTIE

Garantie Abrisat inc.
Garantie Habitation du Québec inc.

2014	2013
- \$	2 189 400 \$
-	651 900
- \$	2 841 300 \$

9. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Salaires et avantages sociaux
Créditeurs et autres fournisseurs

2014	2013
1 417 528 \$	1 060 129 \$
4 112 828	3 561 993
5 530 356 \$	4 622 122 \$

10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la RBQ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement du Québec et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2014, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,18 % à 9,84 % de la masse salariale cotisable et le taux pour le RRPE est passé de 12,30 % à 14,38 %. Le taux pour le RRF est demeuré à 7,25 % tout au long de l'exercice.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1^{er} janvier 2014 (0,54 % au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, la RBQ doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08 % de la masse salariale cotisable et à 11,46 % de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la RBQ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux charges de l'exercice s'élèvent à 2 041 241 \$ (1 571 387 \$ pour 2013). Les obligations de la RBQ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2014	2013
Solde au début	5 759 887 \$	5 193 232 \$
Charge de l'exercice	1 652 349	1 757 857
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 185 979)	(1 191 202)
Solde à la fin	6 226 257 \$	5 759 887 \$

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation, notamment sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2014		2013	
	RREGOP	RRPE	RREGOP	RRPE
Taux de croissance de la rémunération	3,55 %	3,80 %	3,95 %	3,80 %
Taux d'actualisation	3,94 %	2,64 %	3,57 %	2,08 %
Durée résiduelle moyenne des salariés actifs	13 ans	6 ans	14 ans	5 ans

Pour les années 2014 et 2013, aucune provision pour congé de maladie n'a été constatée pour le RRF.

11. DETTES

	2014	2013
Dû au gouvernement du Québec, sans intérêts, remboursable par versements annuels étalés sur la durée de vie utile des actifs transférés lors de la conversion de la RBQ en un organisme autonome à financement extrabudgétaire	965 757 \$	1 738 363 \$
Billet dû au ministre des Finances du Québec, à titre de responsable du Fonds de financement, au taux de 1,193 %, dont les intérêts sont payables semestriellement à compter de septembre 2014 et échéant en septembre 2015	3 500 000	-
	4 465 757 \$	1 738 363 \$

Régime d'emprunts

En vertu du décret 143-2014, la RBQ est autorisée à instituer un régime d'emprunts jusqu'à concurrence d'un montant total de 15 000 000 \$, et ce, jusqu'au 31 mars 2015. Au 31 mars 2014, un emprunt de 3 500 000 \$ a été contracté.

ÉCHÉANCIER DES DETTES AU 31 MARS 2014

	2015	2016	Total de la valeur
Dû au gouvernement du Québec	772 606 \$	193 151 \$	965 757 \$
Billet dû au ministre des Finances du Québec	-	3 500 000	3 500 000
Total	772 606 \$	3 693 151 \$	4 465 757 \$

12. IMMOBILISATIONS

	Améliorations locatives	Mobilier de bureau	Équipements informatiques	Développement informatique	2014 Total
Coût					
Solde au début	1 653 848 \$	183 486 \$	2 121 065 \$	29 355 236 \$	33 313 635 \$
Acquisitions	452 967	226 797	658 998	781 351	2 120 113
Dispositions	-	-	(99 591)	-	(99 591)
Solde de clôture	2 106 815	410 283	2 680 472	30 136 587	35 334 157
Amortissement cumulé					
Solde au début	490 155	106 135	1 494 686	18 944 008	21 034 984
Amortissement	165 803	40 833	254 943	4 005 828	4 467 407
Dispositions	-	-	(99 591)	-	(99 591)
Solde de clôture	655 958	146 968	1 650 038	22 949 836	25 402 800
Valeur comptable nette	1 450 857 \$	263 315 \$	1 030 434 \$	7 186 751 \$	9 931 357 \$

	Améliorations locatives	Mobilier de bureau	Équipements informatiques	Développement informatique	2013 Total
Coût					
Solde au début	1 000 714 \$	157 899 \$	3 035 036 \$	28 500 642 \$	32 694 291 \$
Acquisitions	653 134	25 587	487 826	854 594	2 021 141
Dispositions	-	-	(1 401 797)	-	(1 401 797)
Solde de clôture	1 653 848	183 486	2 121 065	29 355 236	33 313 635
Amortissement cumulé					
Solde au début	371 571	87 084	2 707 231	15 008 570	18 174 456
Amortissement	118 584	19 051	189 252	3 935 438	4 262 325
Dispositions	-	-	(1 401 797)	-	(1 401 797)
Solde de clôture	490 155	106 135	1 494 686	18 944 008	21 034 984
Valeur comptable nette	1 163 693 \$	77 351 \$	626 379 \$	10 411 228 \$	12 278 651 \$

Le total des immobilisations inclut des immobilisations en cours de développement pour un total de 1 961 650 \$ (776 383 \$ pour 2013), soit 1 464 489 \$ (759 331 \$ pour 2013) pour le développement informatique, 441 261 \$ (17 052 \$ pour 2013) pour les équipements informatiques et 55 900 \$ (0 \$ pour 2013) pour les améliorations locatives. Aucune dépense d'amortissement n'est associée à ces immobilisations.

Les acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 2 120 113 \$ (2 021 141 \$ pour 2013), dont un montant de 484 163 \$ était impayé au 31 mars 2014 (656 455 \$ pour 2013).

13. EXCÉDENT CUMULÉ

2014

	Excédent cumulé non affecté	Excédent cumulé affecté à la réserve de contingence	Total
Solde au début	46 956 521 \$	20 000 000 \$	66 956 521 \$
Excédent annuel	9 402 561	-	9 402 561
Affectation à la réserve	(7 000 000)	7 000 000	-
Solde à la fin	49 359 082 \$	27 000 000 \$	76 359 082 \$

2013

	Excédent cumulé non affecté	Excédent cumulé affecté à la réserve de contingence	Total
Solde au début	35 898 698 \$	17 000 000 \$	52 898 698 \$
Excédent annuel	14 057 823	-	14 057 823
Affectation à la réserve	(3 000 000)	3 000 000	-
Solde à la fin	46 956 521 \$	20 000 000 \$	66 956 521 \$

En 2007, en vertu d'une décision du conseil d'administration (CA), la RBQ a créé la réserve de contingence afin de se prémunir contre les imprévus qui pourraient compromettre sa stabilité financière et sa capacité à accomplir sa mission de qualité et de sécurité. La cible de la réserve, établie à 17 000 000 \$ sur une période de cinq ans, a été atteinte en totalité au cours de l'exercice 2009. Au cours de l'exercice 2014, la réserve de contingence a été rehaussée de 7 000 000 \$ (3 000 000 \$ pour 2013) à la suite d'une décision du CA, portant celle-ci à un solde de 27 000 000 \$.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la RBQ est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de taux d'intérêt. La direction a mis en place des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles.

Le risque associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la RBQ est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées qui offrent ce type de placement. La RBQ juge que le risque de perte est négligeable.

Le risque associé au placement sous forme d'avance est limité à la valeur comptable de celui-ci. Au 31 mars 2014, aucune provision pour perte n'a été comptabilisée car la RBQ estime que le risque de crédit lié à ce placement est faible.

La RBQ est exposée à un risque de crédit au maximum de la valeur comptable de ses débiteurs, excluant les taxes à recevoir. La RBQ estime les pertes probables sur ces débiteurs de 120 jours et plus ainsi que sur les poursuites en constituant une provision pour créances douteuses.

La RBQ évalue que l'exposition au risque de crédit est limitée en raison du nombre important d'entreprises composant sa clientèle. En raison du type d'activités exercé par la RBQ, cette clientèle est sensiblement la même d'année en année.

Le tableau suivant présente la chronologie des débiteurs, avant provision pour créances douteuses :

	2014		2013	
0 - 90 jours	5 885 582 \$	87,64 %	5 805 755 \$	88,63 %
90 - 120 jours	130 725	1,95 %	120 139	1,83 %
+ de 120 jours	699 094	10,41 %	624 688	9,54 %
	6 715 401 \$	100,00 %	6 550 582 \$	100,00 %

Le tableau suivant présente les changements à la provision pour créances douteuses :

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	449 197 \$	455 237 \$
Nouvelle charge aux résultats	168 979	189 429
Utilisation	(133 400)	(195 469)
Solde à la fin de l'exercice	484 776 \$	449 197 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la RBQ éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La RBQ est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée au 31 mars 2014, soit ses créiteurs et charges à payer, excluant les avantages sociaux. La RBQ paie généralement ses factures à l'intérieur d'un délai de 30 jours. La RBQ évalue donc son risque de liquidité à un niveau très faible.

Au 31 mars 2014, les échéances des passifs financiers de la RBQ se détaillent comme suit :

	Total	Moins de 1 an	1 à 3 ans
Créditeurs et charges à payer	5 422 684 \$	5 422 684 \$	- \$
Indemnités de vacances dues aux employés	3 904 789	3 904 789	-
Dettes	4 465 757	772 606	3 693 151
Total	13 793 230 \$	10 100 079 \$	3 693 151 \$

Au 31 mars 2013, les échéances des passifs financiers de la RBQ se détaillaient comme suit :

	Total	Moins de 1 an	1 à 3 ans
Créditeurs et charges à payer	4 530 009 \$	4 530 009 \$	- \$
Dû au fonds de garantie	2 841 300	2 841 300	
Indemnités de vacances dues aux employés	3 730 738	3 730 738	-
Dettes	1 738 363	772 606	965 757
Total	12 840 410 \$	11 874 653 \$	965 757 \$

Les créiteurs et charges à payer excluent les avantages sociaux au montant de 107 672 \$ (92 113\$ pour 2013).

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché.

Les billets à escomptes sont rachetables en tout temps et leur échéance est rapprochée. Le placement sous forme d'avance est évalué au coût après amortissement et la RBQ a l'intention de le conserver jusqu'à échéance. Le billet dû au ministre des Finances du Québec est émis à un taux d'intérêt fixe, réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie et aux taux d'intérêt. Ainsi, la RBQ considère qu'elle est sujette à un faible risque de taux d'intérêt.

15. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La RBQ s'est engagée, en vertu d'une entente de services administratifs et d'autres ententes de soutien envers le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) à verser d'ici le 31 mars 2015, un montant de 1 529 347 \$. Elle est également engagée envers le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), en vertu de diverses ententes, à lui verser un montant de 5 634 000 \$ au cours de 2015. Les ententes annuelles avec le MESS et le CSPQ sont renouvelables automatiquement aux mêmes conditions à moins d'un avis écrit. Enfin, la RBQ s'est aussi engagée à verser au cours des prochains exercices un montant total de 1 347 150 \$ à certains fournisseurs de services professionnels et techniques.

Les versements au cours des trois prochains exercices s'établissent comme suit :

	2015	2016	2017	Total
MESS	1 529 347 \$	- \$	- \$	1 529 347 \$
CSPQ	5 634 000	-	-	5 634 000
Autres	1 221 651	90 499	35 000	1 347 150
	8 384 998 \$	90 499 \$	35 000 \$	8 510 497 \$

16. ÉVENTUALITÉ

À titre de fiduciaire du fonds de garantie et afin de pallier le déficit de caisse prévu de la Garantie des maisons neuves, la RBQ pourrait devoir avancer, conformément à l'article 63 de la Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction et apportant d'autres modifications à la Loi sur le bâtiment (L.Q., 2011, C.35), un montant remboursable, selon l'estimation actuelle, de 8 000 000 \$ au fonds de garantie en 2015 ou 2016. Tel que décrit à la note 18, une réclamation de 34 000 000 \$ a été présentée au fonds de garantie.

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Un montant de 9 305 003 \$ (8 222 502 \$ pour 2013), représentant des services de soutien administratifs et informatiques fournis par le MESS et le CSPQ, est inclus dans les charges de services professionnels et techniques, dans les immobilisations et dans les créditeurs et charges à payer.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la RBQ est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La RBQ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE

La RBQ administre à titre de fiduciaire le fonds de garantie qui a été constitué le 1^{er} janvier 2014 en vertu de l'article 81.0.1 de la Loi sur le bâtiment. Le fonds de garantie d'utilité sociale sert pour intervenir dans le cas de sinistres majeurs qui sont exceptionnels ou imprévisibles ou dans le cas où l'administrateur d'un plan de garantie n'est plus en mesure, en raison de sa situation financière, d'assumer les obligations de ce plan.

La RBQ, la Garantie Abris inc. et la Garantie Habitation du Québec inc. ont signé une entente prévue à l'article 61 du projet de Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction et apportant d'autres modifications à la Loi sur le bâtiment. En vertu de cette entente, les administrateurs de la Garantie Abris inc. et de la Garantie Habitation du Québec inc. perçoivent au nom de la RBQ un montant supplémentaire de 300 \$ par certificat de garantie

émis à partir du 1^{er} août 2012. Au 31 mars 2013, les administrateurs avaient perçu un total de 2 841 300 \$ pour le fonds de garantie. L'ensemble des sommes perçues et conservées ont été remises au fonds de garantie lors de sa constitution et par la suite, selon les dispositions de l'article 74.3 du Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs, les administrateurs verseront, à chaque trimestre, les montants perçus pour le fonds de garantie à la RBQ.

Évolution de l'actif du fonds de garantie :

	2014
ACTIFS DU FONDS	
Contributions	
• Garantie Abrisat inc.	6 961 200 \$
• Garantie Habitation du Québec inc.	2 494 200
Intérêts	70 107
	9 525 507 \$
AUGMENTATION NETTE DU FONDS	
Solde du fonds au début de l'exercice	- \$
Solde du fonds à la fin de l'exercice	9 525 507
	9 525 507 \$
Le solde du fonds de garantie est réparti comme suit :	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 271 687 \$
Contributions à recevoir	
• Garantie Abrisat inc.	857 100
• Garantie Habitation du Québec inc.	381 600
Intérêts à recevoir	15 120
	9 525 507 \$

Au cours de l'exercice, une réclamation de 34 000 000 \$ a été présentée au fonds de garantie afin de pallier le déficit de caisse prévu de la Garantie des maisons neuves qui doit honorer les réclamations des bénéficiaires. À la date d'approbation des états financiers de la RBQ, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres du fonds de garantie à cet égard.

19. CHIFFRES COMPARATIFS

À des fins de comparaison, la classification de certains postes de l'exercice financier précédent a été modifiée conformément à la présentation adoptée en 2014.

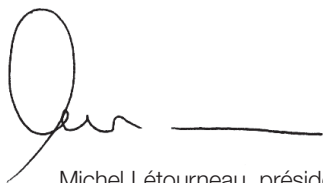
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie du cinéma (la Régie) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la Régie.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Régie, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Michel Létourneau, président

Montréal, le 19 juin 2014



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie du cinéma, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2014, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

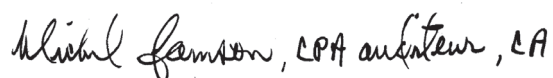
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie du cinéma au 31 mars 2014, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec par intérim,



Michel Samson, CPA auditeur, CA

Montréal, le 19 juin 2014

Régie du cinéma

État des résultats et de l'excédent cumulé

De l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014 BUDGET	2014 RÉEL	2013 RÉEL
	\$	\$	\$
Revenus			
Frais d'examen :			
Demandes de classement de films	567 000	595 614	603 148
Demandes de permis	51 300	48 408	54 559
Permis	710 900	747 498	931 405
Contrôle de la vidéo	7 021 300	6 391 564	7 469 524
Autres (recouvrement salaire années antérieures)	-	606	3 687
Intérêts	514 000	514 961	495 349
	8 864 500	8 298 651	9 557 672
Charges			
Traitements et avantages sociaux (note 5)	3 268 200	3 138 517	3 355 882
Transport et communication	321 660	297 069	228 423
Services professionnels, administratifs et autres	1 054 240	818 703	879 263
Loyer	489 500	465 675	496 007
Entretien et réparations	52 600	52 878	56 040
Fournitures et approvisionnements	48 200	31 898	39 593
Mauvaises créances	-	-	4 669
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	204 800	179 407	173 336
	5 439 200	4 984 147	5 233 213
Excédent annuel	3 425 300	3 314 504	4 324 459
Excédent cumulé au début de l'exercice		99 659 631	95 335 172
Excédent cumulé à la fin de l'exercice (note 7)		102 974 135	99 659 631

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie du cinéma

État de la situation financière

Au 31 mars 2014

	2014	2013
	\$	\$
Actifs financiers		
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu (note 3)	104 498 781	101 457 138
Créances et intérêts à recevoir	136 143	134 505
Taxes à la consommation à recevoir	11 748	—
	104 646 672	101 591 643
Passifs		
Créditeurs et frais courus (note 4)	275 137	352 921
Provision pour vacances	387 411	462 133
Revenus perçus d'avance	1 120 769	1 241 078
Provision pour congés de maladie (note 5)	409 709	456 364
	2 193 026	2 512 496
Actifs financiers nets	102 453 646	99 079 147
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles (note 6)	520 489	580 484
Excédent cumulé (note 7)	102 974 135	99 659 631
Obligations contractuelles (note 10)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour la Régie



Michel Létourneau, président

Régie du cinéma

État de la variation des actifs financiers nets

De l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014 BUDGET	2014 RÉEL	2013 RÉEL
	\$	\$	\$
Excédent annuel	3 425 300	3 314 504	4 324 459
Variations dues aux immobilisations corporelles			
Acquisitions	(475 000)	(119 412)	(88 037)
Amortissement	204 800	179 407	173 336
	(270 200)	59 995	85 299
Augmentation des actifs financiers nets	3 155 100	3 374 499	4 409 758
Actifs financiers nets au début de l'exercice	99 079 147	99 079 147	94 669 389
Actifs financiers nets à la fin de l'exercice	102 234 247	102 453 646	99 079 147

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie du cinéma

État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2014

	2014	2013
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Excédent annuel	3 314 504	4 324 459
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	179 407	173 336
	3 493 911	4 497 795
Variation des actifs financiers et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances et intérêts à recevoir	(1 638)	38 631
Taxes à la consommation à recevoir	(11 748)	—
Créditeurs et frais courus	(127 725)	(224 307)
Provision pour vacances	(74 722)	63 184
Revenus perçus d'avance	(120 309)	38 976
Provision pour congés de maladie	(46 655)	58 204
	(382 797)	(25 312)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	3 111 114	4 472 483
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(69 471)	(7 883)
Augmentation de la trésorerie	3 041 643	4 464 600
Trésorerie au début de l'exercice	101 457 138	96 992 538
Trésorerie à la fin de l'exercice	104 498 781	101 457 138

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014

1. Constitution et objet

La Régie du cinéma (la Régie) est un organisme institué par la *Loi sur le cinéma* (RLRQ, chapitre C-18.1). Elle a pour fonctions de :

- classer les films;
- publier régulièrement, selon les moyens qu'elle juge appropriés, des informations sur les films classés;
- faire périodiquement des consultations sur le classement des films;
- délivrer, renouveler, suspendre ou révoquer les permis d'exploitation et les permis de distributeur;
- surveiller et contrôler la vente, la location, le prêt ou l'échange de matériel vidéo, et délivrer les certificats de dépôt;
- surveiller l'application du chapitre concernant le contrôle et la surveillance du cinéma et des règlements adoptés en vertu de celui-ci, de faire enquête sur son fonctionnement et sur son observation.

En vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, c.1, 5^e supplément) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c.I-3), la Régie n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. Principales méthodes comptables

Utilisation d'estimations

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Régie utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Régie par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

Les actifs financiers qui se qualifient comme instruments financiers sont composés de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu et des créances et des intérêts à recevoir. Les passifs financiers regroupent les fournisseurs, les traitements à payer et la provision pour vacances. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode au taux d'intérêt effectif.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014

2. Principales méthodes comptables (suite)

Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les services ont été rendus ou lorsqu'ils sont gagnés, et que la mesure et le recouvrement sont raisonnablement sûrs.

Les revenus d'intérêts sont constatés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Actifs financiers**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie est composée de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Passifs**Provision pour vacances**

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Revenus perçus d'avance

Les revenus reçus pour lesquels les services n'ont pas été rendus au cours de l'exercice sont présentés à titre de revenus perçus d'avance.

Provision pour congés de maladie

Les obligations découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Régie ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014

2. Principales méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Mobilier et équipement de bureau	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Développement informatique	5 et 10 ans
Équipements spécialisés	10 ans
Améliorations locatives	10 ans

Lorsque la conjoncture économique indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Régie de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

3. Avance au fonds général du fonds consolidé du Revenu

En vertu d'une entente renouvelable annuellement, la Régie a confié au ministère des Finances sa gestion de l'encaisse. L'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu porte intérêt au taux préférentiel réduit de 2,50 %, représentant un taux de 0,5 % au 31 mars 2014 et 2013.

4. Crédoiteurs et frais courus

	2014	2013
	\$	\$
Les crédoiteurs et frais courus sont répartis de la façon suivante :		
Fournisseurs	45 231	95 260
Frais courus	134 148	171 837
Traitements à payer	83 409	73 235
Avantages sociaux à payer	12 349	12 589
	275 137	352 921

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014

5. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Régie participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Le 1^{er} janvier 2014, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé à 9,84 % (9,18% en 2013) de la masse salariale cotisable et celui du RRAS et du RRPE est passé de à 14,38 % (12,30% en 2013).

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73% au 1^{er} janvier 2014 (0,54% au 1^{er} janvier 2013) de la masse salariale cotisable qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi la Régie doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2013 correspondant à 1,08% de la masse salariale cotisable et à 11,46% de la masse salariale cotisable pour l'année civile 2014.

Les cotisations de la Régie incluant le montant de compensation à verser au RRPE imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 179 514 \$ (165 058 \$ en 2013). Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

La Régie dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Régie.

Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Régie. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Accumulation des journées de maladie

L'attribution des journées de maladie est habituellement d'une journée par mois pour les employés réguliers (12 jours par année). Pour les employés à temps partiel, à temps réduit ou en aménagement de travail, le crédit de congé à attribuer chaque mois peut être d'une journée ou d'une fraction de journée.

Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable dans le futur jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi, décès).

Certains corps d'emploi non syndiqués (comme les cadres) n'accumulent pas de journée de maladie. Ils conservent toutefois les banques qu'ils ont accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à leur retraite, cessation d'emploi ou décès.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014

5. Avantages sociaux futurs (suite)

Utilisation des journées de maladie

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée en un seul versement, mais uniquement à 50 %, et sujet à un maximum global de 66 jours.

À la retraite, les individus ont aussi le choix de se faire rembourser leurs journées accumulées, toujours à 50 % et selon le maximum global de 66 jours, mais ils choisissent surtout, après autorisation, d'utiliser leurs journées de maladie accumulées en préretraite, c'est-à-dire en conservant leur lien d'emploi, un jour à la fois, jusqu'à ce que leur banque soit épuisée.

Au 31 mars, la provision se détaille comme suit

	2014	2013
	\$	\$
Solde au début	456 364	398 160
Charges de l'exercice	117 949	124 538
Prestations versées au cours de l'exercice	(164 604)	(66 334)
Solde à la fin	409 709	456 364

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2014	2013
Taux d'indexation	2,5 et 3 %	2,75 et 3,25 %
Taux d'actualisation	0 et 3,89 %	2,25 et 3,48 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	6 et 12 ans	6 et 12 ans

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014

6. Immobilisations corporelles

	Mobilier et équipement de bureau	Équipement informatique	Améliorations locatives	Développement informatique	Équipements spécialisés	2014 Total	2013 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde d'ouverture	143 103	718 593	206 638	714 566	111 218	1 894 118	2 034 352
Acquisitions	9 712	38 109	-	71 591	-	119 412	88 037
Radiations	-	-	-	-	-	-	(228 271)
Solde de clôture	152 815	756 702	206 638	786 157	111 218	2 013 530	1 894 118
Amortissement cumulé							
Solde d'ouverture	133 383	516 928	130 781	510 298	22 244	1 313 634	1 368 569
Amortissement de l'exercice	3 688	107 610	20 664	36 323	11 122	179 407	173 336
Radiations	-	-	-	-	-	-	(228 271)
Solde de clôture	137 071	624 538	151 445	546 621	33 366	1 493 041	1 313 634
Valeur comptable nette 2014	15 744	132 164	55 193	239 536	77 852	520 489	
Valeur comptable nette 2013	9 720	201 665	75 857	204 268	88 974		580 484

Au 31 mars 2014, il y a un montant de 49 941 \$ (80 154 \$ en 2013) dans les créditeurs et frais courus pour l'acquisition d'immobilisations corporelles.

Au 31 mars 2014, le Développement informatique contient un montant 71 591 \$ d'acquisition qui n'est pas amorti car le projet est en cours.

7. Excédent cumulé

Tel qu'il est stipulé à l'article 144.3 de la *Loi sur le cinéma* (RLRQ, chapitre C-18.1), les sommes reçues par la Régie doivent être affectées au paiement de ses obligations. Le surplus, s'il en est, est versé au fonds général du fonds consolidé du revenu, aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014

8. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la Régie est apparentée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Régie n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

9. Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Régie est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement attribuable aux pertes que pourrait subir la Régie lorsqu'un tiers est dans l'incapacité de respecter ses engagements financiers. La Régie est exposée au risque de crédit en raison de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu et aux créances et aux intérêts à recevoir. La Régie a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui lui permettent de gérer les risques de crédit et d'en minimiser les impacts potentiels. La Régie ne croit pas être exposée à un niveau de risque de crédit significatif à l'égard de ses créances qui s'élèvent à 5 748 \$ et des intérêts à recevoir du ministère des Finances.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Régie ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. La Régie est exposée au risque de liquidité sur ses fournisseurs, ses traitements à payer et sur sa provision pour vacances. Compte tenu que ceux-ci ont une échéance inférieure à un an, l'exposition de la Régie au risque de liquidité est minime.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Régie est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Régie est attribuable à son avance au fonds général du fonds consolidé du revenu, car la Régie a confié au ministère des Finances la gestion de l'encaisse pour optimiser ses revenus d'intérêts. Au 31 mars 2014, le montant des intérêts s'élevait à 514 961 \$ ce qui représentait un taux d'intérêt de 0,5 %. L'effet net, tant sur ses actifs que sur ses passifs financiers, d'une augmentation de taux d'intérêt égale à 0,5 % au cours de l'exercice, aurait augmenté de 514 961 \$ l'excédent des revenus sur les charges.

Régie du cinéma

Notes complémentaires

De l'exercice clos le 31 mars 2014

10. Obligations contractuelles

La Régie est engagée par des contrats pour des services administratifs et la location de photocopieurs totalisant 171 982 \$ et échéant jusqu'en avril 2019. Les versements pour les cinq prochaines années se répartissent comme suit :

Années	Versements
2015	153 271 \$
2016	9 855 \$
2017	4 855 \$
2018	2 261 \$
2019	1 740 \$

11. Chiffres de l'exercice précédent

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2014

Les informations concernant ce régime se retrouvent à la note 1 des états financiers de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) (Section S-24).

